

CHILI

PIERRE
RIEBEN

UN
AN
APRES
LE COUP
D'ETAT



Pierre Rieben a résidé au Chili,
de mars 1973 à avril 1974.

Correspondant régulier du bi-mensuel "la Brèche" (organe de la LMR), il devint, après le coup d'Etat, correspondant occasionnel et anonyme d'une dizaine de journaux et revues de gauche de Suisse, de France et d'Allemagne.

Arrêté le 11 avril 1974, par des agents de la "gestapo" chilienne, il fut emmené à l'Académie de Guerre Aérienne de Santiago, où sont morts sous la torture le général Bachelet, le ministre Toha et combien d'autres.

Ayant refusé de donner les noms de ses informateurs, Rieben fut expédié à la chambre de tortures et soumis au supplice de l'électricité.

Sa libération et son expulsion du Chili furent obtenues par l'ambassade de Suisse, à la suite d'une ample campagne de protestation qui s'était immédiatement développée dans notre pays.

Il n'est pas question de récrire l'histoire !

Cependant, Rieben rejette la conclusion que tirent plusieurs livres sur le Chili, parus ces derniers mois (Touraine, Debray, Fournial...), selon lesquels — en substance — l'UP ne pouvait rien faire d'autre que ce qu'elle a fait, pour éviter le drame.

Il y avait une autre politique à mener, affirme Rieben, et il apporte une série d'éléments tendant à le prouver.

Pour la "Résistance" chilienne, il ne s'agit nullement d'une vaine querelle ni d'un débat académique, car les choix stratégiques d'hier sont, en gros, les mêmes que ceux d'aujourd'hui.

Par ailleurs, l'auteur dresse un bilan d'une année de dictature. Peut-on parler de succès, du point de vue de la Junte et de la bourgeoisie ?

Et quelles ont été les conséquences, pour les masses, de cette politique imposée par la violence ?

TABLES DES MATIERES

Chapitre	I	Il y avait une autre voie	5
Chapitre	II	L'échec d'une recherche d'alliance	19
Chapitre	III	Bourgeoisie et Forces Armées : une année de contradictions internes	37
Chapitre	IV	Bilan d'une année	53
Chapitre	V	Perspectives	67
		ANNEXES	79

LLAMAMOS A LOS TRABAJADORES Y A LOS REVOLUCIONARIOS A IMPULSAR UN GRAN PARO NACIONAL

CON LA OCUPACION DE FABRICAS Y FUNDOS,
OFICINAS, ESCUELAS Y LICEOS,
POBLACIONES Y COMUNAS.

QUE ESE PARO SEA UN DIA DE TRABAJO
POLITICO Y ORGANIZATIVO DE LA CLASE OBRERA
Y LAS MASAS POPULARES.

IMPULSEMOS UN PARO NACIONAL
QUE NOTIFIQUE A LA CONTRALORIA
AL PARLAMENTO Y A LA D.C.
QUE NO ACEPTAREMOS LA PROMULGACION
DE LA REFORMA CONSTITUCIONAL DE
HAMILTON FUENTEALBA.

QUE NO DEVOLVEREMOS LAS EMPRESAS TOMADAS.
QUE SEGUIREMOS TOMANDO POSICIONES
EN FABRICAS Y FUNDOS.

QUE SEGUIREMOS IMPULSANDO LA FORMACION
DE LOS COMANDOS COMUNALES
DE TRABAJADORES, Y LOS COMITES
DE DEFENSA Y VIGILANCIA
LES GUSTE O NO LES GUSTE A LOS PATRONES.

QUE ESE PARO LE NOTIFIQUE
A LAS FUERZAS DE LA REACCION
Y EL GOLPISMO,
QUE EL EJERCITO DEL PROLETARIADO
SE ESTA MULTIPLICANDO.

QUE EL EJERCITO DEL PROLETARIADO
NO VACILA.

QUE SI LA CONTRAREVOLUCION
TOMA LA FORMA DEL GOLPISMO DESATADO
O DEL EMPLAZAMIENTO
MILITAR ABIERTO,
PARA LA CLASE OBRERA Y EL PUEBLO
TODAS LAS FORMAS DE LUCHA
SE TORNARAN LEGITIMAS.

chapitre I

Il y avait une autre voie

La plupart des auteurs qui ont écrit ces derniers mois sur le Chili, qu'ils appartiennent à des "courants" aussi différents, par exemple, que Touraine (1) ou Fournial (2), qu'ils poursuivent des buts aussi divergents que Debray (3) ou Garcés (4), en viennent presque tous à dire d'une manière ou d'une autre qu'il n'y avait pas d'autre issue possible pour Allende, d'autre politique que celle choisie par celui-ci et l'UP. L'analyse de Debray, certes, est d'un autre niveau que celle de Touraine, et toutes les deux ne font que mieux ressortir l'absence d'analyse des Fournial et compagnie. Mais, en définitive, chacun de ces auteurs pourrait être cité par le parti communiste chilien pour illustrer, appuyer ou justifier sa politique — passée, présente et future — puisque, pour l'essentiel, il n'en a pas changé et ne se propose pas d'en changer, comme nous le montre son document de décembre 1973 (publié en français dans l'organe du parti communiste français, "L'Humanité", du 8 janvier 74), et comme le montre plus récemment le document publié à Santiago le premier mai dernier, document signé "Unidad Popular", mais dont personne n'ignore, au sein de la gauche chilienne, qu'il est l'oeuvre du PC appuyé par l'une des tendances du parti socialiste, favorable à la fusion de ces deux partis (5).

Si l'on peut se permettre aujourd'hui de dire : **il y avait au Chili d'autres possibilités, il y avait une autre voie**, ce n'est pas simplement au nom de principes ou de positions politiques pré-établies, mais parce qu'il existait des milliers de militants engagés dans la lutte quotidienne qui se déroulait, des milliers de militants qui réclamaient d'autres solutions, **qui proposaient d'autres solutions**, une autre voie. Et surtout parce qu'il existait une organisation — le mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), ayant une existence au niveau national, ayant une implantation réelle dans d'importants secteurs et dont l'audience croissait très rapidement au cours des derniers mois (6). Le MIR, loin de vaticiner — comme le prétendent certains — fait dans chaque phase du processus de l'UP des analyses très concrètes, liées à son expérience du mouvement de masses, à son expérience dans les organes d'embryon de pouvoir populaire, à sa connaissance des mouvements internes au sein des forces armées, analyses qui se traduisent par des propositions politiques concrètes (7).

Touraine, dans ses notes quotidiennes des six dernières semaines du gouvernement Allende, joue constamment à l'observateur déchiré entre deux positions opposées : *"Je n'arrive pas à surmonter l'opposition de mes attitudes à l'égard du MIR. A long terme il porte une force d'opposition populaire, donc la base de la démocratie dans un régime socialiste. Mais dans la conjoncture présente il affaiblit l'UP, excite l'armée, lance des initiatives qui lui échappent pratiquement. Puisqu'il faut choisir, je donne la préférence au jugement le plus immédiat. Ce qui commande tout, c'est la capacité de l'UP d'agir immédiatement et de manière décidée. Le MIR — comment le nier ? — diminue cette capacité d'action."* (21 août).

Cependant, au moment où Allende, cédant partiellement aux exigences de la démocratie chrétienne (DC), le 9 août 73, ouvrait son gouvernement aux officiers supérieurs, Touraine affirmait sa conviction :

"Allende reste maître du jeu. L'entrée des militaires au gouvernement ne signifie aucunement l'abandon de l'oeuvre entreprise ... Le changement politique actuel est une condition nécessaire du développement de l'UP et de son oeuvre ..."

Le 20 août, Touraine allait encore un peu plus loin dans ce qui pourrait passer pour de la simple myopie politique, mais qui découle en réalité d'une position politique beaucoup plus précise que son auteur ne voudrait le laisser entendre. Consacrant quelques pages au MIR, il écrivait ce jour-là :

"Plus il insiste sur la nécessité d'une intervention révolutionnaire des travailleurs et plus à l'inverse il concentre ses attaques sur l'armée, au moment où celle-ci apparaît comme un soutien sans lequel le régime de l'UP s'écroulerait". ! ! !

Lui qui écrivait, le 30 septembre de la même année, en post-scriptum à son "journal sociologique" :

"Je sais qu'il sera difficile à ceux qui n'ont pas vécu au Chili les semaines qui ont précédé le coup d'Etat de comprendre ces pages",

et qui précisait pour éclairer ses lecteurs lointains :

"... personne n'avait prévu l'irruption des forces armées renversant la droite comme la gauche pour faire la politique contre-révolutionnaire que les partis conservateurs ne parvenaient pas à réaliser. ... l'armée restait secrète; la droite politique attendait la catastrophe; la gauche espérait trouver une issue; l'extrême-gauche vaticinait.", il aurait bien fait de prendre connaissance, au moins, des positions de cette extrême-gauche "vaticinante", positions qu'il dénature ou qu'il ignore avec une belle constance tout au long de ses notes.

Il est sans doute facile après coup, une fois que l'on connaît la fin du drame, d'en "prédire" le dénouement. Mais le MIR justement, au moment où Touraine affirmait pratiquement que l'entrée des officiers au gouvernement était une bonne chose, "prédisait" — dans une déclaration radio diffusée le 13 août par de nombreux émetteurs et imprimée à des dizaines de milliers d'exemplaires :

"En pleine menace putchiste, durant le développement d'une grève patronale, après un ultimatum militaire et au cours d'un chantage institutionnel frèiiste (8), le réformisme a formé le cabinet de la capitulation ... Maintenant le gouvernement se défendra contre le putchisme fondamentalement par la rapidité et l'extension des concessions aux classes patronales et si la capitulation n'est pas suffisamment rapide et profonde, le putchisme et le gorillisme seront à nouveau à l'ordre du jour, dans des conditions pires, la gauche et le peuple étant divisés par la faute du réformisme."

Le silence de Touraine sur cette déclaration — comme sur toutes les prises de position publiques du MIR durant cette période — ne souligne que mieux l'identité de vues (aussi curieux que cela puisse paraître au premier abord) entre Touraine et le PC chilien sur la stratégie et la tactique à suivre dans ces dernières semaines de l'UP. N'est-ce pas Luis Figueroa vieux militant et dirigeant du PC, président de la CUT (Centrale Unique des Travailleurs), qui déclarait le 9 août 73 que l'entrée des forces armées dans le gouvernement renforçait celui-ci ? Et il faisait cette déclaration au cours de ce meeting dont Touraine rappelle que le secrétaire général de la CUT, Rolando Calderon, y recueillit des sifflets de protestation et "des vagues" de cris : "poder popular" !

Debray, pour sa part, lorsqu'il parle du Chili, et particulièrement lorsqu'il parle du Chili de 1973, paraît tout d'abord ne pas se faire d'illusions :

"La légalité qui ligotait jusqu'alors la bourgeoisie se referme bientôt sur le prolétariat ... L'opposition bourgeoise a une plus grande liberté de manoeuvre ... : elle a le choix du terrain et peut passer où et quand elle veut aux actions illégales. Le gouvernement populaire est bloqué sur la défensive, idéologiquement paralysé, seul à respecter les règles d'un jeu qu'il est le dernier à appliquer ... La légalité existante, dont il s'est fait le défenseur et le porte-parole pour des raisons tactiques, se retourne à long terme contre la mobilisation stratégique des masses à l'extérieur ... Le gouvernement du peuple est devenu responsable du maintien de l'or-

dre bourgeois. (En 1973)... le débat parlementaire était devenu sans objet, la lutte politique affrontement physique, son lieu de décision la rue et non plus les couloirs du Congrès, ses instruments des armes à feu et non plus des plumes d'avocats. Ne pas en avoir tiré toutes les conséquences fut sans doute l'erreur des réformistes de l'UP ..." (9)

Dans les derniers mois de l'UP, le marché noir, les grèves patronales, le sabotage économique, l'accaparement des marchandises, la fuite des capitaux, les attentats des bandes d'extrême-droite appendices des grands partis bourgeois, en un mot ce qui précipitait la crise économique et politique, aurait réclamé la coercition la plus drastique, dit en substance Debray qui ajoute :

"Il fallait un ordre, oui, et vite, seulement voilà : la bourgeoisie avait les moyens matériels de rétablir le sien, une armée — l'instrument de coercition lui était acquis. Les travailleurs commençaient à peine à en constituer un, de bric et de broc ..."

En résumé, il fallait intervenir rapidement et énergiquement, mais on n'en avait pas les moyens et dans ce cas, selon Debray :

"... on se replie et on bat en retraite en bon ordre pour gagner du temps ..."

C'est la logique même dans un "combat de rues" entre des étudiants et des policiers armés de bombes lacrymogènes ou, à la rigueur, dans une lutte de guérilla — pour autant qu'on ait assuré ses arrières, comme dirait Debray, qui connaît bien la question. Mais au Chili, en juin-juillet-août 1973, qu'aurait pu signifier "se replier pour gagner du temps" ? L'unique repli possible était celui que permettrait la bourgeoisie. Il passait par le dialogue, les concessions importantes imposées par l'interlocuteur (cession aux forces armées de pratiquement tous les postes de ministres, sous-secrétaires d'Etat et hauts chefs de service de l'administration, restitution de nombreuses entreprises aux propriétaires privés, etc) et leur conséquence : la répression violente contre les militants révolutionnaires et les soldats anti-putchistes d'abord, contre tous les secteurs du mouvement de masses ensuite, qui prenaient conscience que ces concessions ne pouvaient mener qu'à la capitulation totale et ne faisaient gagner du temps ... qu'à la bourgeoisie.

C'est pourtant dans cette voie que s'est engagé Allende. C'est ce que le PC le poussait à faire et ce que le PS, en définitive, a accepté, malgré ses déclarations fracassantes. Car la position du PS, il faut le dire, a été des plus confuses sur la question du dialogue gouvernement—démocratie-chrétienne. Dans sa première prise de position publique après la tentative de coup d'Etat du 29 juin, le secrétaire général du PS, Carlos Altamirano, déclarait devant les travailleurs des "cordones industriales" de Santiago :

"Le PS n'acceptera jamais de conciliation avec les ennemis du gouvernement. Toute formule de transaction avec la DC ne servirait qu'à renforcer les groupes factieux qui s'agitent en son sein ..."

Le 30 juillet, le quotidien socialiste "Ultima Hora" titrait en première page :

"LE PS NE S'OPPOSE PAS AU DIALOGUE", mais ajoutait aussitôt dans un éditorial : *"Si les conditions que posent la DC impliquent l'acceptation d'une transaction du programme ... le PS pourra alors aller jusqu'à se retirer du gouvernement"*. Le lendemain un membre de la commission politique du PS précisait encore dans le même journal : *"Le PS n'approuve pas le dialogue avec la direction de la DC". !*

Si d'emblée Debray paraissait ne pas se faire d'illusions, on constate rapidement, en avançant dans la lecture des pages qu'il consacre au Chili, qu'il est de ceux qui tentent d'en créer. Lorsqu'il affirme :

"... ce n'est pas un hasard ni une erreur de conception, ni une preuve d'aveuglement ou de mauvaise volonté, si le gouvernement a effectivement dévalé sa pente comme il l'a fait. Car pour l'essentiel, il ne pouvait rien faire d'autre." (C'est nous qui soulignons). Lorsqu'il affirme cela, il ne fait que souligner toute l'ambiguïté de son texte qui tourne autour de cette conception très déterministe de l'histoire de l'UP. Il est fondamentalement a-politique de faire l'analyse d'une situation concrète et dire : *"on ne pouvait rien faire d'autre"*. Il est clair qu'on peut à la rigueur dire : *"Etant donné les caractéristiques du projet de l'UP, étant donné le type de direction hégémonique dans l'UP, étant donné les partis réformistes et centristes, ce gouvernement de l'UP ne pouvait rien faire d'autre que ce qu'il a fait ..."*. Mais c'est une tautologie qui, dans l'analyse des leçons à tirer de l'échec survenu au Chili, ne nous avance pas d'un pouce.

Il y avait une autre politique à faire au Chili tout au long des trois années, et c'est celle qu'a proposée et défendue la gauche révolutionnaire. Dire qu'il n'y avait rien d'autre à faire, c'est défendre la direction politique qui a mené le mouvement ouvrier chilien à une terrible et sanglante défaite, c'est laver tout le monde de toute responsabilité dans cet échec !

Debray, en définitive, ne fait jamais réellement la différence entre l'affirmation *"le gouvernement de l'UP ne pouvait rien faire d'autre"* et l'affirmation *"il n'y avait rien d'autre à faire"*.

Ainsi il pourrait parfaitement écrire la première ligne du livre de Fournial ...

Durant ces trois années de gouvernement de l'UP, le PC a poursuivi avec ténacité sa chimère de l'alliance avec une fraction de la bourgeoisie, avec la DC. Il a sacrifié, sinon tout, du moins beaucoup à cette vaine recherche. La célèbre, dramatiquement célèbre, loi de contrôle des armes ne fut qu'une des concessions faites au nom de cette hypothétique alliance; le sabotage de la lutte contre le marché noir en fut une autre et non des moins criminelles.

Si cette alliance a échoué, disent les Fournial et consorts, c'est que le PS a trop longtemps freiné l'ouverture du dialogue avec la DC et que *"le MIR n'a cessé de mettre*

tout ce qu'il pouvait d'obstacles à la conquête de nouveaux alliés pour l'UP".

"Dès lors le sort en était jeté, la voie était ouverte au putsch", la bourgeoisie se refusant à contresigner l'acte de capitulation presque totale que lui présentait l'UP ! Bien entendu, Fournial et ses amis ne parlent pas de "capitulation", puisqu'ils se permettent d'affirmer :

"Faute de ce compromis qui eut laissé intacts les possibilités de l'Unité Populaire de rendre irréversibles les changements de structures fondamentaux déjà réalisés et de poursuivre — même au prix de quelques amendements faits pour apaiser les classes moyennes — l'application de son programme, la voie était ouverte au putsch"!

A propos de ces "quelques amendements", il y a un texte que nos auteurs et bien d'autres adeptes de la ligne PC—Allende omettent systématiquement de rappeler. Il s'agit de la lettre adressée le 2 août 73 par Allende au président de la DC, Patricio Aylwin, à la suite du dialogue de fin juillet qu'Allende avait publiquement demandé à l'expiration du délai que lui avaient imparti les chefs militaires à cet effet. Cette lettre, publiée par les principaux quotidiens du 3 août (en particulier "El Siglo" du PC et "El Mercurio", organe de la grande bourgeoisie), fut ressentie par de larges couches de travailleurs — et à juste titre — comme un véritable coup de poignard dans le dos donné à ceux qui occupaient des centaines d'entreprises depuis le 29 juin, et contribua gravement à la désorientation et à la démoralisation de ceux qui étaient prêts à lutter pour défendre leurs conquêtes.

Par cette lettre, Allende certes repoussait l'exigence de la DC d'intégrer les forces armées à son gouvernement. Mais une semaine plus tard exactement, le 9 août, il remaniait son cabinet et y faisait entrer les trois commandants en chef de l'Armée, de la Marine et de l'Aviation, plus le général-directeur des Carabiniers. Ce à quoi la DC répondit immédiatement : ce n'est pas suffisant, nous exigeons que tous les ministres, les sous-secrétaires et les fonctionnaires supérieurs soient des militaires. Voyant Allende céder si facilement, il n'y avait pas de raison que la DC ne le pousse toujours plus loin dans la voie de la capitulation. (Il faut rappeler en passant que l'entrée des trois commandants en chef dans le cabinet du 9 août a promu automatiquement le second de chacun d'entre eux commandant en chef de l'Armée, de la Marine, de l'Aviation. Ces trois "seconds" étaient : Augusto Pinochet, Jose Toribio Merino et Gustavo Leigh...).

Cependant cette lettre du 2 août apportait largement satisfaction à la DC sur d'autres points. En particulier, l'accord de principe de promulguer la réforme constitutionnelle de Hamilton—Fuentelba (deux sénateurs DC), dont la conséquence serait la restitution de centaines d'entreprises à leurs propriétaires et, pratiquement, le blocage de l'extension de l'APS (l'aire de propriété sociale : secteur nationalisé). Deuxièmement, la promulgation de la réforme constitutionnelle de Moreno (député DC), qui visait au renforcement du capitalisme à la campagne et pratiquement au blocage du développement de la réforme agraire. Enfin, la réaffirmation de l'Etat de Droit

et la promesse de lutter contre le développement d'un "poder popular" qui ne soit pas étroitement lié au régime institutionnel, c'est-à-dire qui ne soit plus un "poder popular" (avec tout ce qu'impliquait une telle promesse de mesures répressives, non seulement contre les militants révolutionnaires, mais contre le mouvement de masses en général).

Il est peut-être bon de rappeler que le lendemain de la publication de cette lettre commençait la vaste opération d'arrestations et de tortures contre de nombreux marins dont le nombre n'a jamais été connu exactement. On verra quelques semaines plus tard que cette opération de "nettoyage", couverte, approuvée et justifiée par le gouvernement et par le PC, brisa définitivement au sein de la Marine la résistance — efficace jusqu'alors — des marins et sous-officiers aux plans putschistes de leurs supérieurs. La "subversion d'extrême-gauche dans la Marine" fut, le 9 août, une des principales raisons que donna officiellement Allende de l'entrée des commandants en chef dans le gouvernement.

Si cette affaire de la Marine a considérablement contribué à briser la résistance dans cette branche des forces armées, d'autres facteurs ont joué dans ce sens dans l'ensemble des forces armées.

Il est absolument contraire à la vérité de déclarer avec Debray que *"depuis la fin juin 1973, la Marine et l'Aviation déjà passées à un état quasi public d'insubordination, étaient en bloc gagnées au Coup, sans espoir de récupération"*, même si l'on "explique" cette contre-vérité par un *"phénomène d'identification collective"* (10).

Qu'un tel phénomène ait joué le 11 septembre, on peut encore en discuter. Cependant, à ce moment-là, tous ceux qui, à l'intérieur des forces armées, avaient tenté d'organiser la résistance aux plans putschistes, avaient pu constater amèrement, au cours des semaines précédentes, que les marins anti-golpistes étaient condamnés publiquement par le président de la république, qu'ils étaient abandonnés par l'UP quasi tout entière aux mains des bourreaux de la Marine (il a fallu qu'Altamirano soit accusé à son tour de subversion; en relation avec cette affaire, pour que le PS se joigne résolument à la campagne nationale lancée par le MIR contre les tortures dans la Marine); ils avaient pu constater que les dénonciations des militants et de la presse révolutionnaires contre les exactions commises par les généraux de l'armée—Torres de la Cruz et Washington Carrasco en particulier, à Punta Arenas et à Concepcion — étaient qualifiées de provocations par de hauts représentants du gouvernement et de l'UP; ils avaient entendu Allende déclarer le 9 août qu'*"une fois de plus l'extrême-gauche donne la main à l'extrême-droite"*; ils savaient que de nombreuses plaintes pénales étaient déposées par de hauts officiers - Prats y compris - à l'encontre de militants qui appelaient les soldats à refuser d'obéir à tout ordre putschiste; ils savaient que Prats lui-même déposait plainte contre le journal socia-

liste "Ultima Hora", qui avait demandé, avec l'ensemble des organisations de masse de la ville portuaire de San Antonio, la mise à la retraite du colonel Manuel Contreras (11), commandant de l'Ecole militaire de cette ville, pour ses brutalités à l'encontre de la population et de soldats ; ils savaient que jamais ni Allende ni un dirigeant de l'UP n'élevaient même la voix contre ces exactions, contre les poursuites pénales et les arrestations arbitraires ; ils savaient enfin - mais cette énumération pourrait se poursuivre sur des pages - que c'est Allende lui-même, prisonnier de sa politique de recherche à tout prix du dialogue et de l'alliance avec une fraction de la bourgeoisie, qui donna le feu vert ouvrant la voie à l'ordre d'arrestation lancé contre le secrétaire général du MIR, Miguel Enriquez, et à la demande de levée d'immunité parlementaire à l'encontre des secrétaires généraux du PS et du MAPU, Carlos Altamirano et Oscar Garretón !

Comment s'étonner après cette longue suite de reculades, de capitulations, d'abandons par l'UP et le gouvernement des soldats anti-putchistes que, le 11 septembre, les soldats qui prirent les armes contre la Junta ne fussent pas plus nombreux.

D'autant plus que ceux qui auraient pu le faire (comme ceux qui ont voulu le faire) ne voyaient aucun pôle de ralliement (à 9 heures du matin, le 11 septembre, le dirigeant d'un petit parti de l'UP se réfugiait déjà à l'ambassade de Pologne et la plupart des autres allaient suivre rapidement ...).

L'explication du "*phénomène d'identification collective*" de Debray pourrait bien être remplacée par celle d'un découragement profond, d'une totale désorientation et, face à la capitulation quasi générale, d'un instinct de sauver sa peau ... !

En définitive, si l'on reprend pas à pas les trois derniers mois de l'UP, on découvrira — ou l'on se remémorera, pour ceux qui les ont suivis jour après jour sur place — des centaines d'indices de toute sorte indiquant que pas plus la Marine et l'Aviation que l'Armée ou les Carabiniers n'étaient "*en bloc gagnés au Coup*", ni depuis fin juin 73, ni sans doute dans les quelques semaines suivantes.

Les forces armées étaient divisées même au niveau des officiers moyens. La base était majoritairement opposée à un coup d'Etat. Même les soldats du régiment blindé numéro 2, qui participèrent à la tentative de putsch du 29 juin, se réfugiaient dans un immeuble du centre de Santiago alors que la fusillade n'était pas encore terminée ce jour-là, pleuraient et déclaraient à des passants qu'ils avaient été trompés, que leurs officiers ne leur avaient pas dit ce qu'ils allaient faire lorsqu'ils sortaient à l'aube de leur caserne.

Et dans ces casernes, aux quatre coins du pays, les discussions étaient animées. Dans la Marine, comme on l'a vu, la base s'opposait aux officiers qui voulaient soutenir le régiment blindé numéro 2. Après le 29 juin, une circulaire interne de l'Etat-major de la Marine ordonnait que seuls les officiers soient armés ! Plus loin, le procès qui s'est déroulé d'avril à juin 1974 à l'Académie de Guerre des

Forces Aériennes, à Santiago, procès intenté à deux généraux, trois colonels, six capitaines, sept lieutenants et sous-lieutenants et plusieurs dizaines d'autres officiers et sous-officiers de l'Aviation, pour des activités antérieures au 11 septembre, est un indice supplémentaire. Et le fait que les généraux putchistes aient laissé jusqu'au dernier moment en dehors du complot les Carabiniers, dont quelque 300 hommes, le 11 septembre vers 7h30, prenaient position autour de La Moneda (palais présidentiel), croyant y être envoyés pour défendre le président de la république, ne peut pas non plus être ignoré. Il faudrait, de plus, reprendre les diverses interviews de soldats, publiées en juillet et août dans la presse de gauche chilienne, qui révélaient l'existence à la base d'une forte opposition latente aux mots d'ordre putchistes des officiers et à leurs complots (12). Il ne faut pas oublier non plus l'attitude fort différente que pouvaient avoir tels Carabiniers ou tels autres, au cours de manifestations ou face à des commerçants sabotant le travail des militants chargés de contrôler le ravitaillement dans les quartiers. Enfin, un exemple encore d'opposition au sein des forces armées, il fallut attaquer au canon une Ecole de sous-officiers, à Santiago, pour venir à bout de ses occupants...

Il ne s'agit pas, bien sûr, comme le dit Debray, de "*s'imaginer alors qu'on pouvait neutraliser les forces armées, voire en gagner une fraction parce que tel ou tel général "constitutionnaliste", "dépositaire des meilleures traditions militaires du pays", restait en poste...*" (13). Mais ce que la plupart des auteurs qui ont écrit sur le Chili depuis le coup d'Etat veulent passer sous silence, ce sont tous ces indices des potentialités qui existaient au sein des forces armées du développement d'une résistance au plan putchiste. Une attitude offensive et sans équivoque d'Allende et de l'UP, tendant à renforcer et développer ces courants et ces secteurs anti-putchistes dans l'armée, aurait certainement renforcé également la campagne réactionnaire contre le gouvernement, mais son effet de mobilisation aurait **décuplé** la résistance à la gangrène putchiste, aurait obligé les secteurs bourgeois "*démocratiques*" à se démasquer clairement, aurait en définitive abouti à l'affrontement (quelque forme qu'il prenne) dans une situation beaucoup plus favorable pour le mouvement de masse et pour la classe ouvrière. Mais il est loin d'être prouvé qu'une telle attitude aurait précipité le coup d'Etat, l'aurait déclenché plus tôt. Pourquoi ?

Parce que les forces armées, si elles sont et restent, même au Chili de l'UP, le "*centre névralgique*", le "*point de concentration*" du pouvoir de l'Etat bourgeois, il est assez clair — pour qui a suivi de près l'évolution des événements, que cette bourgeoisie n'était pas en mesure de "*faire donner l'armée*" où et quand elle le voulait. Pour trois raisons au moins. Parce qu'elle était elle-même divisée sur la stratégie à suivre; parce qu'elle n'avait pas la haute main sur l'ensemble de son appareil répressif; parce que - surtout - jusqu'à fin juillet en tous cas, elle était loin d'être sûre d'une victoire facile et même d'une victoire tout court, en cas de tentative de renversement de l'UP.

Certes des complots se tramaient depuis fort longtemps de différents côtés. Pour en rester aux derniers mois, il a été établi entre autres que des complots se préparaient — sans une étroite coordination entre eux — au sein de la Marine (en liaison avec les USA par l'intermédiaire de l'Amiral Carjaval, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères); au sein de l'Aviation (en liaison avec les secteurs putschistes de la DC) et au sein de l'Armée, de manière relativement autonome. Il est établi également que des éléments civils de "Patria y Libertad" (mouvement d'extrême-droite armé), du Parti National et de la DC tentaient de coordonner, d'impulser et, pour les hésitants, de légitimer ces complots. La tentative du 29 juin était ouvertement liée à "Patria y Libertad" et à un secteur au moins du Parti National. Il a été prouvé aussi qu'avant et après le 29 juin, des représentants de ces milieux politiques tenaient des réunions clandestines avec des officiers de la Marine (le MIR a même publié des noms de civils et d'officiers à l'époque). Toujours est-il que tous ces complots, tous ces éléments de complots ne font pas encore un coup d'Etat dans n'importe quelles circonstances ! Si l'on compte que c'est au lendemain des élections parlementaires de mars 73 que la bourgeoisie a vu s'envoler sa dernière chance de pouvoir renverser Allende constitutionnellement avant les élections présidentielles prochaines de 1976, on peut dire qu'il lui a fallu six mois pour "préparer le terrain". On pourrait dire, bien sûr, qu'il lui a fallu trois ans, c'est-à-dire dès l'élection d'Allende. Mais à ce moment-là, il n'y avait pas d'unanimité au sein de la bourgeoisie pour se défaire d'Allende. Il n'y avait même pas une majorité dans ce sens au sein de la bourgeoisie. En mars 73, par contre, après les élections, s'il n'y avait pas unanimité sur la stratégie, il y avait unanimité sur l'objectif - faire refluer le mouvement de masses, reconstruire le capitalisme chilien, restaurer intégralement les mécanismes et les lois du profit et du marché. Cet objectif passait par la chute ou la capitulation d'Allende et de l'UP. C'est pourquoi dès ce moment, il y eut unanimité également sur la tactique immédiate : le harcèlement sur tous les plans.

D'autre part, devant l'échec du 29 juin — qui prouvait que les forces armées n'étaient pas prêtes à passer en bloc dans le camp des putschistes — la bourgeoisie a développé une campagne effrénée destinée avant tout à vaincre les résistances et les hésitations, à rallier la totalité ou presque du corps des officiers, à influencer la masse des soldats et carabiniers du rang (ces milliers de fils d'ouvriers et paysans, a priori favorables au "gouvernement populaire", mais livrés à la forte influence de cette campagne idéologique de la bourgeoisie. Campagne qui non seulement n'était pas combattue par une contre-campagne idéologique de l'UP, mais encore était souvent, et d'une manière générale, favorisée par cette dernière.

Des organes de presse tels que "Punto Final", parfois "Chile Hoy", des organisations tels que le MAPU dans une certaine mesure, mais essentiellement le MIR ont développé une campagne intense auprès des soldats et sous-officiers, tentant de démasquer les pièges de la propagande des classes dominantes, de renforcer au sein des troupes, et de développer, les sentiments de solidarité de classe avec les travailleurs, les paysans pauvres et salariés, etc. (14).

Mais l'UP, de son côté, comme nous venons de l'affirmer, a favorisé l'emprise de cette campagne de la bourgeoisie au sein des troupes par tous les éléments de l'idéologie bourgeoise qu'elle véhiculait à travers sa politique d'alliance de classes, de neutralisation des forces armées par la tentative de neutralisation d'un certain nombre d'officiers supérieurs, par ses rappels constants au respect de l'institutionnalité (bourgeoise) avant tout. Après le 29 juin, elle l'a favorisée par sa campagne forcenée en faveur des officiers fidèles à la constitution (bourgeoise), à la Patrie (15).

De plus, l'UP n'a jamais défendu sa politique auprès des troupes en expliquant qu'elle se battait contre la grande bourgeoisie, contre l'oligarchie, etc. Elle ne s'est jamais adressée à la troupe pour rappeler les intérêts de classes communs entre les fils d'ouvriers et de paysans dans l'armée et le mouvement populaire. Elle s'adresse toujours au corps des officiers supérieurs pour signaler à quel point elle est respectueuse de la légalité et de la constitution (toujours bourgeoises toutes les deux). Elle se bat sur le terrain même de la bourgeoisie, avec les mêmes termes — "vous devez nous appuyer parce que nous sommes constitutionnels". Ainsi elle ne fait que préparer, aussi bien chez les officiers, sous-officiers que dans la troupe toute la propagande de la bourgeoisie autour du thème : le gouvernement est illégitime, illégal, anti-constitutionnel, donc il faut le renverser !

Ainsi, dans la dernière période, lorsque la bourgeoisie commence sa campagne massive pour gagner la majorité des forces armées à l'idée de la "nécessité d'un changement profond", l'UP, de plus en plus prisonnière de sa politique, n'a plus aucune arme idéologique à opposer pour contrer celles de la bourgeoisie. Celle-ci en effet parle le même langage que l'UP a employé pendant trois ans : sauver la patrie, maintenir la cohésion des forces armées, garantir l'Etat de droit (Allende lui-même ne parle presque plus que de cela), empêcher l'infiltration d'extrémistes dans les rangs des soldats (extrémistes de droite ou de gauche, c'est la même chose; Allende, Godoy du PC, président de la CUT puis ministre du Travail, Corvalan, secrétaire général du PC, et combien d'autres l'ont répété assez souvent), éviter à tout prix la guerre civile (le PC a mené sur ce thème de mai à août 73 l'une de ses plus gigantesques campagnes militantes). De plus, lorsque le MIR en particulier accentue son travail en direction des soldats et au sein même de certaines unités, pour tenter de contrer la propagande de la bourgeoisie, dont les effets sont apparents, Allende et certains secteurs de l'UP, le PC en tête, l'attaquent violemment (telle Gladys Marin, secrétaire générale des Jeunes Communistes, dans un grand discours à mi-juillet, qui marquera la nette reprise en mains par la direction de ce parti de certains éléments de ces Jeunes qui avaient tendance à se rapprocher de la gauche révolutionnaire). Pour ce travail, le MIR se fait dénoncer publiquement par Allende lors de l'installation du gouvernement du 9 août, ses militants se font traîner en justice. L'Intendant communiste de la province de Concepción, Alvarez Castillo, déposa plainte à plus d'une reprise contre des militants du MIR coupables de distribuer des tracts appelant les soldats

à refuser d'obéir aux ordres d'officiers putschistes, ou coupables, dans une émission radio-diffusée du 20 mai 73, de faire allusion au vice-amiral Huerta en parlant des officiers putschistes (Huerta qui deviendra ministre des Affaires étrangères de la Junte jusqu'en juillet 74) ! Plus tard, lorsque les marins sont arrêtés, torturés, l'UP les abandonne aux tortionnaires qui, quelques semaines plus tard, tortureront, fusilleront des dizaines de milliers de travailleurs, de militants et même des Intendants de l'UP.

Lorsque, sous les ordres de certains officiers que l'on va retrouver bientôt en première ligne du coup d'Etat (Merino, Torrez de la Cruz, Carrasco, Leigh, etc), les forces armées procèdent aux perquisitions d'usines, de fundos, de locaux syndicaux, etc, brutalisant, blessant, arrêtant, tuant même à l'occasion, que fait Allende ? que dit-il ? Rien pendant plusieurs semaines. Le PC ? Rien. Le sous-secrétaire de l'Intérieur, le communiste Daniel Vergara, ponctue ces attentats renouvelés contre les travailleurs de communiqués officiels qui rappellent que "les forces armées, conformément aux dispositions légales, ont procédé..." se contentant d'ajouter parfois qu'il serait souhaitable que ces perquisitions se fassent aussi dans les locaux et maisons d'organisations et de militants d'extrême-droite. Il faudra attendre que la CUT d'Osorno soit victime à son tour d'une brutale perquisition pour que Figueroa — qui a repris la présidence de la centrale syndicale, élève la voix, exigeant du gouvernement qu'il entreprenne les démarches pour la modification de la loi de contrôle des armes et pour qu'Allende, dans son discours du 25 juillet devant un parterre de dirigeants et de cadres de la CUT, critique les méthodes brutales utilisées par certains éléments des forces armées dans l'accomplissement de leur travail ... ! (16)

Il y a là déjà une série d'éléments qu'il faudra reprendre, multiplier, développer, mais qui nous paraissent former largement plus qu'un indice : après les élections de mars 73, en avril-mai, au moment où la bourgeoisie se ressaisit, où elle se mobilise progressivement dans sa totalité et où la "solution du coup d'Etat" s'impose de plus en plus dans ses rangs, les forces armées n'étant pas immédiatement ni automatiquement à sa disposition pour imposer cette solution. Au contraire, fin juin-début juillet, il y avait même un rapport de forces, au sein des forces armées, favorable au mouvement de masse. Ce rapport de forces s'est modifié rapidement — en quelques semaines — sous les efforts combinés de la bourgeoisie (qui a vite compris, fin juin, le travail qui lui restait à faire avant de pouvoir donner l'assaut final) et de l'UP (qui a systématiquement détruit toutes les possibilités qui restaient à ce moment-là, pour courir après cette utopie fatale de l'alliance avec la DC).

Nous restons donc convaincus qu'en juin-juillet, rien "n'était joué", qu'une autre voie aurait été possible.

Ceux qui prétendent le contraire aujourd'hui, ceux qui affirment le prouver (sans apporter de preuves), ceux qui le suggèrent ou l'insinuent, quelles que soient leurs rai-

sons, ne servent qu'à justifier la même ligne qui a conduit le mouvement de masses, la classe ouvrière, le peuple chiliens à l'échec le plus dramatique; la même ligne qui a conduit en prison, à la torture, à la mort, des dizaines de milliers de militants, de travailleurs et même de bureaucrates. Et cette ligne, c'est celle que le PC chilien est parvenu à imposer à la majorité de l'UP aujourd'hui, sans tirer aucune leçon des événements. Ligne "juste" qui aurait triomphé, dit-il, sans les résistances du PS et le sabotage du MIR ...

Comme l'a déclaré en juillet 74 à Paris le dirigeant du MIR, Edgardo Enriquez :

"C'est pour le programme de la révolution prolétarienne et non pour un autre programme que les militants du MIR risquent leur vie, résistent à la torture, meurent et luttent".

Et si ce programme place au premier plan la lutte pour le renversement de la dictature, pour la reconquête des libertés essentielles, de nombreux Chiliens ont compris qu'il ne serait pas réalisé par une alliance avec une partie de la bourgeoisie.

NOTES — CHAPITRE I

- (1) Alain Touraine, "Vie et mort du Chili populaire", Seuil
 - (2) A. Acquaviva, G. Fournial, etc, "Chili, trois ans d'Unité Populaire", Ed. Sociales.
 - (3) R. Debray, "La Critique des armes", t.1, ch.6 : "Le crible chilien", Seuil.
 - (4) J. Garces, conseiller d'Allende, textes divers, en particulier in "Le Monde" les 18 et 19 déc. 73
 - (5) Nous reviendrons plus loin sur les positions du PC chilien après le coup d'Etat.
 - (6) Sur l'audience du MIR, voir quelques données : annexe I, en fin d'ouvrage.
 - (7) Quelques extraits de publications du MIR durant la période juin-août 73, voir annexe II.
 - (8) De Frei, président de la République de 64 à 70, leader de la droite de la DC.
 - (9) A propos de cette citation de Debray, il faut relever qu'il ne s'agissait pas de raisons "tactiques", qui faisaient du gouvernement le "défenseur et le porte-parole" de la légalité existante. Cette défense de la légalité faisait partie du choix stratégique initial. Dès le début le gouvernement de l'UP s'est appuyé sur une légitimation idéologique de la légalité et uniquement sur elle.
- D'autre part, il nous paraît exagéré de dire que le gouvernement Allende était devenu responsable de l'ordre bourgeois. Partiellement oui, mais c'est bien parce qu'il a refusé de prendre en charge complètement la répression — comme d'autres gouvernements réformistes l'ont fait dans l'histoire — que la bourgeoisie s'en est chargée.

- (10) Debray élimine le problème en écrivant : "On sait que ce phénomène d'identification collective à la communauté politique d'origine — parti, nation ou armée — compulsive ou délibérée, tacite ou directe, plus forte apparemment que les fidélités de classe ou les allégeances personnelles, éclate avec brutalité dans tous les grands tournants de la vie d'un parti, d'une armée ou d'une nation — est encore un mystère "théorique" pour nombre de théoriciens "marxistes" — qui se gardent donc bien d'en parler, et c'est logique : puisqu'il court-circuite chaque fois leur logique à eux".
- (11) Le colonel Contreras commandait l'Ecole Militaire de Tejas Verde, près de San Antonio (devenue depuis un centre de tortures des polices militaires de la Junte). Le 11 septembre, à 9h15, Contreras téléphonait à son supérieur, le général Arellano, à Santiago, pour lui annoncer : "Mission accomplie, la ville est prise, tous les "interventores" sont arrêtés ..." (il s'agit des personnes désignées par le gouvernement pour diriger les entreprises qu'il a prises sous son contrôle).
- (12) Voir entre autres "Punto Final" No 192, "Chile Hoy" No 64.
- (13) Il y aurait beaucoup à dire, par ailleurs, sur toute la politique de l'UP face aux forces armées depuis 1970. Georges Duhamel, dans son ouvrage "Chili ou la tentative", se livre à des remarques intéressantes à ce sujet (pp 100 à 104).
- (14) Il faut préciser que — contrairement aux critiques que certains font à cette organisation — le MIR n'a pas attendu le 29 juin 73 pour développer un travail, non seulement en direction, mais au sein même des forces armées, et ceci particulièrement depuis mi-1972. De nombreux tracts, discours, déclarations, etc en font foi.
- (15) Le soir du 29 juin, lorsque les masses face au palais présidentiel criaient "Fermez le parlement", Allende répondait en faisant acclamer les principaux chefs de l'armée. Cette opération de flatterie envers les hauts officiers est amplement développée les jours suivants. Les rebelles du 29 sont une poignée, trompés par des civils séditieux. Cette version doit être l'unique, la seule vraie. La censure militaire qui accompagne l'état d'urgence décrété par Allende s'en chargera. Durant trois jours, toute la presse de gauche paraît avec de larges colonnes blanches (mais pas la presse de droite !), parce que la seule chose qu'il y avait à censurer était la même de l'avis de la bourgeoisie que de l'avis du gouvernement : la vérité sur l'avance des idées putchistes au sein du corps des officiers.
- (16) Ce fut l'unique prise de position publique d'Allende dans ce sens.

chapitre 2

L'échec d'une recherche d'alliance

L'échec de l'UP, c'est l'échec de la recherche d'une alliance avec une fraction de la bourgeoisie représentée par la DC.

Le PC chilien rejette l'échec de cette recherche sur les "conceptions ultragauchistes dangereuses" qui se seraient manifestées à l'intérieur et à l'extérieur de l'UP, ou encore sur les hésitations opportunistes de certains secteurs de l'UP.

Il est clair que le programme de l'UP — ainsi que le souligne Fournial dans le livre cité précédemment — "était extrêmement proche de celui de R. Tomic" (le candidat de la DC aux élections présidentielles de septembre 1970), et qu'une éventuelle alliance avec cette fraction de la bourgeoisie que représentait la DC pouvait apparaître a priori possible pour la réalisation de ce programme ...

Une telle alliance pourtant s'est avérée illusoire. A ne pas vouloir l'admettre, à la rechercher malgré tout jusque dans les derniers jours, le gouvernement et les principaux partis de l'UP en vinrent à freiner le processus déclenché, à courir de concessions en capitulations, à réprimer le mouvement de masses pour enfin l'abandonner à son sort dans une déroute historique.

La bourgeoisie chilienne n'a jamais été capable d'impulser le développement capitaliste du pays. Une bourgeoisie industrielle s'est formée à la suite des crises mondiales qui ont eu lieu depuis la fin du XIXe siècle (guerres, crise des années 30) et qui ont relâché la dépendance du Chili à l'égard des métropoles impérialistes et obligé celle-ci à créer certaines industries de substitution d'importations.

Cette industrie, dès son origine, a eu fortement recours à l'aide et à l'appui de l'Etat (avant le gouvernement Allende déjà les investissements dépendaient directement ou indirectement pour les trois-quarts de l'Etat). Au cours des décades précédant le règne de la DC (de 64 à 70), deux fractions se sont ainsi progressivement constituées au sein de la bourgeoisie. L'une dominée par les intérêts miniers, agricoles, commerciaux et financiers, intimement liés, qui avaient développé une certaine industrie dérivant des ressources naturelles du pays et travaillant essentiellement dans les secteurs de biens courants du marché interne (comme l'alimentation) et dans des secteurs d'exportation (comme la farine de poisson, la cellulose, etc). Cette fraction était représentée par les partis conservateur et libéral (fusionnés plus tard en Parti National (1)).

L'autre fraction de la bourgeoisie, plus étroitement liée à l'appareil d'Etat, aux services professionnels et techniques, était représentée par le Parti radical, puis par la DC, qui vint au pouvoir avec l'appui supplémentaire d'une importante petite-bourgeoisie agricole. (2).

Il ne faut pas considérer ces deux fractions comme deux blocs étanches, aux tâches exactement définies, même si leurs représentants politiques — les partis national et démocrate-chrétien — proposent des grands choix assez clairement divergents sur bien des points. Ce qui signifie que la représentation politique de ces deux fractions de la bourgeoisie est généralement beaucoup plus nettement délimitée que les intérêts économiques qu'elles représentent. Et ceci d'autant plus que le passage de la DC au gouvernement, dès 1964, a tissé des liens entre ce parti et divers secteurs de la bourgeoisie qui avaient particulièrement besoin de l'aide et de la protection active de l'Etat, et qu'une série de politiciens DC ont amassé de véritables fortunes sur le dos de l'Etat durant la présidence de Frei, entre autres dans le secteur de la construction (comme le ministre de l'Intérieur de Frei, Zujovic, dont nous reparlerons plus loin).

En 1970, on peut résumer schématiquement la situation de la façon suivante :

- le PN représentait essentiellement la grande bourgeoisie liée avant tout à l'exportation, donc la plus conservatrice, celle qui a fait sa fortune depuis plus d'un siècle grâce au sous-développement du Chili et qui a contribué à "développer" ce sous-développement. Cette bourgeoisie ne fait qu'un avec les groupes fonciers, capitalistes agricoles et financiers principaux (banques et assurances) (3);

— la DC représentait des intérêts capitalistes également, dans lesquels prédominaient des secteurs particulièrement intéressés à une certaine redistribution du revenu national qui permette d'élargir le marché interne de biens de consommation non essentiels. Secteurs qui avaient également fait leur fortune grâce à la dépendance économique du Chili et qui avaient lié en partie leurs intérêts aux investissements étrangers dans certains secteurs industriels. D'autre part la DC représentait les intérêts d'une large couche de petits et moyens propriétaires agriculteurs dont les intérêts se heurtaient à ceux des latifundistes et surtout aux intérêts des grandes sociétés monopolistes de l'industrie alimentaire.

Par ailleurs la DC était fortement implantée parmi les techniciens, les hauts fonctionnaires et dans de larges couches de la petite-bourgeoisie commerciale et administrative (4).

Une série de conflits politiques se sont développés et maintenus entre ces deux fractions de la bourgeoisie, conflits qui reflètent dans une certaine mesure des divergences d'intérêts économiques (libre-échange et protectionnisme, capital agro-industriel et moyenne paysannerie, capital agro-industriel et industrie de biens de consommation non essentiels, etc), au point que ces deux fractions ont affronté les élections présidentielles de 1970 en formations séparées, malgré la "menace marxiste" et en partie aussi, à cause du poids important pris dans la DC par la petite-bourgeoisie progressiste.

Le projet de l'UP était donc de développer et appliquer son programme avec l'appui d'importants secteurs de la petite-bourgeoisie, "donc de la DC", pensait-elle. Cependant les intérêts fondamentaux des deux fractions de la bourgeoisie étant identiques (préserver la propriété privée des moyens de production nécessaires à son enrichissement), la DC a progressivement éliminé ou mis à l'écart ses "fractions progressistes" et ses dirigeants petits-bourgeois de gauche. La recherche de l'alliance avec la DC équivalait ainsi à une tentative d'alliance avec une fraction de la bourgeoisie contre l'autre, comme si leurs divergences étaient insurmontables.

On sait que la DC appuya Allende contre le candidat soutenu par le PN, Jorge Alessandri, lors du choix que devait faire le Congrès en octobre 1970, l'élection au suffrage universel n'ayant pas dégagé de majorité absolue. Il ne faut pas croire cependant que cet appui représentait un accord de l'ensemble de la fraction de la bourgeoisie représentée par la DC, ni même de l'ensemble de ce parti. Tout au contraire. Si les parlementaires DC respectent la discipline de leur parti et votent massivement Allende au Congrès, la décision de soutenir (c'est-à-dire de faire passer) le représentant de l'UP est loin d'avoir fait l'unanimité du parti et surtout de sa direction. Le secteur le plus étroitement lié aux intérêts économiques de la bourgeoisie s'opposait à ce soutien et s'était mis d'accord avec le candidat battu Alessandri qu'ils proposaient à la DC d'appuyer au Congrès. Une fois élu président, celui-ci démission-

nerait aussitôt pour permettre à Frei de se représenter sur le champ.

Par la suite — en 1971 — une scission, qui donna naissance à la Gauche chrétienne, contribua à modifier le rapport de forces à l'intérieur de la DC.

Cependant, pendant les trois ans du gouvernement de l'UP, une lutte constante s'est déroulée au sein de la DC en raison des secteurs et intérêts très divergents qu'elle représentait. En septembre 72, par exemple, le vice-président de ce parti, Bernardo Leighton, se démarquait publiquement des déclarations de deux sénateurs DC influents (Hamilton et Moreno), qui réclamaient la démission immédiate d'Allende. Leighton insista sur la profonde divergence existant à ce sujet entre cette tendance de la DC et la ligne du parti.

En mai 73, par contre, la direction de la DC sera modifiée. La présidence sera confiée à Patricio Aylwin considéré comme *"l'un des militants les plus réactionnaires"* du parti (selon l'opinion de Luis Maira, ancien député DC et fondateur de la Gauche chrétienne). Dans cette nouvelle direction, on retrouvait des hommes de Frei tels J. de Dios Carmona, Claudio Orrego, Sergio Molina, Jaime Castillo, etc, qui vont préparer la DC à l'assaut final contre l'UP (5).

Cette lutte interne a évolué au cours des trois ans en étroite relation avec la lutte PN-DC. Durant la toute première période du gouvernement Allende, la lutte de la bourgeoisie contre la montée du mouvement de masse s'exprime essentiellement par le PN. Frei ne se plie pas, mais, tout en donnant l'apparence d'une certaine réserve, il prépare en fait immédiatement *"l'avenir"*. Un avenir qu'il a probablement jamais été question pour lui de reporter à 1976 ! (6).

Si l'on considère une première étape du gouvernement Allende jusqu'aux élections communales d'avril 71, on voit que la mise en application des premières mesures du programme de l'UP et leur rythme de développement laissent la bourgeoisie passablement désarçonnée : La *"récupération par le Chili de ses richesses de base"* (cuivre, fer, etc.) ne touche que peu les intérêts directs de la bourgeoisie chilienne (celle-ci compte au contraire prendre sa part sur ce qui est ainsi arraché aux impérialistes). Le passage sous contrôle de l'Etat des premières industries et banques s'opère par la vente de tout ou partie de leurs actions par leurs détenteurs dans la plupart des cas, ou par expropriation d'industriels ayant abandonné leurs affaires et le pays (comme la famille Yarur, principal groupe financier de l'industrie textile), ou encore par *"intervención"* (mise sous tutelle).

Alors que *"El Mercurio"* ne se relâche pas une seconde dans sa campagne idéologique *"contre le marxisme"*, pour la *"défense de la propriété privée"*, etc., la DC, et son quotidien *"La Prensa"*, limite généralement ses attaques essentiellement aux domaines où elle peut *"accrocher"* des secteurs de sa base sociale d'appui : défense de fonctionnaires licenciés, de techniciens menacés d'être déplacés par la montée de cadres des partis de l'UP, etc. Cependant, au cours de 1971, on observe l'affirmation de plus

en plus claire de la *"vocation"* réelle de la DC : campagne conjointe avec le PN *"contre la violence"*, campagne qui culmine en juin à propos de l'attentat contre l'ancien ministre de l'Intérieur de Frei, Perez Zujovic, effectué par la VOP - Vanguardia Obrera del Pueblo (petit groupe ultra-gauche); campagne conjointe PN-DC et victoire électorale dans une élection complémentaire à Valparaiso; scission de l'aile gauche de la DC, à la suite de l'alliance PN-DC pour cette élection de Valparaiso, etc. Le PC, et beaucoup d'autres à sa suite, ont toujours affirmé que *"l'assassinat de Zujovic par un groupe d'extrême-gauche"* avait marqué le tournant de la DC à l'égard du gouvernement de l'UP (en profitant d'ailleurs de l'occasion pour déclencher une nouvelle campagne contre *"l'extrême-gauche"* en général et contre le MIR essentiellement).

Il est indéniable que l'affaire Zujovic a été plus que largement utilisée par la propagande bourgeoise, DC y compris, pour alimenter sa campagne *"contre la violence marxiste"*, *"contre les groupes armés par l'UP"*. Par contre les premières prises de position publiques, très nettes, de la DC, qui marquent que la défense des intérêts fondamentaux de la bourgeoisie passent désormais au premier plan, ne viendront qu'à fin septembre 71, plus de trois mois après l'attentat contre l'ancien ministre de l'Intérieur. En effet, c'est le 25 septembre que *"La Prensa"* titre pour la première fois : *"La DC va réviser sa ligne politique"*, pour déclarer le lendemain que *"L'heure est venue des définitions"*.

Que s'est-il passé depuis les élections communales d'avril, en dehors des faits que nous avons déjà mentionnés ?

Essentiellement deux offensives du gouvernement qui amènent premièrement le transfert dans l'APS (secteur d'Etat), fin septembre, de toutes les grandes entreprises textiles du pays, et deuxièmement le contrôle par l'Etat de près de 60 o/o de toutes les actions des banques privées, ce qui représente le contrôle effectif de 17 banques privées, soit les principales, à deux exceptions près. Par ailleurs, d'avril à septembre 71, le gouvernement a procédé à l'achat ou à la réquisition d'une douzaine d'entreprises d'autres secteurs et à l'ouverture d'une offre publique d'achat aux actionnaires du grand trust *"Compagnie Manufacturière des Papiers et Cartons"* (La Papelera), dont les groupes Edwards et Matte-Alessandri contrôlent plus de la moitié du capital. Dès octobre, on verra le développement d'une formidable campagne pour la défense de *"La Papelera, bastion de la liberté et de la résistance de la démocratie"*, campagne qui se poursuivra jusqu'au coup d'Etat deux ans plus tard.

De plus, c'est à ce moment-là (décembre 71) que le parlement votera pour la première fois la fameuse réforme constitutionnelle *"Hamilton-Fuentealba"*. Cette réforme — nous l'avons évoquée déjà dans le chapitre précédent — visait à bloquer le développement de l'APS, en soumettant chaque cas à un vote du Congrès (à majorité réactionnaire) et même à faire retourner au secteur privé une partie des entreprises passées sous le contrôle de l'Etat. Les deux sénateurs qui présentèrent ce projet étaient membres de la DC; l'un, Hamilton, représentant ouvertement le sec-

teur le plus à droite du parti, celui de Frei, l'autre, Fuentealba, représentant le secteur opposé (c'est lui qu'Aylwin remplacera à la présidence du parti en mai 73).

Ainsi dès la fin de 1971, les deux fractions de la bourgeoisie se retrouvent d'accord sur presque tous les thèmes importants de la lutte politique, économique et sociale, développant en plus conjointement ou parallèlement, selon les cas, de grandes campagnes autour de l'Université, autour des problèmes réels ou imaginaires relatifs au ravitaillement, etc. Le seul domaine dans lequel apparaissent encore des divergences importantes est celui de l'agriculture, ce qui n'empêche pas la bourgeoisie unie de remporter, en janvier 72, deux élections complémentaires dans des provinces à prédominance agricole (Linares et Colchagua).

Pourquoi cette convergence ? C'est que la bourgeoisie dans son ensemble était parfaitement consciente que la montée du mouvement de masses débordait le cadre du projet de l'UP (ce qui était encore plus clair à cette époque à la campagne qu'ailleurs) et obligeait le gouvernement à avancer parfois au-delà de ce que voulait sa politique d'alliance : contrairement aux plans de l'UP, de nombreuses entreprises réquisitionnées ont passé dans l'APS à la suite de luttes ouvrières : grèves, occupations, exigences posées par les travailleurs "d'être nationalisés".

Au fur et à mesure du renforcement de l'unité de l'opposition et du développement de son offensive, l'UP — poussée dans ce sens surtout par le PC — va lâcher du lest, courant toujours après son alliance avec une fraction de la bourgeoisie. C'est ainsi qu'après de grands débats (au sommet), l'UP adoptait la position du PC à fin juin 72 : consolider l'acquis, s'en tenir strictement à la liste des 91 entreprises dont le transfert à l'APS était fixé (c'est-à-dire en restituer un certain nombre au secteur privé), garantir un profit "raisonnable" aux petits et moyens industriels, en un mot, tenter de regagner une certaine confiance de la bourgeoisie dans le gouvernement, afin de pouvoir développer sans trop de difficultés une politique d'alliance avec la petite et moyenne bourgeoisie et parvenir dans une position favorable à l'échéance présidentielle, en 1976.

Un exemple, entre bien d'autres que l'on pourrait citer aussi bien à la campagne que dans l'industrie, des conséquences de cette politique est fourni par les événements survenus à mi-72 dans la banlieue industrielle de Santiago.

Les travailleurs de trois entreprises moyennes (Perlak : conserves, Fantuzzi : appareils domestiques, Polycron : fibres synthétiques) se mirent en grève et occupèrent leurs usines en appui de leurs revendications de salaire. Ils exigeaient de plus le transfert à l'APS de ces trois entreprises. Au même moment, le PC poursuivait un dialogue avec la DC sur ... les limites de l'APS. Le "gouvernement des travailleurs" ne put rien faire de mieux dans ces conditions que de lancer les Carabiniers sur la banlieue. En réponse, dix-huit entreprises du secteur engagèrent une grève de solidarité, constituant un "commando comunal" (Maipu-Cerillos). Devant la décision et

la force du mouvement, le gouvernement céda, annonça la réquisition de Perlak, la prochaine "intervention" des deux autres entreprises et la satisfaction des principales autres revendications.

Désormais les partisans de la recherche d'une alliance avec une fraction de la bourgeoisie furent amenés toujours davantage à freiner les mobilisations, l'activité et l'organisation autonome des travailleurs, quand ils ne durent pas les réprimer par la force, comme cela advint à plus d'une reprise encore par la suite, pour tenter de plier la réalité à leur utopie.

En mars 72, le président du Collège des avocats du Chili, Alejandro Silva Baascuñan (7), invita dans sa propriété 32 personnalités représentant tous les principaux secteurs de la bourgeoisie chilienne. Ceux-ci jetèrent les premières bases d'un vaste plan offensif qui sera déclenché en octobre de la même année. Un coup d'oeil sur la liste des participants suffit à mettre en évidence le tragique de l'utopie que poursuit le PC et le gouvernement de l'UP. Participaient à ses "travaux" en effet non seulement les dirigeants des principales associations patronales (du commerce, de l'industrie, de la construction et de l'agriculture), des associations professionnelles d'avocats, ingénieurs, etc, des représentants de la droite du clergé, membres de l'Opus Dei, et du pouvoir judiciaire, le chef national de l'Opus Dei, le professeur Julio Filippi, ex-ministre d'Alessandri, mais également, à côté de dirigeants du PN et de "Patria y Libertad", toute une brochette de dirigeants DC parmi lesquels Patricio Aylwin, Jaime Castillo, Andres Zaldivar et le recteur de l'Université du Chili, Edgardo Boeninger. La résolution adoptée ce jour-là déclarait entre autres :

"Notre liberté, notre démocratie et les droits humains sont sérieusement menacés ... Devant cette situation il n'y a plus place ni pour la peur ni pour le découragement : c'est l'heure de l'action" !

Une fois l'heure de l'action venue, la grande offensive d'octobre 72 déclencha une riposte massive de la classe ouvrière, accélérant la montée du mouvement de masse et l'apparition d'organismes à la base, tendant à échapper au contrôle de l'UP.

Une fois encore, alors que les masses étaient en pleine offensive, l'UP choisit la conciliation. Ce fut l'entrée pour la première fois des officiers supérieurs dans le gouvernement. Cette nouvelle reculade, qui apparemment consolide le gouvernement pour quelques mois (le nouveau ministre de l'Intérieur, commandant en chef des forces armées, le général Prats, met rapidement fin à la grande "grève patronale d'octobre"), va souder progressivement les différentes fractions de la bourgeoisie autour du projet de se débarrasser d'Allende avant les élections de 1976, afin de briser la montée du mouvement de masses.

Cependant, dans un premier temps, la bourgeoisie se plie encore à la politique préconisée par la direction de la DC : respect, pour l'essentiel, du cadre de la légalité, bloc bourgeois aux élections législatives de mars 73 et, dans l'espoir d'une grande victoire électorale, tentatives visant à obtenir la capitulation d'Allende ou même sa destitution constitutionnelle. Ce qui permet à la direction de la DC d'imposer sa ligne à ce moment, c'est la politique de collaboration de classes développée avant tout par le PC et Allende, politique destinée au premier chef à assurer la stabilité du gouvernement. Cette politique présuppose un sérieux frein au processus de réformes, la garantie que l'APS ne sera pas élargie et une série de "marques de bonne volonté" que le gouvernement s'empressera de donner. Le 11 décembre 72, la SOFOFA (l'association patronale de l'industrie) signale dans "El Mercurio" qu'elle n'est pas insensible à cette "bonne volonté" : "On note pour la première fois dans cette Administration une réelle tentative de donner des définitions précises dans le domaine de la propriété industrielle. On remarque également un désir réel d'assurer la tranquillité, la stabilité et la protection à toutes les entreprises non affectées" (c'est-à-dire : non passées sous contrôle de l'Etat). !!! Ces félicitations qu'adresse l'association patronale au gouvernement allaient, en fait, de plein droit au PC. En effet, dans un livre paru en décembre 72 à Santiago (8), Corvalan, secrétaire général du parti, déclarait :

"... Le succès de notre révolution dépend de la lutte, de l'organisation et de l'unité des masses, de l'accomplissement du programme à la lettre, délimitant une fois pour toutes (souligné par nous), par exemple, les différents secteurs de propriété ... Nous sommes partisans de la discipline sociale dans le domaine de la lutte pour l'accomplissement du programme ... Nous sommes partisans d'éviter, au maximum, les grèves sous le gouvernement populaire, parce que d'une manière ou d'une autre, elles affectent la production ... " !

Il faut rappeler qu'au moment où Corvalan soulignait la nécessité de la lutte des masses et, en même temps, l'opposition du PC à l'utilisation de l'arme essentielle de la lutte qu'est la grève, au nom de la défense du niveau de la production, près des 90 o/o de la classe ouvrière travaillaient dans des entreprises privées, donc étaient confrontés chaque jour à un patron et à ses sbires ! La SOFOFA ne pouvait qu'être reconnaissante au PC, d'autant plus que celui-ci ne se contentait pas de faire des déclarations, mais usait de toutes ses forces pour faire passer cette politique dans les faits, comme le prouvent toutes ses attaques virulentes à la politique développée par le MIR, par des secteurs du PS et du MAPU, sa lutte quotidienne contre le développement des "cordones industriels" et des "comandos comunales". Dans un autre domaine, la lutte que mène le PC contre la réelle prise en charge par les masses du problème du ravitaillement poursuit le même objectif : la discipline que voulait imposer le PC aux masses chiliennes ne visait pas à tranquilliser uniquement les patrons de la SOFOFA, mais aussi tous les commerçants (pas toujours petits), gênés dans leurs fructueuses

opérations de marché noir par le développement des organes populaires de ravitaillement ...

Pour la bourgeoisie, la participation des hauts officiers au gouvernement était comme un frein mis au développement du programme de l'UP. Mais c'était également un danger, car cette participation pouvait apporter au gouvernement une certaine stabilité qui lui permette de tenir jusqu'aux élections de 76. C'était d'ailleurs le projet du PC, comme nous l'avons déjà vu, et comme l'exprime Corvalan dans l'ouvrage cité : "Si nous parvenons à ce que le gouvernement du président Allende termine son mandat et accomplisse son programme — pour le moins dans son aspect fondamental, nous pourrions conquérir les secteurs populaires qui en ce moment ne sont pas à nos côtés ... Dans une telle éventualité, je ne vois pas la possibilité pour l'adversaire de récupérer tellement facilement les positions perdues lorsque viendront les élections de 1976" !

Une telle conception, totalement idéaliste, ne tenait aucun compte de la lutte des classes. Elle présupposait par exemple que la SOFOFA se félicitait des concessions de l'UP pour le plaisir d'une certaine stabilisation et non pour être en position de récupérer le terrain perdu depuis deux ans. Et elle présupposait surtout qu'on pouvait disposer des masses comme du militant de base indiscipliné : celui qui n'est pas d'accord, on l'exclut ! C'était s'imaginer que la montée du mouvement de masses — qui avait permis en 70 la création du gouvernement populaire — pouvait être "congelée" pendant quelques années, que ces masses pouvaient se contenter de produire plus, de ne pas faire la grève et de venir régulièrement, en rangs compacts, devant le palais présidentiel, assurer "leur" gouvernement de leur soutien.

Le MIR, qui a su le mieux exprimer les aspirations de ces masses à poursuivre leur mouvement, est devenu dès lors, pour le PC, le responsable de l'échec de son projet de collaboration de classes.

La bourgeoisie, plus réaliste que le PC, avait compris qu'une certaine stabilisation obtenue par les concessions du gouvernement ne serait pas à même d'enrayer le processus de mobilisation, qui dépassait le cadre de l'UP et commençait de lui échapper. C'est pourquoi la participation des généraux au gouvernement présentait pour elle une arme à deux tranchants. Les élections législatives de mars 73 (environ 44 o/o pour l'UP) n'ont pas apporté cette majorité des 2/3 au parlement, nécessaire à l'opposition bourgeoise pour destituer le président. Elles ont marqué la fin de toutes "les illusions électorales" de certains secteurs de la bourgeoisie. Le président du PN, le sénateur O. Jarpa, — en tirait des conclusions sans équivoque peu après :

"Devant la tendance, explicable mais hors de la réalité, de mettre tous les espoirs dans un résultat électoral favorable, nous avons constamment répété que le problème du Chili ne sera pas résolu par la seule élection d'un nouveau Congrès, mais

qu'il était nécessaire de changer de gouvernement ... Cette majorité de citoyens qui nous a donné son appui attend aujourd'hui que l'unité se maintienne (entre le PN et la DC) et se consolide, et que nous passions des lamentations et des dénonciations aux actions concrètes ... Personne à la lumière du droit et de la morale n'est obligé de respecter une autorité illégitime ni de continuer de lui obéir, puisque cette autorité ne respecte pas les lois et ne leur obéit pas. C'est une résolution difficile mais il faut la prendre, en dernière instance, pour empêcher que le Chili ne tombe dans la tyrannie et l'esclavage ..." !

Jorge Fontaine, président de la Confédération de la production et du commerce (association patronale faïtière), avait, quelques jours avant, donné le ton dans "El Mercurio" du 14 mars :

"Certains secteurs ont été désarçonnés parce qu'ils espéraient que les tares du gouvernement se traduiraient par un résultat moins favorable pour lui ... Il revient aujourd'hui — comme j'ai eu l'occasion de l'affirmer déjà en novembre — à trois forces fondamentales d'assumer le rôle décisif dans notre organisation politique et sociale. Ce sont : les partis qui sont disposés à construire et non à provoquer le chaos, les forces armées, dont l'action est indispensable pour rétablir la discipline, l'efficacité et impulser le progrès et, enfin, le pouvoir "gremial"..." (du mot 'gremio' qui désigne aussi bien les associations patronales que les corporations professionnelles, etc).

Dès lors, la DC va progressivement se plier à la ligne du PN. En mai, Frei reprend en main l'appareil du parti en plaçant ses hommes et en écartant "ceux qui parlent beaucoup mais n'agissent pas" (Fuentelba, Leighton, etc). Au plenum de la direction de la DC en mai, Tomic (candidat aux élections présidentielles de 1970), qui soutient que l'ennemi principal de la démocratie chilienne est le fascisme et le putschisme, est battu. C'est la position de Frei —défendue par Aylwin — qui triomphe par 55 o/o des voix contre 45 o/o à la position défendue par Tomic. Aylwin soutient que l'ennemi principal de la démocratie chilienne est le marxisme et ses représentants.

Désormais le clivage entre les deux grandes fractions de la bourgeoisie ne consiste plus en :

- reprise du pouvoir total en 1976 ou maintenant, mais en
- reprise du pouvoir total par n'importe quel moyen ou par capitulation d'Allende.

La DC va osciller entre les deux termes de cette dernière alternative. Certains de ses représentants ont d'ailleurs choisi depuis longtemps. Le sénateur Rafael Moreno (l'élu de la réaction en janvier 72 dans la province de Colchagua) déclarait juste après les élections de mars 73, mettant moins de formes que Jarpa et Fontaine :

"Nous ne craignons ni l'affrontement ni la guerre civile. Nous ne sommes pas des lâches et nous sommes prêts à en assumer les conséquences. Nous engageons dès maintenant une lutte sans merci".

De toute manière, désormais, les deux voies — coup d'Etat ou capitulation — vont impliquer une même tactique, des actions communes ou parallèles selon les cas et selon la base sociale mobilisée par chacune des deux fractions : affaiblissement du gouvernement par tous les moyens, harcèlement par le pouvoir législatif et judiciaire, harcèlement dans la rue et, lorsque cela est possible, sur les lieux de travail, mobilisation permanente des organismes de masses contrôlés ou manipulés par la bourgeoisie ("gremios", syndicats, associations d'étudiants, etc.).

Le mouvement de masses, stimulé par le résultat des élections de mars, a rapidement élevé son niveau d'activité sur tous les terrains, réclamant une offensive claire et décidée contre la bourgeoisie. Durant le mois de mars, le MIR fut l'unique organisation à proposer une direction à la nouvelle montée du mouvement. L'UP n'osait pas en prendre la tête, au risque de fermer toute issue de succès à son projet de consolidation par alliance de classes. Le MAPU, la fraction la plus à gauche de l'UP, était déchiré et pratiquement paralysé par une scission soutenue activement, sinon provoquée par le PC, mécontent de l'orientation révolutionnaire que prenait cette organisation.

Cette démission de tous les partis de l'UP permit sans doute au MIR de gagner rapidement, à ce moment-là, des secteurs importants de la classe ouvrière et des masses, secteurs importants mais encore minoritaires.

Il faudra attendre plusieurs semaines, alors que la bourgeoisie a eu le temps de surmonter les remous provoqués en son sein par l'échec de sa "voie électorale", pour que se dessine une certaine offensive de la part de l'UP et du gouvernement : décret d'insistance pour la nationalisation de 41 entreprises, projet d'Ecole Nationale Unifiée (ENU). La bourgeoisie riposte immédiatement sur ces deux points en développant une grande offensive, premièrement contre l'ENU, parmi les officiers, dans l'Eglise et dans le milieu étudiant et lycéen, qu'elle utilise comme troupe de choc dans la rue, encadrée par ses groupes armés; deuxièmement contre l'extension de l'APS par une nouvelle campagne idéologique ("pour la défense de la liberté de la presse : non à la nationalisation de la Papelera !"), par une offensive parlementaire (réforme de la constitution Hamilton-Fuentelba remise sur le tapis), enfin par une campagne ultra-démagogique sur les adaptations de salaires, qui aboutira à la fameuse grève de la mine de cuivre d'El Teniente, qu'elle va utiliser à fond pour ébranler le gouvernement et diviser les travailleurs.

Au cours de cette offensive se précisent les deux stratégies qui se disputent la direction du mouvement de l'opposition.

La stratégie du PN vise à déclencher une grève patronale massive (sur le modèle d'octobre 72 mais plus vaste encore), à faire tomber le gouvernement par une accusation constitutionnelle contre l'ensemble du cabinet, et même, pourquoi pas, à imposer avec l'aide des forces armées et contre Allende un gouvernement qui assure une répression violente pour écraser toute résistance de la classe ouvrière et du peuple. A ce moment-là, les tenants de cette stratégie ne se cachent pas qu'un tel "programme" va produire un éclatement des forces armées et une très forte résistance de la classe ouvrière. C'est pourquoi, pour quelques semaines encore, la stratégie de Frei — donc de la DC — tend à prendre le dessus. Celle-ci cherche tout autant la chute du gouvernement, mais se propose préalablement, à travers une série d'actions parlementaires et juridiques, à travers un simulacre de dialogue avec Allende, de gagner du temps (9), de gagner la fraction la plus large possible des forces armées à la conviction que le gouvernement est entré dans l'illégalité et n'a plus de légitimité.

Dès lors, la chute du gouvernement pourrait prendre une forme "constitutionnelle" et même, peut-être, être provoquée par une capitulation pure et simple, ou encore une démission à la suite d'un référendum. Cette stratégie, outre le fait qu'elle cherche à accumuler la force militaire maximum, tente d'affaiblir préalablement, au maximum également, le mouvement de masses, en le divisant (grève d'El Teniente) et en le démoralisant (perquisitions des usines par les forces armées demandées avec insistance, début juillet, par un groupe de parlementaires DC).

Au cours de mai et juin, cette offensive de la bourgeoisie ne fait qu'accélérer la mobilisation des masses, qui avait repris un nouvel élan à la suite des élections de mars. Le PC et le PS (et la CUT par conséquent) répondent à la pression de plus en plus forte de leur base par un sensible durcissement. Mais un durcissement bureaucratique, qui réclame "mano dura" du président Allende contre l'extrême-droite uniquement, laissant ouvertes les possibilités d'une conciliation avec la DC; un durcissement qui ne fait appel qu'au gouvernement et aux secteurs de l'appareil d'Etat qu'il peut contrôler et non aux masses.

Contrairement à l'idée émise parfois que la contre-offensive populaire s'est accélérée après la tentative de coup d'Etat du 29 juin, celle-ci avait atteint un niveau quantitatif et qualitatif extrêmement élevé dans les deux dernières semaines qui ont précédé la tentative de coup. C'est d'ailleurs très certainement la raison qui a fait reculer au dernier moment la plus grande partie des conjurés de fin juin.

Pour la bourgeoisie, le 29 juin fut un coup grave. Non par les pertes qu'il aurait entraînées (elles furent dérisoires, d'autant plus que le gouvernement n'osa pas profiter de la situation extrêmement favorable pour éliminer une série d'officiers ouvertement compromis), mais parce que cet échec lui démontrait que la stratégie

du PN était aventuriste dans les conditions de l'heure, et que celle de la DC avait au moins un point faible très important : la mobilisation des masses ne faisait qu'augmenter et elle "contaminait" rapidement de larges secteurs de la troupe, ce qui augmentait les risques d'une guerre civile difficile en cas de chute du gouvernement (10).

C'est sans doute devant ces constatations que, parmi les hauts officiers de l'Armée de Terre, les éléments putschistes activent la préparation d'un plan précis de coup d'Etat. Il s'agit d'officiers jusque-là considérés comme plus ou moins proches de la DC mais qui, manifestement, commencent d'acquérir une autonomie relative par rapport à cette fraction de la bourgeoisie et même, dans une certaine mesure, par rapport à l'ensemble des cercles dirigeants de la bourgeoisie.

Bien que Pinochet soit un fieffé menteur, il n'est pas totalement infondé — à notre sens — d'accorder un certain crédit aux déclarations qu'il fit à la revue de tendance DC "Ercilla", en mars 74. Pinochet déclarait à cette occasion qu'en ... avril 1972 déjà (le 13) certains membres de l'Etat-Major de l'Armée étaient parvenus à la conclusion que "*l'issue du conflit entre les pouvoirs exécutif et législatif ne pouvait être constitutionnelle*". (Le 6 avril, le Gouvernement avait opposé son veto à la réforme constitutionnelle Hamilton—Fuentelba, votée en décembre 71 par le Congrès, réforme qui va être mise dans un tiroir jusqu'au moment de la grande offensive de mai-juin 73 et qui servira à la bourgeoisie en août 73 à "démontrer" à la nation — mais surtout aux Forces Armées — qu'Allende est sorti de la légalité). Pinochet affirmait, toujours dans la même interview : "*Ensuite vint le 29 juin 73 et, comme je le répète toujours : on a vu là la main de Dieu, bien qu'il y ait des athées qui ne le croient pas ! Dieu m'a aidé, m'a ouvert les yeux et le 4 juillet, j'ai changé ma planification. Dans mes carnets, j'ai noté : préparer des unités aéromobiles, aéroportées en hélicoptères, qui puissent agir dans le combat urbain ...*". On peut se demander pourquoi le 4 juillet ? Le 3 juillet, les commandants en chef de la Marine et de l'Aviation adressèrent un véritable ultimatum à Allende. Non un ultimatum péremptoire qui mettait en question l'existence du gouvernement, mais plutôt une sorte de chantage à propos de leur rentrée dans le Cabinet — ce que souhaitait Allende pour tenter une nouvelle opération de stabilisation. Les conditions posées par les commandants en chef furent repoussées par Allende. Ceux-ci réclamaient, en particulier, la majorité des Ministères, et que les postes de sous-secrétaires d'Etat et de hauts fonctionnaires correspondants soient confiés également à des représentants des Forces Armées. C'était la seule manière pour la bourgeoisie de pouvoir contrôler efficacement le gouvernement à travers les hauts officiers. Cette prétention repoussée par Allende, qui savait qu'elle ne serait jamais admise de gré par les masses, il fallait à la bourgeoisie développer un peu plus encore son offensive. Et Pinochet remit son ouvrage sur le métier, transformant ses plans défensifs — comme il le déclare à "Ercilla" — en plans défensifs—offensifs, dès le lendemain, le 4 juillet.

La version de Pinochet est — à notre avis — parfaitement plausible. Elle s'imbrique en tous cas dans les éléments que l'on connaissait déjà. D'ailleurs cette version correspond jusque-là parfaitement à la stratégie de la DC : acculer le gouvernement et accumuler des forces militaires "à tout hasard". Cependant Pinochet poursuit ses déclarations en affirmant que dès lors il se consacre, avec quelques-uns de ses plus proches collaborateurs, à mettre au point son plan; il se fixe une date approximative entre le 10 et le 15 septembre et ne dévoile que très tard ses plans aux commandants en chef de l'Aviation (Leigh, puisque Ruiz a été mis à la retraite) et de la Marine (Merino, puisque le titulaire, l'amiral Montero est encore retenu loin de son poste par sa charge de Ministre). *"Quand le moment est venu d'entrer en discussion - conclut-il - j'ai dit : nous sommes prêts, bien préparés, il ne restait plus qu'à appuyer sur le bouton"*.

La bourgeoisie — ses représentants les plus lucides en tous cas — avait compris depuis longtemps qu'un renversement du gouvernement de l'UP, quelle que soit la forme qu'il prenne, entraînerait une lutte à mort avec la classe ouvrière. La DC sait qu'une lutte à mort va l'évincer en tant que parti : elle ne peut pas prendre cette lutte en charge ouvertement. Aussi, après avoir apporté un appui relatif à Allende, après avoir engagé contre lui une lutte visant à récupérer pacifiquement le gouvernement en 1976, après avoir développé sa stratégie visant à la capitulation, la DC s'est-elle finalement ralliée à la stratégie du PN, mais en tentant d'en prendre la direction. Cependant il semble bien que dans cette course à la reconquête du pouvoir, la DC a été "trahie" par "ses" généraux. Car, en définitive, c'est bien la DC, et non Allende, que Pinochet, Bonilla et Cie ont trahie. Plus réalistes sans doute sur certains points que les stratèges politiques, mieux renseignés probablement aussi sur l'état réel des forces de part et d'autre, les généraux ont préféré prendre en main totalement la direction des opérations, ne plus se contenter d'exécuter les ordres de leurs dirigeants naturels, qui n'oseraient pas frapper assez violemment du premier coup, pour disloquer sans coup férir le mouvement de masses et le décapiter "définitivement", seul moyen d'éviter le début d'une longue guerre civile, ou pour le moins d'une difficile guerre de guérilla avec large appui populaire.

Toutes les reculades, toutes les concessions et les capitulations de l'UP et du gouvernement au cours de cette dernière période n'avaient donc plus aucun sens du tout. Il n'était plus question pour aucune des deux fractions de la bourgeoisie d'accorder quelque répit que ce soit à Allende pour lui permettre une nouvelle fois de stabiliser, de consolider et de prendre ainsi le risque qu'il ne se maintienne jusqu'en 1976. Que le coup d'Etat ne se soit pas produit plus tôt ne dépend pas des concessions et capitulations, qui furent présentées à chaque fois comme indispensables pour sauver l'essentiel, mais dépend d'abord des difficultés qu'a eues la bourgeoisie à se mettre d'accord sur une stratégie unique et surtout du travail idéologique gigantesque qu'elle a dû fournir en quelques mois à peine, pour permettre aux généraux

putchistes de disposer à volonté de leurs subalternes; campagne idéologique dont le succès fut largement facilité — comme nous l'avons déjà vu — par l'absence totale d'une contre-offensive idéologique du côté de l'UP.

Lorsque enfin le moment est venu, les officiers putchistes réussissent leur coup pratiquement sans problèmes. Ils sont félicités par l'ensemble de la bourgeoisie, qui a oublié un instant toute divergence interne, toute rivalité d'intérêts économiques et politiques. Le coup d'Etat fait table rase, élimine la gauche de la scène, du moins la bourgeoisie le croit-elle à ce moment-là. Chacune des fractions de la bourgeoisie va pouvoir maintenant lutter pour imposer sa politique, tout d'abord à travers la Junte, puis à brève échéance, directement, lorsque les militaires auront nettoyé consciencieusement la place. Chacune des fractions de la bourgeoisie va également lutter pour s'attirer la représentation de ces masses petites-bourgeoises qu'on a si bien su manoeuvrer pour préparer la chute du "régime marxiste" et qui ont applaudi frénétiquement les sauveurs de la patrie.

La réalité va être fort différente : les "sauveurs de la patrie" ne veulent pas s'effacer une fois "leur" travail accompli, et d'un autre côté, il va bientôt s'avérer que le "cancer marxiste" ne s'extirpe pas si facilement.

NOTES — CHAPITRE II

- (1) La SOFOFA — association patronale de l'industrie — a été fondée en 1883. Son premier président fut Augustin Edwards, propriétaire de la principale banque chilienne de l'époque (Banque Edwards et Cie); propriétaire du principal quotidien de l'époque ("El Mercurio"), financier dont les intérêts puissants plongeaient leurs racines dans tous les secteurs florissants de l'économie : agriculture, mines, commerce import-export. Gunder Frank, dans "Capitalisme et sous-développement en Amérique Latine" (Maspero), cite le texte du prospectus inaugural de la SOFOFA, signé de la main d'A. Edwards : "Le Chili peut et doit être un pays industriel ... Il doit l'être à cause de son agriculture ... Le Chili doit être industriel à cause de ses mines ..."
Aujourd'hui, le "clan Edwards" a également d'importantes ramifications industrielles.

- (2) L'intégration de larges couches paysannes par une réforme agraire devait non seulement élargir considérablement le marché interne pour l'industrie chilienne, mais également augmenter fortement la production agricole, afin d'économiser des devises par une réduction correspondante des importations agricoles et alimentaires.
- Il faut rappeler ici, très schématiquement, quelques traits caractéristiques de l'"industrialisation" du Chili, auxquels est en bonne partie liée la nécessité, pour la bourgeoisie, d'une réforme agraire (même si cette réforme va léser les intérêts particuliers de quelques gros propriétaires). L'industrialisation prônée, fin du XIXe siècle, par Edwards, dans son prospectus de la SOFOFA, concernait essentiellement les secteurs d'élaboration du cuivre, des fonderies (directement liés au secteur minier) et les industries dérivées du secteur agricole. Le relatif développement industriel, qui survient après les grandes crises mondiales du XXe siècle, ne correspond pas à un choix délibéré d'une bourgeoisie "nationale", "progressiste", "moderne".
- Devant la réduction des exportations des pays impérialistes, donc des importations chiliennes, la réduction momentanée des investissements étrangers et surtout la diminution des exportations chiliennes, la bourgeoisie cherche un nouveau champ d'activité : elle investit dans la production de biens de consommation qui étaient précédemment importés — c'est ce qu'on appelle l'industrie de substitution. Cependant, ce processus s'est heurté à la structure de classes existante et à la répartition des revenus entre ces classes, qui déterminaient la structure de la demande du marché interne : biens de consommation destinés essentiellement aux hauts revenus.
- Le marché interne était beaucoup trop étroit pour que se développe une industrie de biens de production. Il fallait donc importer ces derniers. En conséquence, les importations de biens de consommation furent remplacées par les importations de biens de production, accompagnées rapidement d'une nouvelle vague d'investissements étrangers dans ce domaine. Pour faire subsister cette nouvelle industrie, il fallut l'aide intense de l'Etat — par tous les mécanismes traditionnels : subventions, prise en charge des investissements d'infrastructure, politique fiscale, protections douanières, participation à certains investissements lorsque les capitaux privés sont insuffisants ou non intéressés.
- La réforme agraire devait par la suite tenter d'élargir sensiblement le marché interne pour cette industrie dont le taux de croissance, juste avant la présidence de Frei, était voisin de zéro.
- (3) Le principal groupe financier et économique chilien, représentatif de cette fraction, est le groupe Edwards. Il contrôle des dizaines de sociétés financières et commerciales, compagnies d'assurances, sociétés de moyens d'information, entreprises industrielles (particulièrement dans des secteurs utilisant les ressources naturelles du pays : bois, pêche, agriculture ...). Il contrôle aujourd'hui trois des quatre grands quotidiens chiliens : "El Mercurio", "La Segunda", "Las Ultimas Noticias". Ses industries dominent plusieurs branches de la production. Un exemple : la Compañía Cervecerías Unidas assure plus de 80 o/o de la production de bière et contrôle 95 o/o du marché chilien, plus 33 o/o du marché des boissons gazeuses. Le deuxième groupe économique et financier est le groupe Matte-Alessandri. Il est étroitement lié au précédent dans une série de sociétés. Il contrôle un ensemble de sociétés financières, d'assurances agricoles et industrielles (dans les mêmes secteurs que le groupe Edwards généralement, mais avec intérêts également dans quelques entreprises de l'industrie de biens de consommation non essentiels, ce qui illustre la difficulté de classer de façon stricte et définitive les deux grandes fractions de la bourgeoisie par rapport à leurs représentants politiques la DC et le PN).
- (4) Le principal groupe lié, sinon à la DC, du moins à son aile la plus à droite, est "Los Pirañas", particulièrement lié aux intérêts hypothécaires, immobiliers, de l'industrie de biens dits "somptuaires" (pour le Chili). Contrôle aussi une série de sociétés financières et minières.

- (5) Après le coup d'Etat, B. Leighton, exilé en Italie, a publié (avec Rafael Gomucio, sénateur de la Gauche Chrétienne, mais jadis fondateur de la DC avec Leighton et ... Frei) un appel aux chrétiens d'avant-garde du Chili et de l'Amérique Latine, dénonçant l'illicéité de la Junte, sa politique économique et sociale "injuste" et sa conduite "réactionnaire et fasciste". En novembre 73, Leighton avait été accusé par "El Mercurio" (17 novembre) de diriger avec Tomic et Fuentealba un groupe clandestin, fraction de la DC, organisé sur tout le territoire du Chili, dans le but d'obliger la Junte à organiser des élections. Patricio Aylwin qui a pleinement approuvé le coup d'Etat mais qui, en novembre 73 déjà, se disait partisan d'un retour à une vie politique "normale", se pose de plus en plus, depuis juin 74 particulièrement, en défenseur des droits humains et des conditions de vie des travailleurs. Jaime Castillo Velasco, ancien directeur de "La Prensa" et "idéologue" de la DC, qui pendant quelque six mois a tenu une chronique consacrée à la défense des droits humains à la radio DC "Balmaceda", s'est vu interdire la poursuite de son émission début juin 74.
- (6) Au début de 1971 Frei fonda l'Institut Elisa Cole, dirigé par des hommes dévoués à sa personne (Zaldivar, Ossa, Molina, etc) et anciens ministres de son gouvernement. Il s'agissait en fait d'un véritable "cabinet fantôme" bénéficiant pour son travail de photocopies de tous les documents importants qu'avaient emmenés avec eux les hauts fonctionnaires DC sortant de charge à l'aube du gouvernement Allende. De plus, ils recevaient des renseignements quasi quotidiens et souvent confidentiels, voire secrets, que livraient à cet Institut des fonctionnaires DC restés en place dans l'administration Allende. Les dirigeants de l'Institut se vantaient en privé d'être tenus au courant, avant le propre ministre des Affaires Etrangères d'Allende, Clodomiro Almeyda, des nouvelles importantes concernant son ministère !
- (7) Silva Bascunan est un exemple type du grand bourgeois chilien. Président du Collège des Avocats de 64 à 73, il a (ou avait) des intérêts dans tous les secteurs de l'économie : banques, industrie alimentaire, sociétés maritimes, industrie forestière, Compagnie d'Acier du Pacifique, Industrie textile, etc.
- (8) "Corvalan, 27 horas. El PC chileno por fuera y por dentro", Santiago. Il s'agit de l'interview du secrétaire général du PC par un journaliste de son parti, E. Labarca, interview qui dura 27 heures, enregistrée et reproduite - paraît-il - telle quelle ...
- (9) Voir Annexe I
- (10) La tentative du 29 juin va déclencher l'occupation de centaines d'entreprises, fundos agricoles, etc. Elle donne une impulsion vigoureuse à l'organisation des travailleurs, autonome des directions réformistes : formation et réorganisation de dizaines de "cordones industriales", de "commandos comunales". On voit même ressurgir presque "spontanément" (c'est-à-dire à l'initiative de militants et non des partis) des "CUP" de quartiers (Comités Unidad Popular). La mobilisation s'étend aussi à l'activité des organes de base du ravitaillement pour l'extension du ravitaillement direct. A Santiago, la direction locale du PC adresse une circulaire à ses militants, qui vise à recenser les armes personnelles de sa base. Le PS donne instruction à ses secrétaires de cellule de recenser les membres, de dresser des listes de 10 militants sûrs, pour préparer l'entraînement militaire de brigades du parti. Des cours de premiers soins sont organisés, auxquels participent avec enthousiasme des militantes et sympathisantes "des Partis de gauche". On recense aussi ceux qui ont fait leur service militaire, les voitures à réquisitionner dans les quartiers, les personnes de droite à neutraliser, les édifices à protéger ou à surveiller. On prépare la formation de brigades de défense de quartiers. Cette formidable mobilisation sera rapidement freinée, étouffée par les partis de l'UP.

Intercambio de Cartas Entre Patricio Aylwin Y General O. Bonilla

Gobierno es la seguridad de la nación, y no puede permitir que se haga el juego a los que atentan contra ella.

4.— Los derechos de las personas están sujetos a las limitaciones que exige el mantenimiento del orden público y el interés de la sociedad, como lo establece la propia declaración de "Los derechos humanos".

Su carta tiene una redacción y un tono político muy diferente a lo que Ud. ha usado en sus conversaciones con el Ministro del Interior, dualidad que me parece intolerable dentro del plano franco y abierto en que se desenvuelve un Gobierno que no entiende otro lenguaje.

Sírvase no volver a escribirme en otros términos que no sean los de una autoridad administrativa de un partido, en receso que se dirige respetuosamente al Gobierno de la nación.

Lo saluda atentamente a Ud.
Oscar Bonilla Bradanovic
General de División
Ministro del Interior".

(Jueves 18)

En cumplimiento de las disposiciones legales vigentes sobre el derecho de respuesta de los que han sido aludidos en publicaciones precedentes damos a continuación el texto de la carta de réplica

nidad, que son atributos inherentes al ser humano y que toda autoridad debe respetar para ser respetada.

En su "Declaración de Principios" el Gobierno ha sostenido que "el hombre tiene derechos naturales anteriores y superiores al Estado". Es la tesis en que creemos los demócratacristianos, por lo cual la tarea de lograr que esos derechos sean plenamente reconocidos y respetados a todos los chilenos es la meta fundamental de nuestras luchas. Desmiente ese principio la autoridad que ejerce su poder atropellando la dignidad de las personas.

3.— Comprendiendo la gravedad de la emergencia nacional, nuestro Partido ha aceptado las limitaciones y restricciones necesarias para que el país recupere las condiciones de seguridad, orden y estabilidad indispensables para una convivencia normal. Hicimos fe en las primitivas declaraciones del Gobierno sobre sus propósitos de restablecer la normalidad institucional, la paz y la unidad entre los chilenos en el menor tiempo posible.

Nuestra actitud de comprensión ha sido corresponsable con sistemática desconfinanza. Nuestros patrióticos intentos de representar al

puede construirse sobre la base de la imposición unilateral de la voluntad de los que gobiernan. El intento de hacerlo llevó al fracaso al régimen anterior. Repetir el mismo error sería ignorar otra vez al genio histórico de Chile, cuya tradición democrática, estabilidad institucional y progreso se fundan en la búsqueda permanente del consenso mayoritario. Pero que se logra, señor Ministro, respetando a las personas cuya libre cooperación se requiera y no imponiendo una sumisión que es contraria a la altivez de los chilenos y que nadie puede esperar de ningún verdadero demócratacristiano.

Saluda atentamente al señor Ministro.
Patricio Aylwin Azócar
Presidente Nacional
Partido Demócratacristiano
(Viernes 19)

El Gobierno entregó ayer una declaración oficial en que señala que la directiva del Partido Demócrata Cristiano actualmente en receso ha utilizado cartas privadas para permitir que desde el extranjero se usen como instrumentos de ataque al Gobierno, con lo cual, de hecho, se une a la campaña internacional del marxismo contra Chile, justa

chapitre 3

Bourgeoisie et Forces Armées

Une année de contradictions internes

Le bloc apparemment compact, bourgeois, petit-bourgeois et forces armées, qui a permis le renversement du gouvernement, la défaite de l'UP, la destruction du mouvement de masses et qui, par là, a mis fin à la période pré-révolutionnaire que vivait le Chili, a montré ses premières fissures très rapidement après le coup d'Etat.

Pendant quelques jours, chaque fraction de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, chaque groupe et chaque secteur de ce large bloc social, qui avait applaudi le couronnement inespéré de mois (pour les uns) ou d'années d'efforts (pour les autres), avait pu croire que la victoire allait lui apporter la solution de ses problèmes particuliers. Un tel espoir bien sûr était illusoire : il n'y a plus pour le Chili de développement possible dans le cadre du système capitaliste, développement qui pourrait permettre à la bourgeoisie de lâcher des miettes à la petite-bourgeoisie pour la remercier de son appui décisif dans la lutte qu'elle a menée à bien contre la classe ouvrière. Mais cela dit, au sein même de la bourgeoisie, tous les secteurs ne sont pas gagnants non plus, bien que cela ne soit pas évident tout de suite. Une fois l'ennemi de classe défait — pour longtemps espèrent les uns, pour toujours proclament les autres — les luttes internes réapparaissent aussitôt. On retrouve les mêmes problèmes, pour l'essentiel; qu'en 1970 ou même qu'en 1964, mais avec l'avantage cette fois que les masses sont muselées, mais des contradictions encore plus aiguës qu'alors.

Durant les deux à trois premières semaines après le coup d'Etat, la Junte fut très absorbée par la première phase, brutale et massive de la répression. Elle avait à éliminer tout risque d'opposition armée, à asseoir son pouvoir dans tout le pays. Ses deux autres principaux soucis étaient de remettre en marche le plus rapidement possible l'économie du pays et assurer un ravitaillement minimum à la population. Les principales mesures à prendre à cet effet ne pouvaient être contestées par personne au sein de l'équipe dirigeante. Il s'agit de mesures vitales pour le nouveau régime, de mesures de police : obliger chacun à reprendre le travail, activer la remise en marche de tous les secteurs qui avaient participé à la "grève nationale insurrectionnelle" de la bourgeoisie (par exemple : aider les patrons camionneurs à remettre en marche leurs camions, qu'ils avaient sabotés eux-mêmes pour empêcher toute réquisition du gouvernement de l'UP), empêcher tout sabotage dans les usines, à la campagne, assurer le transport des marchandises pour le ravitaillement, étouffer le marché noir par des mesures draconiennes et quelques mesures exemplaires pour dissuader quiconque de s'y adonner, enfin décréter le versement obligatoire de tous les salaires vers le 18 septembre et même, dans quelques cas, l'imposer à des patrons récalcitrants.

Cependant, au cours de cette première période, la lutte entre les deux grands partis de la bourgeoisie a vite pris un ton extrêmement acerbe, qui n'était que le reflet des débats présidant à la définition de la politique qui serait appliquée. Ces deux partis défendaient des programmes de "développement économique" incompatibles dans leurs fondements et dans la plupart des solutions qu'ils proposaient.

Etant donné les circonstances (mise à l'écart des partis bourgeois, interdiction pour eux de toute prise de position publique, grand mouvement impulsé par l'extrême-droite contre les "politiciens", etc), ces luttes ne se déroulaient pas au grand jour et en toute clarté. Cependant, dès que les journaux ont pu reparaitre (le 13 septembre déjà pour "El Mercurio" et quelques jours plus tard pour "La Prensa" de la DC), les allusions plus ou moins discrètes et venimeuses ne manquèrent pas de part et d'autre.

Le Parti National, fondé en 1966 par la fusion du Parti Conservateur, du Parti Libéral et de l'Action Nationale pour polariser et consolider l'opposition de différents secteurs de la bourgeoisie à la politique "réformiste" de Frei, parti qui a lutté "dès le premier jour du gouvernement Allende, sans aucune défaillance, contre le marxisme", a pu imposer sa politique à la Junte sans grandes difficultés.

Pour être plus précis, plus que le programme du Parti National, c'est celui de la grande bourgeoisie qui s'est imposé.

On peut se demander pourquoi la Junte n'a pas tenté une politique moins catégoriquement mise au service des intérêts de la grande bourgeoisie. Parmi les hauts officiers qui ont joué le rôle principal dans la planification et la préparation minutieuse

du coup d'Etat (un noyau de l'armée de terre), on trouvait une série de généraux et de colonels aux affinités plus proches de la DC - ou d'une sorte de "réformisme militaire" style péruvien - quedu Parti National, si ce n'est même des sympathisants proches du parti de Frei.

Dans le premier gouvernement formé par la Junte, le 11 septembre 73, la charge de ministre de l'Economie était confiée à l'un de ces généraux de tendance "réformiste", Rolando Gonzalez, et les principaux postes de ce ministère à des officiers de même tendance, en particulier le poste de vice-président de la CORFO (1), qu'occupait le général Sergio Nuno, poste particulièrement important, puisque la CORFO dirigeait ou supervisait toutes les entreprises dont l'Etat avait le contrôle d'une manière ou d'une autre (il y en avait plusieurs centaines à ce moment-là).

Cependant, au cours des trois ans de lutte contre le gouvernement de l'UP, le Parti National avait progressivement gagné l'hégémonie au sein de la bourgeoisie. Il avait gagné à sa politique des secteurs et d'importants personnages qui avaient fait "la fortune" — politiquement parlant pour le moins — de Frei et de la DC. Cette DC trop compromise à leurs yeux dans l'ascension de l'UP au gouvernement (bien des secteurs de la bourgeoisie ne pardonneront jamais à la DC d'avoir voté pour Allende en octobre 70, au moment du choix du Congrès entre ce dernier et Alessandri). Cette DC, dont la "révolution dans la liberté" avait été un échec, qui avait suffisamment démontré qu'un "développement", axé prioritairement sur les industries tournées vers le marché intérieur, était impossible, dans les conditions du Chili, principalement à cause de ses implications politiques et sociales, mais aussi pour des raisons purement économiques (déséquilibre total de la balance des paiements, endettement accéléré, etc).

Si cette politique avait fait faillite en 1964 et 1970, combien plus invraisemblable serait-il de vouloir l'appliquer en septembre 73, alors que la situation imposait "les sacrifices de tous les Chiliens pour reconstruire une économie en déroute" — euphémisme qu'il faut traduire par "surexploitation des masses et forte baisse de la consommation interne", ce qui représentait pour la bourgeoisie la base d'une rapide accumulation et la seule façon de reprendre sa place — subordonnée mais rentable — de "correspondant local" de l'impérialisme. Ainsi, les représentants de la grande bourgeoisie n'eurent vraisemblablement pas grand-peine à convaincre la Junte de "l'unique voie possible" en politique économique.

Le général Gonzalez et son sous-secrétaire à l'Economie furent congédiés — le premier étant envoyé en punition comme ambassadeur auprès du dictateur paraguayen, Stroessner. Ce sera plus tard le tour du général Nuno (de la CORFO) d'être écarté (nommé ambassadeur en Belgique), accusé qu'il était de freiner la restitution de certaines entreprises au secteur privé.

Durant cette première période de luttes intenses, la grande bourgeoisie ne se gênait pas pour dicter ouvertement sa politique économique, entre autres à travers son jour-

nal "El Mercurio" Régulièrement paraissent dans ce quotidien, sous la rubrique "thèmes économiques", des éditoriaux non signés, qu'Armand Mattelart attribue — et il n'a sans doute pas tort — à des "spécialistes" de l'Opus Dei. Le "message" livré par ces articles à la Junte n'y est même pas camouflé. Ce sont des ordres : "Le nouveau gouvernement doit comprendre ... son programme doit être ..., etc.

Le 30 septembre, par exemple — c'est-à-dire quelques jours avant que le Premier Ministre de l'Economie désigné par la Junte, le général Gonzalez, ne soit limogé — "El Mercurio" donnait la liste des principales mesures de politique économique et sociale que la Junte devait prendre d'urgence :

- unification des taux de change pour toutes les activités économiques, à l'exception du change pour touristes et voyageurs qui peut pour le moment être traité différemment;
- procéder à une notable dévaluation immédiate et à des dévaluations périodiques d'ajustement;
- décréter la liberté des prix de tous les biens et services dont la production interne se développe dans un cadre de concurrence acceptable;
- abaisser les droits de douane, le plus rapidement possible, afin de soumettre à la concurrence étrangère les produits qui ne sont pas soumis à la concurrence interne;
- restituer au secteur privé les 600 entreprises contrôlées actuellement par l'Etat;
- augmenter sensiblement les prix afin d'en finir avec la politique d'émission incontrôlée, seul moyen de retenir l'inflation;
- le pays devra payer la facture du "festin communiste"; il faudra donc se préoccuper de compenser d'une certaine manière l'impact des dures réalités à venir, pour les plus démunis.

Le 3 octobre, le ministre de l'Economie, le général Gonzalez, dans sa première et dernière apparition publique, déclara qu'il y aurait une "relative liberté de prix pour les articles concurrentiels". D'autre part, il affirma que la politique de crédit de l'Etat viserait à "impulser l'industrie", spécialement pour l'acquisition de matières premières; enfin, que les entreprises "légalement incorporées" à l'"aire de propriété sociale" resteraient propriété de l'Etat! Quant aux autres, leur cas serait étudié séparément avant qu'une décision définitive ne soit prise!

C'était en somme la dernière cartouche du général qui vivait ses ultimes minutes de ministre. Le soir même, on apprenait qu'il serait remplacé "momentanément" par le ministre des Finances, un amiral à toute épreuve, car il devait se retirer "pour raisons de santé"! Une semaine plus tard, la place était occupée par un représentant direct de la grande bourgeoisie, grand commis du puissant groupe financier Edwards, Fernando Leniz, qui, la veille encore, dirigeait "El Mercurio". En même temps, le poste de vice-ministre de l'Economie était confié à un économiste d'extrême-droite, Pablo Baraona, membre de l'Opus Dei comme son supérieur Leniz! Entre-temps

toutes les mesures dictées par "El Mercurio" avaient été prises — pour ce qui concerne la monnaie et les prix — ou annoncées officiellement — pour ce qui concerne les droits de douane et la restitution des entreprises au secteur privé.

Plus que l'influence et l'hégémonie du Parti National au sein de la bourgeoisie, plus que l'habileté et le pouvoir de persuasion de ses représentants, ce qui a décidé du choix de la Junte, en définitive, ce sont les faits eux-mêmes, les "données du problème" : la dépendance du Chili face à l'impérialisme, le sous-développement du pays, la crise profonde de domination de la bourgeoisie et la crise économique (2). On peut donc dire qu'il ne s'agissait pas en fait d'un choix, mais de la seule voie qui restait à la bourgeoisie chilienne, sa dernière carte à jouer, du moment qu'elle ne peut pas se poser la seule question fondamentale pour le Chili : avec ou sans l'impérialisme ?

La seule classe qui puisse se poser cette question est la classe ouvrière. C'est d'ailleurs au moment où elle commençait à se la poser en termes corrects que la bourgeoisie s'est interposée avec violence. C'est-à-dire au moment où le projet réformiste de l'UP (une alliance avec une partie de la bourgeoisie contre l'impérialisme, l'oligarchie et les monopoles) apparaissait aux yeux de secteurs grandissants de la classe ouvrière pour ce qu'il était : une utopie en voie d'échec; au moment où grandissait la conscience, dans cette classe ouvrière, que toute lutte qui se voulait efficace contre l'ennemi principal, l'impérialisme, passait obligatoirement par une lutte sans partage contre la bourgeoisie chilienne qui devenait, dans son ensemble, l'ennemi immédiat.

La dépendance de la bourgeoisie chilienne par rapport à l'impérialisme était déjà si étroite et les liens entre les fractions de cette bourgeoisie si entremêlés qu'il était impossible, face à une rupture (même partielle, comme celle qu'avait provoquée l'UP) avec l'impérialisme, de distinguer, au sein de cette bourgeoisie, une fraction "nationale" et une fraction "pro-impérialiste".

Ainsi, la seule question fondamentale que puisse se poser la bourgeoisie, c'est de savoir quelle est la manière la plus rentable de s'allier à l'impérialisme. Les diverses politiques économiques suivies ces dernières dizaines d'années par les gouvernements qui se sont succédé au Chili le confirment.

Face à la montée du mouvement de masses et à ses revendications, la bourgeoisie a tenté de trouver des solutions qui lui permettent de prélever une part un peu plus grande, par rapport à celle qu'extorquait l'impérialisme, afin de pouvoir répondre partiellement à ces revendications. Seule manière de maintenir en même temps ses profits et une certaine démocratie, c'est-à-dire d'éviter de graves troubles sociaux, sans devoir réprimer plus que ne le "permet" un système "démocratique" digne de ce nom (3).

Par ces tentatives, la bourgeoisie a pu entrer parfois en conflit partiel avec l'impérialisme, ce qui a permis à certains de découvrir des sentiments anti-impérialistes là où il n'y en avait pas!

Dans cette tentative de retenir une part plus grande du surplus "pour le Chili", la bourgeoisie disposait de deux principaux moyens d'action :

- tirer davantage de l'exportation du cuivre; cela devait lui permettre d'augmenter les ressources de l'Etat, qui serait chargé de financer une partie des dépenses nécessaires répondant aux revendications des masses : santé, éducation, subventions, pour maintenir des prix de vente relativement bas pour les produits agricoles, etc.
- développer une industrie dirigée vers l'intérieur, qui était censée devenir un facteur dynamique de développement pour toute l'économie chilienne.

Malheureusement pour elle, en rachetant 51 o/o des actions des grandes sociétés minières américaines, elle ne contrôlait vraiment ni le volume de la production du cuivre (à cause des cadres restés en place) ni son prix de vente. Ceci limitait considérablement l'efficacité de cette "chilénisation" du cuivre, comme l'appelaient Frei.

D'autre part, l'implantation de nouvelles industries se heurtait à l'insuffisance "historique" de capitaux nationaux. L'impérialisme ne s'en plaignait pas, puisque — comme on le sait, il n'a pas inauguré cette politique au Chili — il ne se contente plus de relations "classiques" avec les pays dépendants (échange monopoliste de produits fabriqués et de matières premières), mais y substitue ou y ajoute "l'aide" extérieure, soit les investissements dans des succursales ou dans des industries des pays dépendants. Ces industries produisent une partie des biens de consommation et même une partie des biens de production que les pays dépendants importaient par le passé. Le développement de ces industries ne peut être réalisé que par l'importation de l'outillage et de la technologie nécessaires, que fournit l'impérialisme (de même souvent que tout ou partie des matières premières ou produits intermédiaires que requiert le fonctionnement de ces industries. Globalement, les USA retirent plus, aujourd'hui, en Amérique Latine, par cette forme d'exploitation que par la forme classique.)

Ces deux formes d'exploitation par l'impérialisme — échange de matières premières contre des produits fabriqués d'une part, investissements étrangers dans l'industrie nationale d'autre part — ont chacune leurs "adeptes" dans tel groupe ou telle fraction de la bourgeoisie liant ses intérêts prioritairement avec l'une ou l'autre forme. Elles vont ainsi engendrer directement ou indirectement les principales divergences d'intérêts entre fractions de la bourgeoisie, divergences qui se répercutent sur les divergences politiques et réciproquement.

Au lendemain du coup d'Etat, les divergences politiques apparaissent instantanément :

- le Parti National émet un communiqué le 11 septembre même qui dit :
" ... Appuis sans restriction à toute action visant à surmonter la crise morale et matérielle que vit le Chili, à rendre aux Chiliens la sécurité pour vivre et travail

ler en paix, rendant possible le progrès et le développement social et économique dans un climat d'unité nationale. Le PN appelle tous les Chiliens à épauler sans réserve l'action rectificatrice de la Junte militaire de gouvernement et à se consacrer dès maintenant, sans haine, ni esprit de revanche, à la reconstruction de la "patrie" !

- quelques jours plus tard seulement, le président de la DC, qui n'a fait aucune déclaration officielle jusqu'alors, déclare à un journal étranger :
" Je ne m'aventure pas encore à juger si les méthodes des militaires sont exagérées, mais j'espère que l'on pourra revenir à une normalité démocratique dans un relativement bref délai. Je crois qu'il y a des secteurs qui poussent vers un modèle qui a déjà fait faillite chez nous ... La solution à laquelle on est arrivé n'est pas notre solution ... " (4).

Les représentants des intérêts économiques de la bourgeoisie laissent encore leurs divergences au second plan. Toutes les organisations patronales appuient sans réserves les méthodes aussi bien que la durée du "mandat" militaire. C'est que dans un premier temps, tous les patrons, monopoles, grandes, moyennes et petites entreprises ne peuvent que se réjouir

- de la répression qui ramène calme et discipline dans l'usine et au champ,
- de l'augmentation des heures de travail,
- du blocage des salaires,
- de la liberté des prix dont ils vont profiter à fond.

Ce n'est que progressivement que certaines mesures vont creuser le fossé entre les deux centres d'intérêts traditionnels. La dévaluation, qui va jusqu'à 1000 o/o, réjouit les exportateurs, mais renchérit considérablement les coûts de production des industries devant importer matières premières, outils, etc. Le blocage des salaires et la liberté des prix fait tomber le pouvoir d'achat des masses, au cours du mois d'octobre, plus bas qu'il ne l'a été depuis des dizaines d'années. Les industries produisant pour le marché intérieur voient tomber leurs ventes en conséquence. Mais pas toutes cependant — la ligne de démarcation n'est pas si simple à tracer; a-t-on jamais entendu dire que Chiprodal (Nestlé), par exemple, ait vu baisser ses ventes ? Il y a ainsi des branches qui vont être plus ou moins défavorisées et dans chaque branche, certaines entreprises, car la politique suivie va impulser fortement la concentration capitaliste.

Dès lors s'abattent sur les masses chiliennes (classe ouvrière, employés, fonctionnaires, salariés agricoles, petits paysans, artisans, petits commerçants et tous ceux qui ne disposent pas d'un revenu fixe et précis), à des degrés divers, les conséquences dramatiques de la politique imposée par la bourgeoisie.

Le "bloc du 11 septembre" se fissure de plus en plus. En quelques semaines, les secteurs les plus divers de la petite-bourgeoisie salariée et propriétaire sont frappés

économiquement, parfois dans une mesure égale à la classe ouvrière, par la hausse vertigineuse du prix des articles de première nécessité, la chute spectaculaire des ventes, le ralentissement de la plupart des activités commerciales, le blocage des salaires (jusque dans la deuxième moitié de novembre, quand sera accordée une très modeste "compensation"), le manque de crédits, etc.

Cette situation est imposée bien sûr par une répression sans précédent, qui écarte d'emblée toute velléité d'opposition des masses salariées. Cependant, à l'égard de ses alliés d'hier, de ces couches moyennes, de tous ces "patriotes" qui ont pavisé spontanément le 11 septembre, la bourgeoisie et la Junte vont intensifier leur campagne idéologique autour des thèmes et des valeurs nationalistes : "la reconstruction nationale", "les sacrifices nécessaires de tous les Chiliens pour relever le pays", "l'esprit portalien" (5), etc. Tous les journaux, tous les mass media sont mis à la disposition de cette lutte idéologique, y compris ceux de la Démocratie-chrétienne ou ceux qui en sont proches.

Par ailleurs un énorme effort est fourni, impulsé par le nouveau ministre de l'économie, F. Leniz, et développé par tous les canaux habituels, pour expliquer aux masses, par des démonstrations ultra-démagogiques et pseudo-scientifiques, le bien-fondé des décisions de politique économique (6).

Cette campagne porte certains fruits et va permettre de maintenir une certaine cohésion de la base sociale d'appui de la Junte. Mais l'enthousiasme déjà n'y est plus et si l'on ne se révolte pas ouvertement, on commence tout de même à trouver des défauts aux militaires ...

DIVERGENCES ET LUTTES ENTRE "GORILLES"

Au sein des Forces Armées, (après le limogeage du général Gonzalez et de sa suite) les éléments "populistes" perdent désormais tout espoir de s'imposer, d'autant plus que le général Bonilla, ministre de l'Intérieur, qui était leur "porte-drapeau", rallie Pinochet. Plusieurs généraux de cette tendance seront bientôt mis à la retraite ou déplacés à des postes plus ou moins honorifiques.

Un équilibre instable s'instaure. D'un côté, les partisans d'une dictature militaire d'une durée indéterminée, qui impose la "reconstruction" du capitalisme chilien pour permettre éventuellement plus tard le retour à des formes plus traditionnelles de "démocratie" bourgeoise. Pinochet est le représentant de cette tendance. Dès le début, il s'est toujours refusé à donner des délais, répondant invariablement que les Forces Armées resteraient au pouvoir aussi longtemps que la situation l'exigerait et tant que la paix sociale ne serait pas instaurée. Il a derrière lui l'essentiel des hauts officiers de l'Armée de Terre (la branche de loin la plus nombreuse des Forces Armées). Il a pour lui, de plus, le poids que lui donne, face à ses "rivaux" des autres armes, son rôle primordial dans la préparation d'un coup d'Etat réussi.

De l'autre côté, le général Leigh, commandant en chef de l'Aviation, regroupe autour de lui les partisans d'une dictature pratiquement indéfinie, de l'élimination à l'éternité de la "démocratie" bourgeoise sous quelque forme que ce soit, de l'élimination définitive des partis politiques, de l'"extirpation totale et définitive du cancer marxiste", de l'instauration d'un ordre nouveau de type fasciste.

Ces deux tendances, dont on ne peut pas dire qu'elles représentent deux fractions nettes de la bourgeoisie, n'échappent pas cependant, dans une certaine mesure, aux pressions de certains secteurs de la bourgeoisie. Ce n'est pas par hasard, par exemple, que l'hebdomadaire "QUE PASA" — qui a toujours défendu les positions les plus réactionnaires et celles du PN en particulier — accorde systématiquement plus de place et d'importance à Leigh et à Merino qu'à Pinochet, et que l'hebdomadaire "Ercilla" — très proche de la DC idéologiquement et politiquement — fasse exactement le contraire, accordant de plus de larges interviews aux généraux les plus proches de Pinochet.

Les divergences entre ces deux tendances vont donc se développer au cours des mois sur plusieurs points découlant, plus ou moins directement, des deux conceptions de base. Ces divergences n'apparaissent pas ouvertement, puisque toutes les décisions officielles de la Junte sont contresignées par ses quatre membres et, par la suite, en plus par le ministre de l'Intérieur. Il faut souvent presque les deviner ou savoir les découvrir derrière ce qui pourrait apparaître comme de simples manifestations de rivalités de pouvoir. Il en va ainsi de l'éviction de certains officiers.

Le général Torres de la Cruz s'était distingué en tant qu'Intendant, bien avant le coup d'Etat, dans la province de Magallanes (Magellan), à l'extrême sud du pays, par une violente répression anti-ouvrière. Il interdisait, par exemple, la création de "cordones industriales", faisait perquisitionner les usines avec une violence inouïe — la troupe tirant sur les travailleurs et tuant l'un d'entre eux (en juillet 1973). Il était bien connu pour ses aspirations fascistes. Après le coup d'Etat, il est apparu comme favorable aux positions de Leigh. En décembre 73, Torres est relevé du commandement de la 5e division de Magallanes et nommé inspecteur général de l'Armée, à Santiago.

Ce fut un point marqué par Leigh.

Le groupe Leigh tenta dès lors d'enlever le ministère de la Défense à la Marine pour le remettre à l'Armée de Terre. Ce poste était occupé par l'Amiral Carjaval, celui qui avait négocié l'appui passif de l'US — Navy, au large des côtes du Chili, le 10 septembre 73 ; celui qui fit aussi une série de voyages aux USA durant les semaines précédant le coup d'Etat.

Si l'Armée prenait le ministère de la Défense, ce poste reviendrait automatiquement à Torres, premier des "viennent-ensuite" de cette branche des forces armées. Avec l'appui de l'Amiral Merino, qui ne voulait pas que la Marine cède la Défense, Pinochet limogea Torres. En même temps que lui, cependant, furent mis à la retraite plusieurs généraux "populistes", dont l'ancien ministre de l'Economie, Gonzalez, et le général Urbina, chef de l'Etat-Major de l'Armée, dernier général soupçonné de "constitutionnalisme" encore en fonction à fin 73.

De tels épisodes se renouvellent à plusieurs reprises. Au début de 1974, Pinochet obtiendra que le deuxième personnage de la Junte soit désormais non plus Leigh, mais l'Amiral Merino, et que la présidence de la Junte lui soit confiée définitivement (alors qu'il était convenu en septembre qu'elle serait rotative).

Ces conflits prennent aussi parfois des dimensions plus grandes.

Fin novembre 73, avec l'aide et les conseils de spécialistes brésiliens et nord-américains, la Junte crée un super-service de renseignements, la DINA (Direccion de Inteligencia Nacional), qui va coiffer, contrôler et coordonner tous les SR existants (chaque branche des forces armées, de même que les Carabiniers et la police civile en ont un). Ce nouveau service, qui devient une véritable police politique secrète, toute puissante, est mis sur pied grâce à l'apport des meilleurs éléments de chacun des SR. Celui de l'Aviation y place ses hommes aux postes-clés et le grand chef en devient ... le général Leigh. C'est ainsi sous la haute responsabilité de Leigh que seront torturés à mort des dizaines de militants et résistants à l'Académie de Guerre des Forces Aériennes, qui met ses locaux de Las Condes à disposition de la DINA. C'est là, en effet, que seront torturés le dirigeant du MIR, Bautista Van Schauwen, le général Bachelet, le ministre de la Défense d'Allende, Toha, etc. C'est là également que seront préparés et que se dérouleront plusieurs grands procès. Celui des officiers et sous-officiers de l'Aviation, par exemple (d'avril à juin 74), auquel quatre des inculpés étaient absents : deux étant devenus fous et deux étant morts durant l'"instruction", ce qui en dit long sur la façon dont le colonel Otaiza, chef de cette Académie de Guerre, "prépare" les procès... A mi-mars, lorsque Pinochet s'envole pour quelques jours à destination du Brésil, Merino devient brièvement président de la Junte et Leigh déclenche une série d'opérations de répression, pas très spectaculaires peut-être, mais d'une terrible gravité pour les forces de la résistance. Leigh, à cette occasion, tente de prendre en main toute la politique de répression et, éventuellement par là, de se rallier tous les officiers qui sont pour une politique dure, sans défaillance, qui ne se préoccupe pas de ce qu'on peut en dire à l'étranger, qui châtie tous ceux qui ne sont pas inconditionnels du régime, jusque dans l'Eglise et dans la DC.

Enfin, pour clore momentanément ce chapitre des luttes internes des Forces Armées, durant l'absence de Pinochet, Leigh bouscule Bonilla, le ministre de l'Intérieur, et prend la tête du Conseil des ministres pour le développement social,

qui vient d'être créé. Leigh va utiliser cette tribune pour entrer personnellement en contact avec les autorités provinciales, communales de tout le pays, apparaître en de nombreuses conférences de presse, propager ainsi les lignes de force de son idéologie fasciste et jeter les bases pour l'implantation dans les secteurs populaires du "mouvement civico-militaire", futur grand parti fasciste du Chili ...

LES LUTTES INTER-BOURGEOISES

Si les "lendemain déchantent" vite pour les couches petites-bourgeoises, si la belle unité des Forces Armées se révèle rapidement une simple façade, une fois "la gauche" réduite pratiquement au silence, la bourgeoisie n'échappe pas non plus au renforcement de ses divisions internes.

Le PN, on l'a vu, dès le 11 septembre, s'est rallié inconditionnellement. Il a tendance cependant à se diviser sur la base de ses deux principales composantes, l'une "libérale" et l'autre, majoritaire, "conservatrice". La première est dirigée par l'ex-sénateur Bulnes, qui, bien que soutenant la Junte, réclame le retour à un système plus démocratique de domination de la bourgeoisie... Pour Jarpa, président du PN, leader de la majorité de celui-ci, le PN n'a plus de raison d'exister. Jarpa affirme : *"A la fondation du PN, une ligne politique a été définie et elle a été adoptée par la Junte"*! Pour l'avenir, Jarpa ne voit pas non plus la nécessité de maintenir son parti : *"A partir du 11 septembre, les partis politiques appartiennent à une étape révolue"*.

Que doivent faire les militants du PN alors ? Jarpa répond : *"Ils doivent s'intégrer à des organismes de collaboration à un régime nationaliste et de création d'un Etat Nouveau ... On aura besoin d'un mouvement, c'est-à-dire d'une mobilisation spirituelle et organique de l'opinion publique, au sujet des idéaux déjà dessinés par la Junte ... Pour ce mouvement, nous, les Nationalistes, nous serons prêts ..."*

La DC est loin de cette position, on s'en doute. Dès le coup d'Etat, un secteur de ce parti s'est pratiquement détaché sur sa gauche, s'opposant au Coup d'Etat et critiquant violemment la direction (Aylwin en particulier) pour ses déclarations d'allégeance à la Junte.

Entre octobre et décembre 73, alors que les prix des articles de première nécessité augmentaient de 1000 à 2000 o/o, et que les salaires augmentaient de 60 à 100 o/o selon les catégories de salaires, la "Prensa", organe de la DC, dirigée par Jaime Castillo, menait une campagne sans répit en faveur de fortes augmentations de salaire : *"Appliquer le système très en vogue parmi certains théoriciens de l'économie*

sociale de marché, qui consiste à comprimer l'avance inflationniste en rabaisant les hausses correspondantes des rémunérations, est une grave erreur, et de plus, une injustice. Tout émolument du secteur qui vit de salaires se convertit dans la sphère nationale en pouvoir d'achat d'articles et produits courants pour les rémunérations basses et moyennes et de quelques articles de semi-luxe pour les salaires les plus élevés de l'échelle. Mais tout le revenu de cette immense majorité d'habitants va au marché, à la demande de biens et services. Il faut comprendre que cet argent, transformé en pouvoir d'achat, est un stimulant pour la production, qui répond ainsi à la demande qui la dynamise". (15.12.73).

Ici, la "défense" des salaires se mêle encore ouvertement à la défense des intérêts des secteurs de l'industrie qui travaillent pour le marché interne, sans être toutefois des producteurs de produits essentiels. Durant toute cette période de discussions sur les augmentations de salaires qui devaient être décidées pour janvier 74, "La Prensa" a mené une campagne intense, au nom de "la justice sociale", de la "défense élémentaire des droits des travailleurs", tentant de gagner la représentativité de larges secteurs de salariés. Par ailleurs, dans tous les problèmes conflictuels entre la Junte et un secteur de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie, la DC essaie de se faire le champion des intérêts lésés (des ingénieurs accusés de pratiques monopolistes, parce qu'ils veulent fixer un tarif minimum d'honoraires, des consommateurs, des petits-commerçants, des industriels de ASIMET—Associations des Industriels du Métal, etc). Pour la DC, l'essentiel est de ne pas perdre sa base, sans laquelle elle ne serait plus rien, dans l'espoir de pouvoir un jour offrir une solution de rechange.

A la fin de 73, le ton monte entre les porte-parole des deux fractions de la bourgeoisie et prend un tour très agressif. Au début de 74, deux mesures viennent mettre une sourdine à ces luttes "fratricides". D'abord, "La Prensa" disparaît. Ce journal, fondé en octobre 70, était largement déficitaire. Ce sont Frei et ses amis qui en faisaient les frais. Les divergences de plus en plus graves entre les tendances de la DC aboutirent à la suspension des crédits accordés par l'ancien président de la République. Ensuite, la Junte publia un décret réglementant le "receso" des partis politiques (mise en veilleuse), qui ne faisait que légaliser l'interdiction formelle de toute activité politique, lancée juste après le coup d'Etat. Cependant, par ce décret, la Junte signifiait en plus qu'elle allait désormais sévir contre ceux qui ne voulaient pas comprendre que l'ère des querelles "partisanes et politiciardes" était révolue. Ces menaces s'adressaient ouvertement à la DC et au secteur du PN gravitant autour de l'ex-sénateur Bulnes. Ces mesures vont précipiter la désagrégation de la DC. Il deviendra de plus en plus difficile de parler de la gauche, du centre et de la droite de ce parti.

En effet, les leaders de "la gauche", comme Tomic et Leighton, se sont exilés, et parmi la base progressiste, la tendance va vers un regroupement avec les partis clandestins de gauche, mais sur un mode plutôt individuel. Dans le parti, Frei a perdu con-

sidérablement d'audience par le soutien inconditionnel qu'il a donné à la Junte dans les premières semaines. Enfin, à la direction, Aylwin, Castillo, Olguin, etc, se font de plus en plus les champions de la défense des libertés et des droits humains. (7)

EVOLUTION DE LA DICTATURE CES DERNIERS MOIS

Au cours des derniers mois, le rapport de forces entre Pinochet et Leigh semble bien se déplacer en faveur du premier. Une série d'événements d'importance inégale tendent à le confirmer. En juin, un décret crée officiellement la DINA, la police politique dont nous avons parlé. Pinochet admet sans discussions, dans une interview au "Mercurio" (21 juin), que cet organisme fonctionne depuis plusieurs mois et qu'il "a déjà rendu d'excellents services". Cependant la Gestapo chilienne doit désormais échapper au contrôle exclusif de Leigh pour être placée sous la haute direction de la Junte, par l'intermédiaire d'un officier supérieur désigné par le président.

Quelques jours plus tard, ce qui n'était une surprise pour personne, Pinochet était consacré chef suprême de la nation, avec toutes les prérogatives attachées à la charge de président de la république. Désormais Pinochet joue en même temps le rôle de chef de l'exécutif et du "législatif", puisque la Junte, promulguant tous les décrets-lois, tient lieu de pouvoir législatif ! Une ascension somme toute fulgurante ! Mais l'événement essentiel, qui marque le glissement du rapport de forces internes aux Forces Armées, a été, début juillet, la formation du nouveau gouvernement, dont la composition indique très certainement **un renforcement politique du régime, mais un affaiblissement de sa tendance ouvertement fasciste.**

Le renforcement du régime est, à notre sens, la conséquence d'une alliance mieux soudée encore qu'auparavant, par-dessus la tête des représentants traditionnels de la bourgeoisie (partis politiques, leurs appareils, leurs politiciens de carrière), entre **divers courants de l'armée regroupés derrière Pinochet** (par opposition à la tendance fasciste de Leigh) d'une part et, d'autre part, **la grande bourgeoisie monopoliste** qui délègue ses technocrates les plus qualifiés et les mieux introduits dans les cercles dirigeants de l'impérialisme américain. Il ne s'agit sans doute pas d'un tournant dans la politique de la Junte, mais d'un **approfondissement de la dictature de la grande bourgeoisie monopoliste.** Les principales caractéristiques de ce nouveau Cabinet sont la perte d'influence de la Marine et de l'Aviation et le renforcement considérable de l'Armée de Terre, appuyée par les Carabiniers et formant l'essentiel du Gouvernement avec le trio de civils représentant la grande bourgeoisie.

La Marine perd en effet la Défense Nationale et les Finances. L'Aviation perd l'agriculture. L'Armée de Terre, par contre, qui contrôle l'Intérieur, y ajoute la Défense, les Mines et les Transports.

Par le Ministère de l'Intérieur, confié à un très proche collaborateur durant la minutieuse préparation du coup d'Etat, le général Benavides, Pinochet a un oeil sur le travail idéologique et l'organisation d'une base sociale d'appui, commencés par Leigh à la tête du Conseil de Développement Social dont nous avons déjà parlé. En effet, le ministre de l'Intérieur est désigné "exécuteur de la politique sociale du gouvernement". Par le ministre de la Défense, le fidèle Bonilla, Pinochet place un pion au-dessus de Leigh, rappelant à propos que le ministre de la Défense est le "grand patron" de la Justice Militaire !

La grande nouveauté de ce Cabinet, cependant, est la création du Ministère de la Coordination Economique, qui a sous son contrôle direct ceux de l'Economie et des Finances et qui supervise en plus les Mines, l'Agriculture et le Travail.

L'importance des trois représentants civils de la bourgeoisie est considérable et particulièrement celle du titulaire de la coordination, qui n'est autre qu'un ancien président du "comité des 9 sages" de l'Alliance pour le Progrès, ancien conseiller économique de Frei, premier négociateur avec les grandes compagnies US pour l'achat de 51 o/o de leurs actions des grandes mines de cuivre chiliennes et ministre des Finances de Frei en 1967 durant ... 3 jours seulement (ayant rapidement dû démissionner à la suite de protestations véhémentes de la gauche de la DC contre la politique d'austérité annoncée par le nouveau ministre !). Il s'agit de Raul Saez. Le Ministère de l'Economie reste à Leniz, mais son importance diminue, et celui des Finances est confié au vice-président de la Banque Centrale sous l'administration Frei, haut fonctionnaire de la Banque Mondiale, Jorge Cauas. Par ailleurs, les sous-secrétaires et les chefs des principaux services de l'administration ont été changés pour une bonne part et souvent remplacés par d'anciens hauts fonctionnaires de l'administration Alessandri (1958-64) ou d'autres choisis parmi la droite du haut personnel administratif de Frei (1964-70).

Si Pinochet et plusieurs de ses ministres se sont empressés de déclarer dès l'installation de ce nouveau gouvernement que la politique suivie jusqu'alors ne serait pas modifiée, une série d'indices montrent en tous cas que l'Etat va jouer un rôle interventionniste important. La simple création d'un Ministère de la Coordination Economique et la subordination à ce dernier de tous les ministères "économiques", montrent bien le rôle "planificateur" que l'on va faire jouer à l'Etat, rôle qui ne correspond pas exactement aux grandes déclarations des premiers mois sur le libéralisme économique.

(1) La CORFO (Corporacion de Fomento) est un organisme dépendant du Ministère de l'Economie, créé en 1939, sous le Front Populaire, pour formuler un plan général d'impulsion de la production.

(2) Certains auteurs nient tout simplement cette crise économique ! Dans les livres de Fournial et de Debray, cités dans le Chapitre I, on trouve la même affirmation avec les mêmes arguments en gros : au moment du coup d'Etat, "le redressement économique était en vue". Le redressement du prix du cuivre, la décision de plusieurs pays européens d'accorder des crédits et des prêts "pour le développement du Chili", "l'excellente qualité des semailles d'automne; Debray y ajoute "l'assouplissement de la réglementation des prix à l'intérieur", et Fournial, bien sûr, "l'amplification de l'aide des pays socialistes". Le premier conclut : "Il n'était donc pas insensé de vouloir gagner du temps pour diviser les forces centristes par la négociation ..."; et le second : "Tous ces faits ...permettent de penser que le peuple chilien était en passe de riposter victorieusement à l'agression économique ...".

Comme quoi un même mensonge peut servir des causes (apparemment) différentes ! Certes le prix du cuivre remontait ... mais il est redescendu six mois plus tard, et le Chili n'a aucune influence sur ce prix bien sûr. Les crédits européens ? Pour l'importation de produits alimentaires et de machines ! C'était important sans doute, le gouvernement n'avait plus de réserves de devises pour importer quoi que ce soit. Mais en quoi cela poussait-il au redressement économique ?

"L'aide" des pays socialistes ? Il s'agissait de ventes à crédit également. Les semailles ? Elles avaient été en grande partie sabotées par la grève des entrepreneurs de transports ... Quant à "l'assouplissement" du contrôle des prix, il avait commencé effectivement depuis quelques mois, faisant tomber le pouvoir d'achat des travailleurs à son point le plus bas des trois ans de l'UP. Cela faisait partie des concessions de l'UP à la bourgeoisie ...

La crise économique était le produit d'une lutte à mort de la bourgeoisie qui sabotait dans tous les domaines : refus d'investir, spéculation effrénée, grèves patronales, etc. Mais l'UP avait déjà fait faillite car elle n'avait plus les moyens de parer ces attaques ...

(3) Ce qui n'a quand même pas empêché la bourgeoisie d'interdire le PC en 1948 et de se livrer à plusieurs reprises à des massacres de travailleurs, par exemple.

(4) Frei, de son côté, dans une interview au journal "ABC" de Madrid déclarait, à fin septembre : "Les forces armées ont sauvé le Chili".

(5) De Diego Portales, "Fondateur de la république et de l'armée chiliennes". La Constitution "qu'il a donnée" au Chili, réclame "un gouvernement fort, centralisateur, dont les hommes seraient de véritables modèles de vertu et de patriotisme afin de remettre les citoyens sur le chemin de l'ordre et des vertus ...".

(6) Voir à titre d'exemple des extraits d'un discours télévisé de F. Leniz : Annexe III.

(7) L'échange de lettres entre Aylwin et le ministre de l'Intérieur, Bonilla, illustre bien ce souci de la DC de représenter tous ceux qui étaient disposés à coopérer avec la Junte mais qui sont rejetés par celle-ci, soit en raison de l'hégémonie qu'exerce la grande bourgeoisie au sein des classes dominantes, soit en raison de la politique économique qu'implique cette hégémonie.

Lorsque Aylwin rappelle (dans sa deuxième lettre) que "le caractère historique du Chili" est "la recherche permanente du consensus de la majorité" et qu'on ne peut l'ignorer, il ne fait que dire en d'autres termes que la lutte pour l'hégémonie au sein des classes dominantes ne doit pas s'appuyer sur la force et la répression; qu'elle doit conserver la souplesse de la démocratie bourgeoise ... Mais ce n'est pas une question de termes car Aylwin croit à cette "démocratie" et à ses "valeurs". Il ne prendrait pas, sinon, de tels risques pour les défendre !

chapitre 4

Bilan d'une année

Pour juger du succès ou de l'échec de la politique appliquée par la Junte au cours de cette année de dictature, on est obligé de faire ressortir premièrement les objectifs essentiels de son projet, une fois jugulées la classe ouvrière et les masses en général : **impulser une accumulation capitaliste accélérée, réorienter l'économie chilienne prioritairement sur l'exploitation intensive des ressources naturelles et favoriser les exportations.**

Ce projet implique d'autre part un certain nombre de conditions :

1. Pour favoriser une accumulation capitaliste, la Junte a pris les mesures permettant la surexploitation des travailleurs, augmentant la durée du travail, baissant fortement les salaires réels (1) et laissant entière liberté aux prix, à l'exclusion de quelques articles.

2. L'exploitation intensive des ressources naturelles ne signifiait pas uniquement exporter le maximum de matières premières, mais aussi donner la priorité aux industries utilisant les ressources minières (cuivre semi élaboré, molybdène, fer, etc...), les ressources de la mer (farine de poissons, conserves de crustacés, etc...), les ressources forestières (cellulose) et encourager l'exportation de celles-ci. D'autre part, augmenter la production agricole pour économiser des devises par la diminution des importations alimentaires. Ce projet nécessitait par ailleurs d'importants investissements dans le domaine des transports (routiers et maritimes avant tout). Le plan de développement présenté devant le Comité Interaméricain pour l'Alliance et le Progrès par le représentant de la Junte, au début de 1974, souligne parfaitement ces priorités. Un résumé des investissements "urgents" que réclamerait ce plan au cours des quelques prochaines années indique ce qui suit : (2)

– Mines (cuivre, fer, salpêtre)	475 millions Dollars
– Transports et communications	362 millions Dollars
– Agriculture (élevage, fruits, vins)	295 millions Dollars
– Bois, cellulose	145 millions Dollars
– Usine de concentré de molybdenite	106 millions Dollars
– Industrie chimique de base	130 millions Dollars

C'est-à-dire, uniquement pour les secteurs indiqués, plus de 80 o/o des investissements programmés en devises !

Ce projet, dont l'objectif, répétons-le, n'est pas de développer réellement l'économie du pays, mais d'assurer à la grande bourgeoisie chilienne une place "intéressante", quoique subordonnée à l'impérialisme, n'était concevable qu'avec un apport massif de capitaux étrangers.

LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS

Toutes les mesures économiques prises par la Junte au cours de l'année allaient dans le sens de ce projet initial : attirer les investissements étrangers et les orienter dans les secteurs définis comme "stratégiques". Globalement, au bout d'un an, le résultat n'est pas concluant. La Junte peut avancer comme explication du peu de succès qu'ont remporté jusqu'ici ses appels à l'extérieur, que le "statut de l'investisseur" étranger n'ayant été promulgué qu'en juin, il était difficile aux intéressés de se manifester plus tôt. En fait, ce n'est pas un hasard si ce statut n'a pas été établi, promulgué et publié plus tôt. La Junte, détenant les pouvoirs législatif et exécutif, aurait pu émettre son décret sans délais. Si elle ne l'a pas fait, c'est qu'elle savait parfaitement que les conditions minima n'étaient pas remplies pour des investissements importants au Chili, aux yeux des investisseurs potentiels. Donner le feu vert officiellement plus tôt aurait souligné un échec total et par trop voyant.

Quelles étaient ces conditions minima requises ? On peut les résumer en trois mots : rentabilité, sécurité, stabilité.

La rentabilité était la condition qui posait le moins de problèmes. Le mouvement de masses destructuré, les organisations de la classe ouvrière - politiques et syndicales - interdites, dissoutes, des dizaines de milliers de militants et cadres tués, emprisonnés, en exil ou réduits à un travail clandestin extrêmement difficile, il n'y avait guère de risques, pour les investisseurs, que les mesures permettant une surexploitation effrénée des travailleurs soient remises en question durant une longue période.

La sécurité, par contre, était une condition préliminaire — et elle l'est encore — qui ne peut donner entière satisfaction aux investisseurs. Le seul fait que la Junte maintienne l'"Etat de guerre interne", et qu'elle se refuse — jusqu'à fin août 74 pour le moins — à faire le moindre pronostic sur sa durée, suffirait déjà à faire naître des doutes sur le succès de son objectif : "extirper totalement et définitivement le cancer marxiste". Mais il y a plus. Régulièrement, la presse (qui ne publie que des nouvelles officielles, dans ce domaine en tout cas) annonce des tentatives de sabotage, parle d'attentats (incendies, explosions, etc...), nouvelles qui ne sont pas de nature à engendrer une totale confiance. Il est vrai qu'une partie de ces "attentats et sabotages" ne sont pas réels; qu'ils font partie de la campagne permanente d'intoxication des "services psychologiques" du régime, qui utilisent ces fausses informations pour justifier toutes sortes de mesures de répression ou pour camoufler des assassinats (3). Cependant, qu'elle soient authentiques ou fabriquées, ces nouvelles produisent le même effet à l'étranger, dès le moment qu'elles sont officielles.

Il faut dire, en plus, que les mesures de répression, visant à assurer le maximum de garanties possibles de sécurité, plongent la Junte dans un cruel dilemme : elles produisent un effet "fâcheux" à l'étranger. L'ambassadeur du Chili aux USA le disait lui-même au mois de mai 74 : "les informations publiées à l'étranger sur le Chili font du tort aux possibilités d'investissements américains dans notre pays." !

La Junte tente donc de donner au monde une image moins sanglante de sa dictature; c'est ainsi que, depuis le mois d'avril, elle a commué en années de prison presque toutes les peines de mort et libéré spectaculairement des prisonniers qu'elle préfère en définitive expulser du pays; ceci l'a obligé également à accélérer la sortie des personnes réfugiées dans plusieurs ambassades, au moment où les pays correspondants — la Colombie et le Mexique en particulier — déclenchaient une forte campagne internationale à ce sujet (et il ne s'agissait pas de n'importe quels réfugiés, mais de dirigeants et hauts fonctionnaires de l'UP et du gouvernement Allende, dont la Junte essaie maintenant d'obtenir l'extradition pour "délits de droit commun" ...).

Cette pression internationale ne signifie pas que la Junte ait renoncé à la lutte à mort contre les organisations clandestines (partis et syndicats) et contre leurs

militants ni qu'elle cesse d'arrêter, de torturer et de tuer. Cependant, le souci qu'elle doit prendre de l'"opinion" mondiale ne peut que gêner ses activités répressives et tend à les freiner.

RECHERCHE D'UNE STABILITE ECONOMIQUE

La troisième condition préliminaire à l'ouverture large de l'"Aide" étrangère, la plus importante certainement, consiste en un certain niveau de stabilité économique, qui apporte un minimum de confiance aux investisseurs. Un député démocrate-chrétien ouest-allemand, visitant le Chili à fin 73, le déclarait clairement à son retour en Allemagne de l'Ouest devant une assemblée de représentants de milieux économiques de son pays : *"Les investisseurs étrangers -disait-il- exigent premièrement la confiance. Dans le cas du Chili, on saura à quoi s'en tenir au moment de la renégociation de la dette extérieure"*.

Au moment de cette renégociation, au début de 74, les pays créanciers ont certes accordé à la Junte des facilités qu'ils avaient refusées à Allende, mais c'est aussi qu'ils avaient tout intérêt à le faire pour récupérer leurs "prêts". Cependant, ces facilités ont été accordées à certaines conditions. Premièrement, que le Chili reprenne sérieusement la question des indemnisations aux grandes compagnies nord-américaines, anciennes propriétaires de mines de cuivre chiliennes, et surtout que des mesures très sévères soient prises pour contrôler une bonne fois l'inflation persistante et qui reste la plus élevée du monde.

La première condition a été satisfaite rapidement : les accords déjà signés avec l'Anaconda (qui était propriétaire des mines de Chuquicamata et de El Salvador) coûtent au Chili 360 millions de dollars ! (4)

La deuxième condition reste le cauchemar des spécialistes de la Junte et de la Junte elle-même.

JUGULER L'INFLATION

A fin décembre 73, les "économistes" de la revue "Que Pasa" (fondée par l'Opus Dei en 1971), dont les vues correspondent exactement — et pour cause — à celles des économistes de la Junte, écrivaient ceci :

"La liberté généralisée des prix et, spécialement, l'ajustement du cours de l'escudo ont provoqué en octobre la plus forte hausse en un seul mois qu'on ait enregistré dans notre pays : 87.60 o/o. Et, bien que cela paraisse paradoxal, ce même mois, l'inflation chilienne a reçu un coup mortel ... A l'avenir, cela ne se reproduira plus. Au cas où il faudrait à nouveau ajuster le taux de change, cela se fera de façon pério-

dique et modérée ..." Début octobre, effectivement, la Junte avait procédé à une très forte dévaluation de l'escudo. Il existait sous l'UP plusieurs types de change. Pour les importations de produits alimentaires — qui représentaient 60 o/o des importations chiliennes — le change était de 25 escudos pour 1 dollar. Une des premières mesures économiques de la Junte fut donc de fixer le change à 280 escudos le dollar (supprimant les différenciations qui permettaient de freiner les prix des produits alimentaires importés, entre autres).

A fin août 74, le dollar se change officiellement à Santiago à plus de 1000 escudos ! On voit le chemin qui a été parcouru en dix mois et les perturbations que de telles dévaluations entraînent dans les plans de stabilisation du gouvernement.

L'inflation chilienne — contrairement à ce que prophétisaient les experts de la Junte — n'a pas été en 74 *"cette barque sans moteur qui n'avance que par sa force d'inertie"* (5). En janvier 74, lorsque l'indice officiel marqua une hausse de 16.4 o/o (ramenés plus tard à 14.1 o/o, par on ne sait quelle manoeuvre), les mêmes chantres de la "barque sans moteur" expliquèrent "l'accident" par une hausse saisonnière des produits agricoles (en plein été !). Mais, en février, lorsque cet indice augmenta encore de 24.5 o/o, le principal conseiller économique de la Junte, Raul Saez (qui deviendra en juillet ministre de la Coordination Economique), revenant des réunions du "Club de Paris", où il avait été renégocier la dette extérieure chilienne, "suggéra" un plan d'urgence qui, appliqué, aura des répercussions considérables — sinon sur le taux d'inflation (en tout cas jusqu'en août on n'en voit guère les répercussions) — du moins sur d'importants secteurs de la population. Ce plan consiste en une réduction drastique des dépenses de l'Etat. Mis au point dans les semaines suivantes, ce plan a été imposé, début juin, et communiqué par une circulaire de Pinochet aux ministres, sous-secrétaires d'Etat et chefs supérieurs de l'administration publique. Celle-ci précise notamment : *"... le succès du programme de restauration de l'économie nationale suppose un effort spécial de la part du secteur public. La dimension de ce secteur ... n'est pas compatible avec la stratégie de développement adoptée actuellement. Le haut niveau des dépenses publiques empêche un financement sain, obligeant à recourir à des émissions inorganiques de caractère inflationniste ..."*.

Les mesures adoptées en conséquence furent une réduction uniforme de 15 o/o des budgets de tous les ministères et services dépendant de l'Etat (Universités, entreprises d'Etat, etc), l'interdiction de tout achat (même de machines à écrire !) d'ici la fin de l'année et de toute nouvelle construction, l'obligation pour tous les organismes d'Etat de s'autofinancer (y compris Universités, télévision, etc) et le licenciement de 100'000 fonctionnaires (25 o/o du total). Licenciements qui seront échelonnés d'ici fin 1975 !

Ces mesures viennent frapper durement, en premier lieu bien sûr, la multitude de fonctionnaires qui iront grossir l'armée de chômeurs que des milieux de l'Eglise estimaient, en février 74 déjà, à plus de 15 o/o (les chiffres officiels ne reconnaissent qu'un taux de chômage d'un peu plus de 6 o/o); mais ces mesures auront de lourdes répercussions également sur le secteur étudiant (les étudiants pauvres recevront des prêts remboursables après leurs études !), sur le secteur de la construction (on relevait fin juin à Santiago déjà près de 80 entrepreneurs en faillite ou fermant leur entreprise juste avant la banqueroute) et sur divers secteurs de l'économie pour lesquels l'Etat était un client important (6).

En définitive, la Junte aura été incapable, au cours de cette année de dictature, de juguler l'inflation galopante. Inflation qu'elle a elle-même provoquée en bonne partie par sa politique économique. En une année, depuis le coup d'Etat, cette inflation s'élève en effet officiellement à plus de 700 o/o !!!

LA "RECUPERATION" DU COMMERCE EXTERIEUR

Pour prouver qu'elle remporte d'importants succès dans son "assainissement" de la situation économique, la Junte met constamment en avant dans sa propagande ce qu'elle appelle sa "récupération du commerce extérieur". Les chiffres bruts du montant des exportations paraissent effectivement "flatteurs". En réalité, ils proviennent, pour une bonne part, de la forte hausse du prix du cuivre sur le marché international, depuis le coup d'Etat jusqu'en avril 74. De 45 à 50 cents la livre qu'il était sous le gouvernement de l'UP, ce prix est monté en flèche jusqu'à 155 cents en avril dernier. Cependant, depuis lors, il est redescendu sans discontinuer pour évoluer autour des 85 cents au mois d'août. Il en va de même pour les chiffres concernant les réserves de devises. Si ces réserves ont fortement augmenté en une année, ce n'est pas la conséquence d'une "récupération" du commerce extérieur, mais simplement du rachat, par la Banque centrale, des dollars accumulés sous l'UP par des milliers de bourgeois et petits-bourgeois qui les avaient acquis au marché noir. Ce "succès" de la Junte s'est d'ailleurs traduit par une émission supplémentaire (pour racheter ces dollars) de quelque 200'000 millions d'escudos ! (chiffre approximatif puisque ces opérations de rachat se sont effectuées sur plusieurs mois, alors que le taux de change évoluait constamment). Une source d'inflation remarquable !

En définitive, au bout de cette année, il ne semble pas que les conditions essentielles devant permettre un apport massif de capitaux étrangers aient été suffisamment remplies. Jusqu'à fin août en tous cas, elles n'avaient pas permis de le susciter. Comme le précisait, au début de 74, un rapport sur le Chili du Comité Interaméricain de l'Alliance pour le Progrès : "Le succès de la politique économique projetée est intimement lié à la rapidité, à l'ampleur et à la qualité de l'appui financier extérieur". On peut en conclure que le bilan de cette année est loin d'être positif, non seulement dans l'optique des masses chiliennes (et même de secteurs de la bourgeoisie), mais aussi dans l'optique de la Junte.

Il ne faut pourtant pas se faire d'illusions : l'échec, dans ce sens, n'est pas total. Il y a, malgré tout, déjà un certain nombre d'investissements étrangers importants qui ont été décidés et qui ont donné lieu à des accords. Et il y en aura d'autres très certainement. Ce qui ne correspond pas aux espoirs de la Junte, c'est la rapidité et l'ampleur de ces investissements. Les deux principaux accords obtenus jusqu'à fin août concernent le secteur minier. L'un prévoit la constitution d'une société mixte chileno-brésilienne pour l'exploitation d'une nouvelle mine de cuivre; société dans laquelle le Brésil apporte les capitaux et le Chili ... la mine. Le Brésil s'annonce ainsi, comme cela était prévisible, digne successeur des USA pour l'exploitation des richesses de certains pays du continent (7).

L'autre accord, le plus remarqué, étant donné son origine, est venu de la Roumanie ! Il a été signé au mois de juin à Bucarest. Il prévoit, à court terme, l'implantation d'industries de base dérivées du cuivre, au Chili et en Roumanie, par des capitaux mixtes chileno-roumains; la création au Chili, par des capitaux roumains, d'une industrie de fertilisants et d'acide sulfurique. A plus long terme, cet accord envisage la construction par la Roumanie de plusieurs entreprises industrielles dans le domaine du plomb et du zinc.

Ce "geste" de la Roumanie dénote une confiance qui devrait encourager les investisseurs privés !

D'ailleurs, à la mi-juin, Leniz déclarait que de nombreux investisseurs avaient déjà manifesté un vif intérêt et que de nombreux projets étaient à l'étude pour un total de quelque 1000 millions de dollars, essentiellement dans le secteur minier (ces projets incluant les accords signés avec la Roumanie et le Brésil). D'autre part, la Corée du Sud aurait manifesté son désir "d'exploiter les richesses maritimes du littoral chilien", à travers une société mixte chileno-coréenne. Une société américaine prospecte les gisements de pétrole de la province de Magallanes et une société française ceux de charbon de la même région, gisements qui seraient "fabuleux"... (8)

Le pillage du Chili va reprendre sur une grande échelle !

Pinochet, à plus d'une reprise, a déclaré que *"le Chili s'était enfin débarrassé des doctrines passées qui prétendent que les capitaux étrangers sont nuisibles ..."*.

Quant au fameux "statut de l'investisseur" tant attendu, qui a été publié en juillet, s'il prévoit des mesures tendant à orienter ces investissements dans les secteurs correspondant aux priorités fixées par le "modèle de développement" de la Junte, il accorde par contre des avantages considérables aux intéressés. En particulier la franchise douanière pour l'importation de biens d'équipement destinés à des projets dont au moins 20 o/o du capital est étranger, la garantie de réexportation des profits et du capital en cas de fermeture d'une exploitation étrangère, la garantie de pouvoir convertir ces profits et reconvertir le capital en dollars au taux le plus avantageux, des exonérations fiscales, etc.

Le pillage du Chili va reprendre véritablement sur une très grande échelle !

POLITIQUE AGRICOLE

La Junte, dès le début, a proclamé sa ferme détermination de ne pas revenir en arrière, c'est-à-dire de ne pas permettre la reconstitution de latifundias. On peut très certainement lui faire confiance sur ce point. En effet, les grandes entreprises capitalistes agricoles, qui produisent près de 50 o/o de la production agricole du Chili, s'étendent sur des surfaces comprises entre 40 et 80 hectares RB (9). Ce n'est pas par hasard que la loi de réforme agraire votée sous Frei et appliquée par l'UP fixait à 80 h. RB la limite au-dessous de laquelle les domaines étaient inexploitables. Les grands propriétaires, pour échapper autant que possible à l'expropriation, divisèrent leurs terres en plusieurs propriétés de 80 h. RB maximum, procédant, avant l'entrée en vigueur de cette loi, à des ventes fictives à des parents ou des hommes de paille. La loi de réforme agraire stipula donc aussi l'interdiction de la division des propriétés. Cette disposition cherchait également à empêcher la constitution de domaines de dimensions trop réduites pour être rentables.

L'essentiel de la politique de la Junte à la campagne, au cours de l'année écoulée, a été de commencer la remise aux paysans de titres de propriété individuels, morcelant ainsi le secteur réformé. Jusqu'en août, plus de 3'300 titres de propriété ont été distribués. Ce plan de parcellisation du secteur réformé prévoit la remise de 6'000 autres titres d'ici la fin de l'année, et de 40'000 autres jusqu'à fin 1976. C'est-à-dire que d'ici cette date, tout le secteur réformé serait distribué en propriétés individuelles à quelque 50'000 familles.

Cette politique va permettre et favoriser la pénétration massive de capitaux dans ce secteur. C'est explicitement le projet poursuivi. En effet, deux autres mesures sont adoptées, qui vont accélérer cette pénétration. Premièrement, l'abrogation de l'interdiction de diviser les propriétés, *"afin que chaque propriétaire puisse ajuster la*

grandeur de son domaine à sa capacité financière et d'exploitation et pour permettre l'accès à l'agriculture de capitaux du marché financier et d'autres secteurs".

Deuxièmement, les paysans devront payer un impôt, non seulement sur le revenu, mais également sur la capacité potentielle maximum de production !

Ainsi, les nouveaux milliers de petits producteurs individuels, ou la plupart d'entre eux, vont rapidement vendre une partie de leurs terres (grâce à l'abrogation de la loi sur l'indivisibilité), afin de ne conserver que la surface qu'ils sont sûrs de pouvoir exploiter avec un rendement maximum ! De plus, comme le dit aussi crûment la Junte, ce système permettra aux petits agriculteurs de *"chercher le financement de leur exploitation à travers la vente d'une part de leur propriété; c'est un pas important dans la solution du problème agricole"* !

C'est effectivement un pas important ... vers la concentration capitaliste de l'agriculture (10). Qui va racheter ces parties de domaines ? Ceux qui disposent de moyens financiers importants : les grandes sociétés agricoles et même n'importe quel autre capitaliste, y compris ceux qui investissaient jusqu'ici dans des industries qui ont cessé d'être rentables, à la suite des nouvelles priorités fixées par la Junte.

POLITIQUE INDUSTRIELLE

Ces nouvelles priorités, nous l'avons suffisamment souligné dans le chapitre précédent, portent sur tous les secteurs liés directement et indirectement à l'exploitation intensive des ressources naturelles et destinées avant tout à l'exportation.

Il s'en suit une diminution sensible de l'activité des secteurs de production de biens de consommation destinés au marché intérieur. Cependant, la plupart de ces secteurs sont dominés par une ou quelques grandes entreprises dont on va favoriser la survie ou le développement, selon les cas, au détriment des petites et moyennes entreprises de chacun de ces secteurs.

Les chiffres concernant la production industrielle, connus à fin août, correspondent aux quatre premiers mois de 1974. Ils confirment la tendance d'octobre à décembre, soit **une baisse continue de la production et des ventes de l'industrie textile, des vêtements, des chaussures, des arts graphiques, des meubles, des boissons, des appareils électriques à usage domestique, etc.** Pour ces quatre mois, la diminution des ventes de ces branches, par rapport aux quatre premiers mois de 1973, est de **7,7 o/o ! L'indice de la production industrielle, par ailleurs, est tombé d'octobre 1973 à avril 1974 de ... 15 o/o !**

Ces chutes spectaculaires proviennent évidemment de la perte considérable du pouvoir d'achat des masses. En ce sens-là on peut dire que la politique de la Junte a remporté un succès remarquable, puisque tel était son objectif! Mais cette dégringolade est encore accentuée, depuis lors, par l'affirmation de la politique douanière commencée à fin 73 et les dévaluations successives.

Dans ce domaine, la Junte s'est fixé comme tâche "la répartition interne des nouveaux investissements" selon ses priorités, "une large ouverture de l'économie chilienne vers les marchés extérieurs" et "la création des conditions pour que le secteur industriel se spécialise".

Autrement dit :

1. si les dévaluations successives favorisent les exportations, elle renchérisent énormément les coûts de production des industries qui doivent importer matières premières, produits semi-manufacturés, etc;
2. par une forte diminution, voire la suppression, des taxes douanières sur certains articles et produits de consommation, les industries correspondantes chiliennes sont mises face à une concurrence étrangère insoutenable.

Cette politique conduit à la fermeture d'entreprises et au déplacement de capitaux vers les secteurs désormais prioritaires et favorisés.

Ainsi, par exemple, le représentant des industriels du meuble déclarait à fin juin dernier à la revue "Ercilla" :

"Les industriels du meuble tiennent leurs dépôts absolument pleins et les entreprises les plus petites sont déjà en train de fermer, car elles n'ont pas les moyens financiers de faire face à la forte diminution de la demande. Conséquence : chômage pour une partie des 10.000 travailleurs de cette branche".

De son côté, le président de l'Association des Industriels de la Métallurgie (ASIMET) affirme que la politique douanière du gouvernement va signifier la fermeture de nombreuses entreprises, et il ajoute :

"Nos bénéfices sont déjà minimes : les produits importés bénéficient de subventions dans leurs pays d'origine; la politique de réadaptation des salaires implique une continuelle augmentation des coûts de production — l'incidence des salaires sur le prix de nos produits est de 40 à 50 o/o; enfin, dans notre secteur, il n'est guère possible de se reconvertir".

L'industrie textile est un bon exemple de ce que nous avançons plus haut, à propos de secteurs en perte de vitesse, mais dominés par quelques grandes entreprises qui se renforcent.

Cette branche est la deuxième en importance de toute l'industrie chilienne, quant au volume de la production et au nombre de travailleurs qu'elle occupe (près de 95.000). Quelques grandes sociétés dominent la branche : YARUR, SUMAR, SAID, HIRMAS, qui, à elles quatre, occupent plus de 20 o/o des travailleurs du textile, répartis entre 1.800 entreprises!

Sous le gouvernement de l'UP, toutes les grandes sociétés textiles étaient passées sous contrôle de l'Etat. Aujourd'hui, à l'exclusion d'HIRMAS, elles ont toutes été rendues à leurs propriétaires (la grande bourgeoisie ne pardonne pas à la famille Hirmas de "s'être empressée" de vendre ses usines textiles au "gouvernement marxiste").

La restitution de ces entreprises a été assortie de conditions plus lourdes que dans les autres branches. C'est-à-dire qu'en plus de la reconnaissance des dettes contractées par leur entreprise durant son passage dans l'APS, les industriels du textile seront astreints, d'ici fin novembre 74, à effectuer de nouveaux investissements.

Comme le déclare le super-intendant du gouvernement pour l'industrie textile, celle-ci "se trouve confrontée au plus grave défi de son histoire, avec la liberté d'importation et bientôt la concurrence provenant du Marché Andin".

Par ailleurs, l'industrie textile n'a pas de perspectives d'exportation et, comme nous l'avons vu, ses ventes ne cessent de baisser...

Cependant, le trust YARUR a déjà remboursé toutes ses dettes à l'Etat, a procédé aux investissements exigés, a augmenté sa production et ses ventes et a même déjà vendu sa production des six prochains mois, comme l'a déclaré, début juillet, l'un de ses représentants!

Et la Junte ne cesse de parler de sa "lutte contre les monopoles" ! (11).

Dans la plupart des secteurs de biens de consommation pour le marché intérieur, seuls résisteront ceux qui disposent de moyens financiers leur permettant soit de patienter, soit de racheter leurs concurrents pris à la gorge.

La concentration capitaliste accélérée étant le but recherché, il s'agit encore d'un succès de la politique de la Junte. "Succès" qui se traduit par des milliers de nouveaux chômeurs (ouvriers, employés, techniciens, etc), par des faillites (pour les petits et moyens industriels qui tentent de lutter jusqu'au bout et succombent) ou par des transferts de capitaux vers de nouveaux horizons (pour ceux qui prennent les devants et vendent leur affaire avant qu'il ne soit trop tard).

En conclusion, cette année de dictature militaire à tendance fascisante a signifié la répression la plus terrible connue par un peuple du continent sud-américain, la

perte de toutes les libertés, un retour au niveau de vie d'il y a des dizaines d'années, la perte de quasi toutes les conquêtes sociales gagnées au cours de longues et sanglantes luttes (augmentation de la durée du travail, modification du système de prévoyance sociale au détriment des salariés, etc).

Cette année a signifié pour de larges couches de la petite-bourgeoisie la prise en charge, par elles aussi, du coût de l'accumulation capitaliste et de l'exploitation impérialiste et, par conséquent, de lourdes désillusions après la période de "fraternisation" avec la bourgeoisie et la grande bourgeoisie pour jeter à terre la "dictature marxiste".

Les associations professionnelles, les fameux "gremios", enregistrent le contre-coup de cette situation. La guerre est ouverte désormais entre la Chambre Centrale du Commerce (défendant avant tout les intérêts du grand commerce, de l'export-import, etc) et la Confédération du Commerce de Détail, dirigée par un des leaders du "mouvement gremialiste", Cumsille, qui "a tant fait" pour la chute d'Allende!

La guerre est ouverte à l'intérieur même des associations professionnelles, chez les avocats, entre les inconditionnels de la Junte et les "démocrates" qui veulent défendre les droits humains et prennent même des risques, parfois, dans la défense de prisonniers politiques; chez les médecins, entre les petits indépendants et les praticiens "de luxe", chez les ingénieurs, techniciens, etc., entre les petits indépendants également et les fonctionnaires d'une part et, d'autre part, ceux que la grande bourgeoisie entretient grassement.

La guerre est ouverte entre petits paysans et grandes sociétés agricoles, entre sociétés agricoles et industrie alimentaire; entre industrie d'exportation et industrie du marché intérieur; au sein de cette dernière entre "grands" et "petits", mais pas uniquement, puisque ce sont les grands industriels de la métallurgie qui mènent la lutte contre la politique économique de la Junte! Même chez les patrons camionneurs et entrepreneurs de transports, "troupe de choc" de la contre-révolution en octobre 1972 et août 1973, on se divise entre "grands" et "petits" et l'on s'inquiète des milliers de fonctionnaires licenciés à qui Pinochet veut vendre de vieux véhicules de l'Etat pour en faire autant de nouveaux entrepreneurs de transports!

En un mot, les lois et contradictions du capitalisme et la lutte des classes sont plus fortes que les avions, les chars et les fusils de la Junte et, surtout, sont plus fortes que les tentatives d'intégration fascisante, d'implantation de ce grand "mouvement civico-militaire" qui devrait les cacher, les nier, pour réunir "toute la nation" dans la "noble tâche de restauration et reconstruction nationale."

Récemment, dans une déclaration au "Mercurio", Pinochet ne pouvait dissimuler sa "déception" face à ces manifestations toujours plus nombreuses de mé-

contentement (pour le moins), de désapprobation ou de refus de sa politique :

"Nous ne pouvons pas ne pas nous rendre compte que cette même population, qui nous a reconnus comme des bienfaiteurs pour avoir mis fin au funeste régime de l'Unité Populaire, semble oublier nombre des malheurs qu'apporta ce régime... On ne s'en souvient pas assez et c'est pour cela que surgissent à chaque pas des incompréhensions et des réclamations, parce qu'on n'a pas encore réussi à apporter les solutions aux problèmes engendrés par trois ans d'un gouvernement qui a détruit toutes les bases de la vie sociale du Chili. En particulier, il n'existe pas d'appui suffisant pour une politique dure mais indispensable dans le domaine économique ..." ! !

Et Leniz lui fit écho peu après, déclarant devant la télévision :

"La grande masse des consommateurs est la grande bénéficiaire du système économique que nous sommes en train d'introduire, et les résistances aux changements qu'on observe dans le pays proviennent généralement de groupes très organisés, qu'ils soient industriels, commerçants ou syndiqués ..." !

NOTES – CHAPITRE IV

(1) Quelques données générales sur l'évolution des salaires de septembre 1973 à septembre 1974 en relation avec l'augmentation du coût de la vie - voir Annexe V.

(2) Selon des calculs présentés par la revue "Que Pasa", No 149.

(3) Un exemple : En décembre 1973, la Junte annonce que 5 terroristes ont été abattus alors qu'ils allaient faire sauter des pylones à haute tension à Santiago. Toute la presse donne une grande importance à cette "preuve de la nécessité de maintenir une étroite vigilance. En réalité, les 5 "terroristes" étaient des militants du PC qui avaient été arrêtés plusieurs jours avant, torturés et assassinés. Leurs cadavres étaient encore utiles à leurs bourreaux : ils permettaient de justifier un renforcement des mesures "de sécurité" et de répression quelques jours avant Noël ... !

(4) L'accord signé avec l'Anaconda, par le délégué de la Junte, prévoit le paiement au comptant de 60 millions de dollars pour les 49 o/o d'actions de Chuquicamata et El Salvador nationalisés par Allende. Pour les 51 o/o des actions rachetées sous Frei, mais dont une petite partie avait été payée, le Chili versera 194 millions de dollars, en 18 semestrialités, de 1975 à 84, plus un intérêt annuel de 10 o/o, moins l'impôt sur les intérêts, de 40 o/o, soit au total près de 300 millions de dollars pour les 51 o/o du capital-actions.

Avec les premiers versements effectués sous Frei (un peu plus de 20 millions), l'Anaconda aura pour finir encaissé quelque 400 millions de dollars pour ses installations alors qu'elle n'y a jamais investi plus de 200 millions de dollars et qu'elle a tiré de l'exploitation de ses deux grandes mines 427 millions de dollars de bénéfice de 1965 à 70 seulement.

(5) Ce langage "poétique" est celui des économistes de "Que Pasa"!

(6) Sous Frei le secteur de la construction avait pris un essor considérable en raison des investissements importants effectués par l'Etat. Cet essor avait été d'ailleurs l'occasion pour plusieurs personnalités de la DC de se tailler de belles fortunes. A. Labrousse en cite quelques exemples célèbres au Chili, dans son livre "L'expérience chilienne".

(7) Un accord a été signé fin juillet portant sur la création d'une "Commission spéciale coordinatrice d'intégration chileno-brésilienne" !

(8) Parmi les projets moins importants, le gouvernement a laissé entendre qu'une société suisse voudrait installer une entreprise textile (!) de même que des industriels français, belges et espagnols.

(9) L'hectare irrigué de la vallée centrale sert d'étalon pour évaluer l'importance de chaque domaine. Mille hectares peuvent ainsi correspondre par exemple à 80 HRB (Hectares Riegos Basicos), suivant la situation géographique, la qualité, l'irrigation ...

(10) Le projet de la Junte est de passer, de 1973 à 1980, de 600 millions de dollars d'importation de produits alimentaires à ... zéro afin de tenter d'équilibrer la balance des paiements. Elle pousse donc à une rationalisation capitaliste de l'agriculture et à une exploitation intensive par une mécanisation poussée.

(11) La Junte fait effectivement grand bruit autour de sa "lutte contre les monopoles". Dans sa campagne idéologique, une fois de plus, elle reprend les thèmes et slogans de l'UP qu'elle retourne à son avantage. Ce genre d'opération est facile, étant donné l'extrême faiblesse de la lutte idéologique qu'a menée l'UP et son contenu des plus vagues découlant de sa politique de collaboration de classes. L'UP, en effet, s'est toujours refusée — en raison de sa stratégie d'alliance — à développer une propagande anti-capitaliste. Elle insistait sur la lutte à mener contre l'impérialisme, l'oligarchie et les monopoles (dans l'optique — qui n'est pas nouvelle — que les monopoles ne représentant qu'une poignée d'individus, la grande majorité de la nation pouvait être rassemblée autour du slogan : lutte contre les monopoles. Le terme "monopole" est ainsi devenu, au Chili, le symbole quasi exclusif de l'exploitation, de la misère, de ce qui empêche le développement du pays. La Junte a repris le slogan à son compte et mène — sous cette couleur — une lutte impitoyable contre tous les petits producteurs, petites et moyennes entreprises qui tentent de passer entre eux des accords de prix ou de marché pour résister à la concurrence ... des vrais monopoles.

chapitre 5

Perspectives

Au cours de l'année écoulée, la base sociale d'appui de la dictature s'est brisée. Il ne reste que certains secteurs pour soutenir inconditionnellement la Junte. La grande masse des travailleurs ne l'a jamais appuyée, la majorité des couches petites-bourgeoises souffre et se plaint de sa politique, des secteurs de la bourgeoisie réproouvent la répression trop dure et réclament plus de liberté afin de pouvoir, comme par le passé, participer à la répartition du pouvoir. D'autres secteurs (parmi les industriels) sont opposés à la politique économique de la Junte.

A l'intérieur des forces armées, si nous avons insisté sur les divergences parmi les officiers, entre partisans de cette dictature et partisans d'une dictature qui accentue ses tendances fascistes, nous n'avons pas relevé encore que, parmi les officiers de grades moyens et inférieurs, parmi les sous-officiers et soldats qui avaient appuyé la Junte, soit par discipline, soit par conviction qu'il fallait rétablir l'ordre, on note de plus en plus de signes de dégoût et de démoralisation (1).

L'Église elle-même est nettement divisée jusque dans sa hiérarchie. Le document adopté, fin avril dernier, par la conférence épiscopale chilienne (par 20 voix contre 4) réprouvait, avec une prudence extrême il est vrai, le non-respect des droits de l'homme : *"... comme pasteurs nous voyons des obstacles objectifs à la réconciliation entre Chiliens. De tels obstacles ne peuvent être surmontés que par le respect strict des droits humains formulés par les Nations Unies et par le Concile Vatican II, droits que la Déclaration des Principes de la Junte a justement qualifiés de "naturels et antérieurs et supérieurs à l'Etat". Le respect de la dignité de l'homme n'est pas effectif sans le respect de ces droits ..."*

Cependant, nous ne pensons pas que la fin de la dictature soit imminente pour autant, ni surtout que celle-ci s'écroulera sous le poids de ses contradictions.

L'apport des capitaux étrangers — investissements, crédits — va certainement aller en s'accroissant, même si cet accroissement ne prend pas les proportions que réclameraient les projets et besoins du régime. Cette "aide" va tout de même permettre à la Junte de pallier au plus pressé et d'apporter quelques "soulagements" aux secteurs de la bourgeoisie touchés économiquement par sa politique.

D'autre part, la Junte va déployer tous ses efforts (elle le fait déjà, mais elle va les intensifier) pour dissimuler les aspects les plus voyants de sa répression. Que lui sert de condamner à mort si elle peut "faire décéder" un adversaire dans le silence des salles de tortures capitonnées, ou le mettre en prison à vie ? Ou que lui sert de condamner à des années de prison tel autre ennemi, moins dangereux, ou moins haï, si elle peut simplement s'en débarrasser en le mettant à la porte du pays ? Il ira témoigner à l'étranger de la sévérité de la répression ? Mais sa présence, là où il en parlera, prouvera que la Junte n'est pas si barbare puisqu'il est en vie et en liberté !

D'ailleurs, ces derniers mois, on prend plus de précautions et l'on explique que les rafles de quartiers entiers ont pour but de traquer "des délinquants, des voyous, des drogués, des trafiquants de faux dollars" ! En réalité, la répression ne diminue pas, mais la Junte déploie maintenant d'énormes efforts et de grandes précautions pour qu'elle soit moins visible, presque invisible aux yeux de tous ceux qui n'en souffrent pas directement.

Il y a les "extrémistes" et les "professionnels de la violence", la "pègre". Ils ont fait alliance, affirme le directeur-général de la police, Baeza, et la répression ne s'abat que sur eux. Ce dernier, chargé de développer cette campagne "d'explication" à la population, affirme que *"la campagne de l'extrême-gauche est financée non seulement par des faux dollars importés et par le trafic de drogues, mais aussi par le produit des vols effectués dans les hold-up. Il s'agit d'éléments de la pègre*

chilienne qui reçoivent des instructions de ces extrémistes ... Nous voulons exterminer la délinquance des "poblaciones" parce que nous estimons que les gens modestes ont autant le droit que le reste du monde, et même plus, de bénéficier de la tranquillité pour eux et pour leurs enfants ..." (2).

C'est le "truc" classique : faire croire que les extrémistes politiques sont des délinquants, que ces derniers sont liés aux premiers et que tous ensemble obligent les gouvernants à maintenir des mesures répressives qu'ils préféreraient supprimer ...

Malgré toutes les contradictions qui traversent la société chilienne, malgré la crise de domination de la bourgeoisie, résolue "momentanément" par la dictature (qui empêche pratiquement son expression politique et publique), malgré certaines apparences moins agressives qu'elle tente de se donner, nous pensons que cette dictature, tout en gardant une instabilité permanente, s'est sensiblement renforcée au cours de la dernière période. Renforcement qui s'est exprimé par la confirmation et la consécration du rôle dominant de Pinochet et la constitution du nouveau gouvernement en juillet.

Ce renforcement provient du fait que l'opposition relative à la Junte n'a pas été capable d'apparaître comme pôle alternatif à la dictature actuelle et que la Résistance n'a pas été capable de se regrouper organiquement pour commencer d'atteindre, de convaincre et d'organiser des fractions importantes dans les secteurs mécontents (y compris dans la petite-bourgeoisie, les fonctionnaires, etc).

C'est-à-dire que la DC — l'opposition relative — qui tente de maintenir sous son contrôle ou de gagner tous les secteurs de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, brimés ou réprimés par la politique de la Junte, n'a pas été capable jusqu'ici d'apparaître à leurs yeux comme une solution possible de rechange. (3)

C'est-à-dire — d'autre part — qu'aucun des partis de gauche ne peut à lui seul, au sein de la classe ouvrière et des masses travailleuses, apparaître comme "l'outil" susceptible d'impulser et diriger une lutte efficace contre la dictature. Certes, une fraction importante du PS semble s'être considérablement rapprochée du PC, ce qui renforce ce dernier. Mais l'échec de l'UP est trop proche et a été trop lourd pour que ces deux partis puissent s'imposer facilement dans ce sens. Non que les masses "tiennent automatiquement la leçon" de l'échec du réformisme. Leur scepticisme à l'égard des solutions proposées par le PC et le PS provient davantage d'un découragement que d'une radicalisation.

Pour surmonter ce découragement, pour permettre une restructuration du mouvement de masses et pour que la "Résistance" puisse exploiter la cassure du bloc social d'appui de la Junte et affaiblir réellement cette dernière, il est indispensable — tout le monde est d'accord sur le principe — que les partis qui survivent dans la clandestinité parviennent à un certain niveau d'unité.

Actuellement, la masse des travailleurs ne veut pas entendre parler de divergences entre partis, à cause du souvenir des querelles sectaires sous le gouvernement de l'UP, où bien des réunions et des discussions, dans les organisations d'entreprises ou de quartiers, tournaient à des empoignades entre le PC et ses alliés et la gauche de l'UP. Souvenirs aussi de défilés ou de meetings "unitaires" qui se terminaient à coups de pierres entre participants. Souvenirs encore, dans les entreprises, des manœuvres du PC pour "doubler" les "cordones industriales" existants, etc, etc.

A ce désir d'unité, tous les partis de la "Résistance" répondent : *"Nous sommes pour l'unité la plus large possible"*. Tout va dépendre dès lors de la signification que chacun accorde à cette phrase ...

Quelles sont donc les positions en présence au sein de la "Résistance" chilienne ? Quelles sont les propositions avancées par les principaux partis clandestins de la gauche ? Sur quelles bases veulent-ils construire cette unité que tous désignent, à juste titre, comme primordiale ?

Deux positions opposées s'affrontent, représentées et défendues principalement par deux partis : le PC et le MIR (4). Deux positions fondamentales qui reprennent et poursuivent le débat qui a présidé à la définition de la stratégie de l'UP, face à la bourgeoisie au cours des années précédentes. Deux conceptions qui ont été au centre de toutes les divergences au sein de la classe ouvrière et du mouvement de masses durant cette période. La première affirme que "l'oligarchie et les monopoles" liés à l'impérialisme ne représentent que 10 o/o de la population, qu'il s'agit donc d'unir, dans une vaste alliance la plus large possible, la grande majorité des 90 o/o restant de la population contre eux, y compris les petits et moyens industriels et tous les secteurs de l'économie exploités par ces monopoles, en vue "d'une transformation profonde et définitive de la structure économique capitaliste du Chili (5).

Ce qui revient exactement à dire que les contradictions inter-bourgeoises au Chili peuvent être antagoniques au point qu'une fraction de la bourgeoisie, représentée par la DC, accepte de faire alliance avec la classe ouvrière pour éliminer l'autre fraction, représentée par le PN. Ce qui revient aussi à nier que ces deux fractions de la bourgeoisie ont certains intérêts en commun qui seraient atteints au même titre de part et d'autre si l'on atteignait ceux d'une des deux fractions.

La deuxième position, plus réaliste, se trouve exprimée succinctement, entre autres, dans un texte du MIR de 1969 :

"Le pouvoir est entre les mains d'une alliance qui rassemble l'impérialisme et les bourgeoisies industrielle, financière et agraire. Il n'existe pas au Chili de secteur de la bourgeoisie "anti-impérialiste" ou "national" susceptible d'entrer dans une

alliance ayant pour objectif la révolution. Notre révolution, par conséquent, sera à la fois anti-impérialiste et anti-capitaliste, c'est-à-dire fondamentalement socialiste".

Il s'agit d'une divergence et d'un débat qui dépassent de loin les frontières chiliennes et la situation présente de ce pays. Mais il faut peut-être se demander si le problème n'est pas posé différemment aujourd'hui, face à une dictature implacable, qui réprime politiquement, physiquement, économiquement — d'une façon ou d'une autre — près de 90 o/o de la population. Est-ce que cette situation justifie la recherche d'une alliance de la classe ouvrière dans laquelle la phrase "aussi large que possible", signifie : y compris avec la DC, c'est-à-dire avec la fraction de la bourgeoisie qui a été déplacée du pouvoir ?

A cette question, le PC répond oui sans hésitation :

"La ligne de partage entre le peuple et ses ennemis ne saurait être tracée par rapport au passé ... La barrière essentielle n'est pas celle qui séparerait le gouvernement de l'opposition avant le coup d'Etat, mais celle qui sépare les fascistes et les putschistes, usurpateurs du pouvoir, de ceux qui subissent les conséquences de leur politique réactionnaire, de ceux qui sont partisans de la rénovation de la démocratie, des changements sociaux progressistes, de l'indépendance nationale" (6).

Le MIR, pour sa part, répond non :

"La DC, comme représentante d'une fraction de la classe dominante, ne lutte pas en réalité pour la restauration des libertés démocratiques pour tout le peuple. Son objectif est la restauration des libertés démocratiques à son propre usage, comme fraction bourgeoise, soit la restauration du jeu flexible entre les distinctes fractions bourgeoises, qui lui permette de participer, pour une plus grande part, à la répartition du pouvoir et de l'excédent économique du pays. Une fois qu'elle obtiendra cela, grâce à un large appui populaire, elle se retournera contre le peuple... Cependant, nous ne devons pas confondre le parti DC, sa direction, ses représentants, Frei et Hamilton, Carmona, etc., avec un secteur de la petite-bourgeoisie démocratique, représenté par Leighton, Donoso, etc., qui, malgré certaines hésitations, se sont opposés au renversement d'Allende avant sa chute, ont émis, immédiatement après le coup d'Etat militaire, des déclarations le condamnant, et qui constituent aujourd'hui une fraction organisée virtuellement en dehors de la DC. Avec ceux-ci, il est possible de sceller une alliance". (7)

La premier mai était publié, à Santiago, un document signé "UP", reprenant presque point par point le document de décembre 73 du PC. Il s'agit en réalité d'un texte du PC et d'une fraction du PS (8). Il précise :

"La participation de la DC dans un front anti-fasciste est une nécessité de la plus grande importance ..."

Il ne s'agit nullement d'une vaine querelle comme le prétend le MAPU :

"La polémique sur l'entrée dans ce front de l'ensemble de la DC ou seulement de son secteur progressiste est une fausse polémique ... L'élément principal est que le front ait une direction révolutionnaire ... " (9)

Ce qui laisse croire que la DC pourrait participer à un front dont la direction serait révolutionnaire ! On retrouve la position ambiguë qui caractérisait souvent le MAPU à l'époque du gouvernement de l'UP, cherchant constamment à concilier sur sa droite et sur sa gauche les positions de l'UP et de la Gauche révolutionnaire (particulièrement jusqu'à la scission du MAPU en deux, début mars 1973).

Il est évident pour nous que la DC ne se soumettra pas à un front "dont la direction serait révolutionnaire".

L'objectif de la DC reste la recherche d'un équilibre dans la répartition du pouvoir entre les différentes fractions bourgeoises, comme le rappelait Aylwin, sous une autre forme, dans sa lettre au général Bonilla (10) :

" La stabilité institutionnelle et le progrès se fondent sur la recherche permanente du consensus de la majorité ... "

Dans ce but, la DC cherche à regrouper une large base sociale : couches petites-bourgeoises, ouvriers, pauvres de la campagne et des villes. Et pour cela, elle brandit les mots d'ordre de "libertés démocratiques", "défense du niveau de vie", etc. Pour atteindre son objectif, elle tente d'utiliser également la base sociale ouvrière et populaire des partis de l'UP. Mais, dans la mesure où le PC et le PS ont reconstitué une partie de leurs forces dans la clandestinité, et en raison de l'influence réelle que ces partis conservent au sein des masses populaires, le projet de la DC implique de ce parti qu'il fasse certaines "ouvertures" en direction des deux autres.

C'est pourquoi la DC peut être amenée à un moment donné à entrer dans un front anti-fasciste dont l'objectif pourrait être celui que propose le document de l'UP du premier mai dernier :

"La chute de la dictature, la destruction de l'Etat totalitaire et policier qu'elle a créé, la construction d'un nouvel Etat démocratique national, pluraliste et populaire qui développe toutes les conquêtes que le pays et le peuple ont réalisées, qui liquide le pouvoir de l'impérialisme et de la grande bourgeoisie monopoliste et agraire, et qui protège les intérêts des grandes masses nationales en bâtissant une économie nouvelle qui garantisse le développement indépendant du pays".

Ce ne serait pas la première fois que la DC "appuierait" un programme semblable (en octobre 1970, lorsque forcée de choisir, elle vota pour Allende ...!). Cependant, pour l'UP, proposer un tel objectif à un front anti-fasciste incluant la DC, cela revient à croire, une nouvelle fois, que la DC, le moment venu, fera passer ses inté-

rêts de classe après ses intérêts de fraction de classe. Or l'expérience toute récente de l'échec de la "voie chilienne", qui présupposait justement une alliance avec la bourgeoisie "nationale", représentée par la DC, contre les monopoles, l'oligarchie et l'impérialisme, a clairement montré de quel côté "penche" la DC au moment des grandes décisions.

Si aujourd'hui, par la nécessité de s'assurer, elle aussi, une base "aussi large que possible", la DC parle le langage de la défense du niveau de vie et de la défense des libertés, elle n'en représente pas moins, en tant que parti, une fraction de la bourgeoisie, liée aussi bien que l'autre à l'impérialisme (11). Une fraction de la bourgeoisie qui, si elle se voit contrainte bientôt à sceller une alliance sur sa gauche pour reconquérir son plein droit de participer au pouvoir, le fera en posant ses conditions, qui pourraient très bien être, en premier lieu : la limitation du front anti-fasciste aux partis "marxistes-démocratiques", comme Tomic, en 1972, appelait "les partis de l'UP qui refusent les conceptions d'autres groupes visant à dénaturer le programme d'Allende", c'est-à-dire aux partis se proposant de lutter pour la restauration d'une démocratie bourgeoise, comme alternative obligatoire à la dictature actuelle.

Et une autre condition que la DC pourrait certainement poser, dans de telles circonstances, serait le refus de principe de la lutte armée, car elle sait parfaitement que, si un jour la classe ouvrière prend les armes pour abattre la dictature, il n'y aura pas que la Junte et ceux qui l'ont soutenue inconditionnellement qui seront menacés, mais aussi ceux qui, après avoir préparé le terrain pour le coup d'Etat, veulent aujourd'hui se faire passer pour les défenseurs des masses opprimées.

On ne serait pas surpris d'ailleurs que de telles conditions aient déjà été posées par la DC. Il est en tous cas inquiétant de constater ce qui se passe au sein de la "Résistance" chilienne à ce propos. En décembre, le PC appelait à "un front le plus large possible", englobant les secteurs de la DC qui s'étaient prononcés contre le coup d'Etat. Mais, par la suite, le PC a défendu le principe d'une **alliance indispensable avec la DC** en tant que telle, ce qui ressort clairement du document du premier mai, cité plus haut, et signé "UP".

Au début de l'année, le MIR a remis à tous les partis de la gauche chilienne à l'intérieur du pays un document devant servir de base d'accord pour la constitution d'un **Front Politique de la Résistance** d'une part et d'un **Mouvement Populaire de la Résistance** d'autre part formé par l'ensemble des Comités de Résistance qui pourront être créés dans les fabriques, les fundos, les écoles, les universités, etc. La majorité des partis de l'UP ont rapidement donné leur accord de principe. Par contre, le PC s'est obstinément refusé à répondre même à cette proposition !

Le PC, une nouvelle fois, engagé dans sa poursuite d'une alliance avec une bourgeoisie soi-disant "nationale", "démocratique" et aujourd'hui, en plus, "anti-fasciste",

est obligé de donner des gages, de faire des concessions qui revêtent une gravité tragique pour l'ensemble de la "Résistance" chilienne, car c'est de ces "faiblesses" que la dictature tire sa force. Ce sont elles, en effet, qui permettent à la Junte, malgré le rétrécissement spectaculaire de sa base sociale, de sortir renforcée (apparemment du moins) de cette première année de dictature. Ces concessions revêtent une extrême gravité également, car elles déterminent, en fait, les perspectives que "l'UP" veut imposer à l'ensemble de la "Résistance"; elles déterminent le choix des moyens d'action et de lutte, posent des limites à l'activité déployée, désignent des priorités.

Et tout ceci pour atteindre quel objectif ? Pour obtenir l'adhésion de la DC à un "large front anti-fasciste". Or, on ne le répétera jamais assez, un tel front signifie une alliance avec la direction de la DC, avec les Aylwin, les Castillo, etc, avec ce que ceux-ci représentent. Une telle alliance ne pourra jamais se fixer comme objectif maximum que celui qui peut convenir à la direction de la DC et à la fraction de la bourgeoisie qu'elle représente. Cela ne peut même pas être le retour à une démocratie bourgeoise traditionnelle ni le rétablissement des libertés essentielles, car la bourgeoisie chilienne, dans son ensemble, a fait l'expérience qu'elle ne peut plus exercer sa domination "démocratiquement". Même s'il existe des nuances d'appréciation importantes entre ses différentes fractions à ce sujet, la bourgeoisie a frôlé le danger de trop près pour prendre de tels risques ...

Tout cela ne veut pas dire, cependant, que les luttes internes de la bourgeoisie, dans le cas particulier la lutte que peut développer la DC pour le rétablissement de certaines garanties, pour le respect de certains droits, etc., ne puissent coïncider momentanément avec la lutte de la "Résistance" et n'entraînent, à l'occasion, certaines convergences dans l'action. Et cela ne veut pas dire non plus, en raison du caractère pluriclassiste de la DC, que certains secteurs de ce parti ne puissent rejoindre, de façon autonome, le Front Politique de la Résistance que préconise le MIR. D'ailleurs, bien des militants de base de la DC participent déjà effectivement au travail de la "Résistance", ce qui ne fait que rendre encore plus nécessaires et plus urgentes des déterminations et des explications claires quant aux alliances à sceller.

Depuis ses premières prises de position après le coup d'Etat, le MIR n'a pas changé sa position sur cette question fondamentale des alliances, ce qui concorde d'ailleurs avec la position de principe suivie par cette organisation bien avant le coup d'Etat. Niant la possibilité d'un front politique englobant une fraction de la bourgeoisie, niant sans ambiguïté toute possibilité d'alliance avec la DC, le MIR a constamment affirmé — et nous l'avons déjà relevé — la possibilité et même la nécessité d'incorporer au Front Politique de la Résistance un secteur de la petite-bourgeoisie démocratique (Leighton), qui s'est opposé au coup d'Etat et qui appelle à la lutte pour

le renversement de la dictature. Et c'est sur cette base — malgré l'absence d'un Front structuré, en raison de l'obstruction du PC — que le MIR a développé son travail au cours des mois passés, en liaison étroite avec des militants de partis de l'UP, en liaison étroite avec de nombreux militants chrétiens. Travail qui a commencé de porter des fruits, ce que la Junte et sa presse ne peuvent déjà plus cacher.

Au cours de cette année, le mouvement de solidarité et de soutien, qui s'est développé au niveau mondial, a joué un rôle extrêmement important, contribuant à maintenir la Junte dans un certain isolement sur le plan international, et apportant ainsi un appui indirect aux forces de la "Résistance", dans leur combat pour la survie tout d'abord, puis pour la restructuration de ses organisations, enfin pour le début d'un long travail de structuration d'un mouvement de masses de résistance.

L'aide matérielle, elle aussi, a été un apport précieux pour les militants et les organisations qui ont pu en bénéficier (12).

Au moment où la Junte peut raisonnablement s'attendre à une augmentation progressive de l'"aide" impérialiste, au moment où la DC tente de prendre en mains l'"opposition" à la dictature, pour la limiter à la satisfaction de ses intérêts et de ceux de la fraction de la bourgeoisie qu'elle représente, les partis réformistes démontrent qu'ils sont prêts à placer le mouvement de masses renaissant au service d'une cause qui n'est pas la sienne : le rétablissement d'une domination "démocratique" de la bourgeoisie.

Dans ces conditions, les responsabilités qui incombent au Mouvement de la Gauche Révolutionnaire sont écrasantes (non que le MIR, encore une fois, soit le seul à proposer une ligne alternative à celle du PC et de ses alliés, mais parce qu'il est, par contre, le seul parti susceptible d'assumer dans les faits la mise en oeuvre de cette ligne alternative).

- responsabilité d'organiser le mouvement populaire de résistance qui se développe dans la clandestinité;
- responsabilité de le structurer, l'impulser;
- responsabilité de promouvoir l'unité entre les diverses composantes de la "Résistance", dans les entreprises, à la campagne, sur tous les lieux de travail, dans les quartiers, etc., en passant outre les directions réformistes, lorsqu'elles s'y refusent; la leur imposant par la pression que peut exercer sur elles l'unité effective de la base;
- la responsabilité de préparer le mouvement de résistance à l'affrontement décisif, inéluctable si l'on veut écraser la dictature et supprimer tout risque qu'elle ne renaisse.

C'est pourquoi, alors que la situation présente, — après une année de dictature— réclame non seulement la poursuite, mais l'extension du mouvement international de soutien et de solidarité à la résistance et à la lutte du peuple chilien, il est indispensable — à nos yeux — que tous ceux qui veulent participer, d'une manière ou d'une autre, à ce mouvement d'appui, le fassent sans équivoque.

Vouloir soutenir la "Résistance" et se refuser à "entrer dans les querelles internes" de cette résistance, appeler à l' "unité" sans dire quelle unité on souhaite et dans quel but équivaut, dans les faits, à soutenir ceux qui portent déjà les plus lourdes responsabilités dans le drame qui s'est abattu sur le peuple chilien. et qui proposent aujourd'hui de repartir sur les mêmes bases et avec les mêmes perspectives que celles qui ont mené à la faillite.

Le soutien au peuple chilien ne peut donc rester neutre, face au "débat" qui se déroule actuellement au sein de la gauche chilienne. Il impose un choix, que nous faisons, pour notre part, en publiant ce livre (13).

NOTES — CHAPITRE V

(1) Je l'ai vérifié moi-même, enfermé à l'Académie de Guerre des Forces Aériennes en avril 1974 où la majorité des soldats de la troupe qui assurent la garde, le ravitaillement, le nettoyage, etc, me prodiguaient des signes d'encouragement, manifestaient leur profond dégoût à l'égard des officiers tortionnaires, demandaient : "Est-ce qu'on peut faire quelque chose pour toi" ? - "Ils t'ont fait mal ? ", etc, et ajoutaient : "on n'est pas d'accord, mais on ne peut rien faire...".

(2) Interview à "Que Pasa" (9.8.74).

(3) Il reste à savoir si la DC peut, à elle seule, devenir ce pôle alternatif aux yeux de ces larges secteurs bourgeois et petits-bourgeois, en poursuivant son travail de protestation contre le non-respect des droits de l'homme et de défense du niveau de vie. Nous ne le pensons pas, dans la mesure où "la gauche" parviendra à intensifier son travail de propagande et d'agitation jusqu'au sein des couches petites-bourgeoises...

(4) Le MIR n'a pas le monopole théorique de la position opposée à celle défendue par le PC principalement. Il existe en effet plusieurs petits groupes (la Liga Comunista, le PSR, des fractions du PS, etc) qui sont sur des positions plus ou moins semblables. Mais nous nous en tenons ici aux organisations ayant une réalité organisationnelle sur le plan national, ayant une expérience, une audience et une implantation indiscutables.

(5) On retrouve cette "analyse" sous diverses formes, entre autres, dans des extraits de discours — traduits en français — de Luis Corvalan, secrétaire général du PC chilien, dans "Chili, les communistes dans la marche au socialisme", Editions Sociales, 1972.

(6) Document du PC chilien, publié en décembre 1973 à Santiago, publié en français par "L'Humanité" en janvier 1974.

(7) Document du MIR, publié en décembre 1973 à Santiago. Il n'en existe pas, à notre connaissance, de version française.

(8) Le MAPU a déclaré n'avoir pas été consulté pour l'élaboration de ce document.

(9) Recueil de textes 1970-1973 publié par "Politique Hebdo".

(10) Lettre reproduite en annexe.

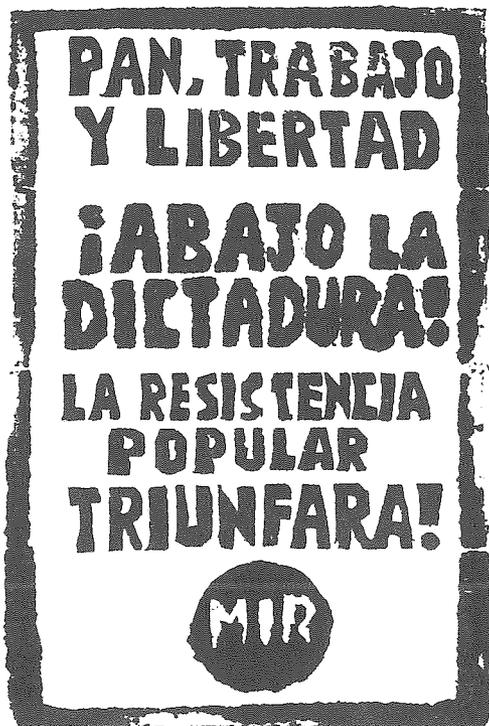
(11) De plus, il apparaît difficile de classer systématiquement les petites et moyennes entreprises parmi "l'écrasante majorité opposée aux monopoles". A ce propos, il faut lire ce que dit Manuel Castells, professeur de sociologie à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes de Paris, et qui fit un long séjour au Chili, où il enseignait à l'université catholique : "... jusqu'à quel point peut-on parler au Chili de bourgeoisie nationale et en quoi consiste ses intérêts contradictoires avec ceux des monopoles. On pourrait penser que la soumission aux monopoles, en termes de dépendance technique et économique, est un élément d'opposition de l'entrepreneur comme base de sa définition. Ce qui détermine les intérêts de classe de chaque fraction du capital, c'est les mécanismes à travers lesquels il obtient et maximise son taux de profit. Notre analyse sur la structure de classe au Chili montre qu'on ne peut identifier petites et moyennes entreprises avec le secteur anti-monopoliste, dans la mesure où une part de celles-ci sont directement liées par les monopoles au type de fonctionnement et de marché...".

(12) Il faut préciser que toutes les sommes recueillies dans le cadre du "Comité de Rome" sont distribuées aux partis chiliens — selon un accord établi entre les partis de l'UP et imposé au MIR — proportionnellement aux résultats des dernières élections. Le MIR, qui n'y présentait pas de candidats, reçoit cependant "généreusement" ... 4 o/o des montants encaissés !

(13) A propos du MIR dans la dernière période, lire des extraits d'un appel de Miguel Enriquez, daté du 16 août 1974 (Annexe VI).

ANNEXES

I	Notes sur le MIR	81
II	Discours de Miguel Enriquez, secrétaire général du MIR, du 14.6.73	84
III	Discours de Fernando Léniz	95
IV	Echange de lettres entre Patricio Aylwin, président de la DC, et le général Bonilla, ministre de l'Intérieur.	98
V	Salaires et prix	105
VI	Appel du MIR du 16.8.1974	109



“Affichettes” grandeur nature ! collées sur les murs de Santiago pour le 11 septembre.

ANNEXE I

NOTE SUR LE MIR

L'implantation et l'audience du MIR, sous le gouvernement de l'UP, dépassait de loin le cadre du "petit groupe d'extrême-gauche", ce à quoi certains voudraient le réduire. En fait, le MIR, s'il n'était pas la seule composante de l'extrême-gauche révolutionnaire, en était de loin la plus importante et surtout le seul parti, la seule force cohérente, structurée. Le MIR, au cours de la dernière période de l'UP particulièrement, avait connu un développement significatif, reflétant le processus de radicalisation des travailleurs et sa propre capacité à capitaliser ce phénomène.

En janvier 1972 déjà, dans un fief traditionnel du PC, le syndicat industriel minier de Schwager (mines de charbon près de Concepcion), le représentant du FTR (Frente de los Trabajadores Revolucionarios, tendance du MIR au sein des organisations syndicales) obtenait le plus grand nombre de voix :

1. FTR	3615
2. PS	3006
3. PC	2878
4. PS	2670
5. PC	2502

Au même moment, l'élection dans le syndicat professionnel des ouvriers métallurgistes de Schwager donnait également la première place à un représentant du FTR.

En juin 1972, se déroulent pour la première fois les élections des conseillers nationaux de la CUT (Centrale Unique des Travailleurs) en forme directe. C'est-à-dire que tous les affiliés participaient à l'élection. Les résultats ne furent connus qu'un mois et demi plus tard. Ils donneront lieu à de sombres machinations de la part des bureaucrates réformistes. Ceci ne suffit pas bien sûr à expliquer le résultat assez faible du FTR dans cette élection (3 o/o environ). La principale explication est sans doute que le MIR, à travers le FTR, dont l'audience grandissait déjà dans de nombreux secteurs — les élections de Schwager ne sont pas un cas isolé — apparaissait davantage comme une alternative de direction sur le plan revendicatif et local, dans l'entreprise, que comme une alternative de direction politique globale.

C'est cela qui se modifie l'année suivante, particulièrement dès le mois de mars, c'est-à-dire au moment où, à l'avance du mouvement de masse, à la pression qu'il exerce pour lancer l'offensive, répond la retraite, puis, dès la mi-juillet, la capitulation des directions réformistes. Les chiffres ci-dessous montrent clairement qu'une forte avant-garde se dégage au sein des masses, mais que le poids du réformisme reste encore très grand malgré tout, ce qui va empêcher le MIR d'arracher la direction du mouvement au moment où il tente désespérément de la faire, voyant que c'est l'ultime espoir d'éviter la catastrophe.

Elections syndicales d'entreprises

Usine Comandari (textile)

PS	3 élus (763, 660 et 603 voix)
FTR	1 élu (471 voix)
PC	1 élu (410 voix)

Hucke, Valparaiso (Alimentation, 600 travailleurs)

Syndicat entièrement PC pendant 12 ans

UP	3 élus
FTR-MAPU-PS	1 élu
DC	1 élu

Socometal (400 travailleurs)

FTR	2 élus
MAPU	1 élu
PC	1 élu
PS	1 élu

Bozzolo, Los Angeles

FTR	2 élus
PS	1 élu
PC	1 élu
Ind.	1 élu

Peugeot, Valparaiso

PC	2 élus
DC	2 élus
FTR	1 élu

Pesquera Cepeda, Valparaiso

FTR	2 élus
MAPU	1 élu
Ind.	1 élu
PC	1 élu

Madesal, Concepcion

FTR	2 élus
IND.	2 élus
PS	1 élu

Iansa, Los Angeles

FTR	1 élu
UP	3 élus
.DC	1 élu

Usine DEVA

FTR	4 élus
PC-DC	1 élu (!)

Industrie ENATAP

FTR	3 élus
PC	2 élus

SINDELEN, Arica

FTR	3 élus
UP	2 élus

Usine Mellafe y Salas

FTR	2 élus
PC	2 élus
PS	1 élu

Dans la construction également, les élections de mars-avril 1973 des provinces d'Antofagasta et Valparaiso soulignent les progrès fulgurants de l'audience du MIR à ce moment-là :

Valparaiso

PC	2600 voix
PS	1300 voix
FTR	1011 voix

Antofagasta

PS	529 voix
FTR	483 voix
PC	232 voix

ANNEXE II

DISCOURS DE MIGUEL ENRIQUEZ DU 14.VI.73

Nous publions les deux textes ci-dessous — un discours du secrétaire général du MIR, du 14 juin 1973 et une circulaire interne de cette organisation du 2 juillet de la même année — non comme des documents "exemplaires" entre tous, mais simplement comme des "témoins ponctuels" de la lutte de la Gauche Révolutionnaire à un moment crucial de cette dernière période avant le coup d'Etat.

OUVRIR LA CONTRE-OFFENSIVE REVOLUTIONNAIRE ET POPULAIRE (Discours de Miguel Enriquez, au Théâtre Caupolican, le jeudi 14 juin 1973)

Camarades travailleurs, camarades du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire, camarades dirigeants d'organisations de masses et des partis de gauche présents, camarades du Parti socialiste, de la Gauche chrétienne, de la Jeunesse Radicale révolutionnaire et du MAPU présents à ce meeting, camarades!

Nous vivons des moments d'une extraordinaire gravité et qui exigent des décisions fondamentales. Les affrontements sociaux et politiques prennent un forme chaque fois plus aiguë.

La classe patronale, utilisant toutes les armes à sa portée et se battant sur tous les terrains, déclenche ce qu'elle définit comme une tentative d'offensive finale. C'est toute une étape qui prend fin. C'est la fin du cycle des illusions réformistes de la "voie chilienne au socialisme", de la "révolution sans coût social".

Les lois de fer de la lutte de classes ont fini par s'imposer et ont démolé les rêves réformistes, en démontrant une fois de plus qu'il n'est pas possible de faire des révolutions à moitié, et avec la démocratie bourgeoise.

C'est pour cela, camarades, qu'il incombe aux travailleurs et aux révolutionnaires d'ouvrir une nouvelle étape, en ravivant l'enthousiasme des masses, en impulsant avec plus de force la lutte pour la révolution ouvrière et paysanne, la véritable révolution, la révolution prolétarienne.

La classe patronale et ses serviteurs politiques, les Frei et les Jarpa, après l'échec de leurs espoirs de mars, ont déclenché une offensive contre la classe ouvrière et le peuple.

Les classes dominantes, par-dessus leurs divergences, se proposent de renverser le gouvernement et d'écraser le mouvement de masses.

Elles essaient de le faire par la mobilisation d'un bloc social d'associations patronales, de "gremios" petit-bourgeois et même de secteurs populaires, déroutés ou peu politisés, et par le développement d'une agitation putschiste au sein des forces armées, enfin en créant des conflits constitutionnels et institutionnels, qui obligent le gouvernement à capituler ou qui le renverseront.

Drappés dans les bannières de la liberté, de l'ordre et de la démocratie, elles spéculent et accaparent, n'investissent pas leurs fabuleux profits, mentent et assassinent, commettent des attentats, lancent des émeutes dans la rue.

Elles utilisent tous les instruments à leur portée : la Cour suprême, qui hier ne fit rien contre les tortures de la police de Frei et qui aujourd'hui se propose de remettre en liberté Roberto Viaux.

Les parlementaires qui, hier, ont applaudi les massacres d'ouvriers et qui ont bradé nos richesses; les réactionnaires comme le "Contralor", qui prétendent avoir le droit de décider ce qui peut et ce qui ne peut pas être propriété du peuple; les hauts officiers en retraite, qui hier ont gardé le silence quand les richesses du Chili furent livrées à des puissances étrangères, et qui aujourd'hui glapissent pour défendre la "sécurité nationale"; les putschistes comme Canales, qui exigent le respect de la démocratie; les laquais des intérêts étrangers et patronaux, les délinquants politiques, les politicards en col blanc et cravatte, tous ceux-là se préparent à déclencher l'offensive finale, à tomber sur le dos de la classe ouvrière et du peuple, à les écraser et à leur arracher leurs conquêtes.

Mais ils n'ont pas tous les atouts de leur côté : ils ont souffert d'importants revers, en n'étant pas capables de paralyser une série de secteurs; leur crise interne s'est accentuée, avec la réélection de Jarpa à la direction du Parti National et avec l'opposition ouverte de Fuentealba au freiisme.

Cependant, ils ont réussi à gagner d'importantes positions dans quelques institutions de l'Etat, parmi les officiers réactionnaires, dans certains secteurs de l'Eglise, et même, ils ont réussi à entraîner des couches populaires, moins conscientes ou ayant une tradition économiste.

Ils ont disloqué l'économie, en accentuant la crise capitaliste, en nous fermant l'accès aux crédits extérieurs, en n'investissant pas, en sabotant la production, en spéculant et en accaparant.

Aujourd'hui, ils impulsent le développement de conflits institutionnels qui, en tentant d'arracher les usines et les fundos conquis par les travailleurs, doivent leur permettre d'instaurer la dictature de la majorité réactionnaire du Parlement, ou leur

permettre d'accuser constitutionnellement Allende, et ainsi rendre les forces armées indépendantes du gouvernement.

Mais la classe ouvrière et le peuple ne craignent pas les offensives des réactionnaires et de leurs politiciens. Le peuple n'est plus disposé à accepter qu'une poignée de parasites décident du destin du pays et des travailleurs. Le peuple sait que sa force se multiplie dans la lutte et dans le combat et que cette force est la seule qui doit décider de son destin.

C'est pourquoi la classe ouvrière et le peuple ont signalé, dans tout le pays, à la classe patronale et au réformisme, qu'ils sont disposés à convertir cette offensive réactionnaire, et qu'ils la convertiront en un point de départ d'une grande contre-offensive révolutionnaire et populaire, qui mette fin à l'avance des bandes réactionnaires et ouvre le chemin à leur écrasement définitif.

Mais la classe patronale n'a pas obtenu des succès par sa seule audace ou sa décision. La politique réformiste a permis cela. Le réformisme a été à la tête de ce processus, a développé ce qu'il appelle "la voie chilienne au socialisme", en essayant sans cesse d'obtenir une alliance avec un secteur patronal et en enfermant sa politique dans le respect de l'ordre bourgeois. Le réformisme a commencé un processus de transformations économiques, sans modifier la structure du pouvoir politique; ainsi, s'il a blessé objectivement les intérêts patronaux, il leur a permis de conserver d'importantes positions dans l'économie et dans l'appareil d'Etat, positions que la classe patronale, dès qu'elle a pu, a utilisées contre la classe ouvrière et le peuple, et contre le gouvernement lui-même.

La poussée et l'avance des travailleurs de la campagne et de la ville a empêché la collaboration de classes. En occupant des fundos et des usines, ils ont détruit des alliances possibles avec des secteurs patronaux et ont obligé le réformisme à aller plus loin qu'il ne se proposait de le faire. Cela a désarmé le réformisme, l'a laissé sans politique cohérente et sans capacité de direction sur le mouvement de masses, le réduisant à affronter les conséquences de la crise économique.

Après mars, le projet de collaboration de classe ayant échoué, l'offensive patronale s'ajoute à la crise du capitalisme et à l'échec de la politique réformiste. L'offensive patronale, sans aucune gratitude se propose de frapper aussi le réformisme et, ainsi, elle oblige maintenant celui-ci à résister.

Le réformisme a conduit la classe ouvrière et le peuple à la situation actuelle; il n'est pas en mesure d'offrir aux masses une issue à la crise.

Depuis l'élection de mars, les réformistes n'ont donné aucune politique aux masses : quatre mois sans direction précise aux travailleurs. Ils ont usé la gauche et les travailleurs dans la lutte contre un montage publicitaire : "le pôle alternatif". Ils

ont essayé de donner des garanties à certains secteurs patronaux en renonçant à la lutte pour le pouvoir pendant cette période si ce n'est à travers les élections présidentielles.

Au lieu de montrer que les responsables fondamentaux de la crise économique sont les propriétaires des usines et des fundos, ils ont prétendu assainir l'économie disloquée par l'agression patronale exclusivement au moyen de l'"augmentation de la production", la "planification", la "direction unique" et le "plan de semailles".

Ils ont accordé à la classe patronale suffisamment de semaines pour lui permettre de déclencher son offensive et, quand celle-ci se produit, la seule consigne fondamentale qu'ils ont donnée, c'est le "non à la guerre civile", consigne pleine de bonnes intentions mais qui est aujourd'hui criminellement insuffisante puisque purement défensive et totalement apolitique.

En ne partant pas des problèmes dont souffrent les masses, en freinant le développement des affrontements sociaux "travailleurs-patrons", en plaçant le peuple en position de spectateur du conflit "gouvernement-parlement", ils ont créé la confusion dans certaines couches du peuple et, ainsi, on a vu surgir des symptômes de dispersion dans les couches les moins conscientes politiquement.

Actuellement, alors que l'inefficacité de leur politique antérieure est évidente et face à la critique interne, ils proposent une politique de "main dure", marquée par une supplantation bureaucratique des masses, marquée par un durcissement légaliste, lent et vacillant, qui n'est pas à la hauteur de la gravité des événements et qui maintient les masses dans une politique défensive.

Prétendre stopper l'offensive patronale avec le bouclier de la démocratie bourgeoise et de ses institutions est un chemin qui peut mener à un suicide, comme au Brésil ou en Indonésie.

C'est pour cela qu'il est nécessaire que nous démasquions le caractère de la politique réformiste, que nous montrions ses résultats et son destin à la classe ouvrière et au peuple. C'est pour cela que nous devons impulser une politique révolutionnaire, seule manière d'éviter l'échec et de faire un bond en avant, non avec les armes prêtées de la démocratie bourgeoise et de la "voie chilienne", mais avec les armes du peuple, les armes du combat social et de la lutte révolutionnaire.

La classe ouvrière et le peuple ne sont pas vaincus. Ce qui échoue au Chili, ce n'est pas le socialisme. Nous assistons à la crise du capitalisme et à l'échec du réformisme. La force des masses est aujourd'hui plus que suffisante pour écraser l'offensive réactionnaire et pour faire un saut révolutionnaire en avant. Mars l'a démontré sur le plan électoral.

L'activité du peuple à la campagne et dans les villes du Chili est chaque jour plus grande. La classe ouvrière a fait d'importants pas en avant, elle est décidée à défendre les entreprises incorporées au secteur social et lutte pour augmenter son contrôle sur le secteur privé au moyen du contrôle ouvrier. Le nombre de con-

flits politiques augmente par rapport aux conflits à objectifs purement économiques. Les "Comandos comunales" ont été réactivés et d'autres ont été créés. La classe ouvrière agricole du centre du pays s'est mise en marche et a commencé l'assaut des tranchées de la grande bourgeoisie agraire dans les fundos de 40 à 80 hectares. Les "JAP, les "Comandos" de ravitaillement et les "Almacenes Populares" ont continué à se multiplier et à se renforcer.

Devant l'offensive réactionnaire, la classe ouvrière et le peuple ont démontré comment il fallait l'écraser.

A Constitucion, il y a quelques mois, les ouvriers et les "pobladores" ont pris la ville et ont exercé le contrôle populaire sur le gouvernement départemental. A Nuble, il y a quelques semaines, un commando réactionnaire de plusieurs "gremios" a décidé de passer à l'offensive. Cette offensive fut écrasée par une puissante contre-offensive populaire qui incorpora toutes les couches du peuple et les courants les plus radicaux de la gauche, en ripostant par la prise de 48 fundos, en prenant et en exerçant le contrôle sur l'entreprise de distribution privée, CE-NADI, en faisant fonctionner l'usine Cholguan et en empêchant la paralysation de IANSA.

A Cautin, il y a quelques jours, l'offensive patronale fut écrasée à ses débuts par le Conseil Provincial Paysan, les Fédérations Paysannes, la CUT, les "Comandos de Pobladores" et les étudiants grâce à une vigoureuse contre-offensive.

La classe ouvrière et le peuple ont une force sociale plus que suffisante. Le problème est de déplacer la direction réformiste du mouvement de masses et lui donner une direction révolutionnaire.

Ceci commence à s'exprimer dans de récentes votations syndicales dans lesquelles la Gauche Révolutionnaire progresse de façon importante dans le charbon, dans la construction à Valparaiso, à Rayon Said, à Socometal, à Prodinsa, chez Peugeot à Los Andes et dans le Conseil d'exécution directe de la CORVI de Santiago. Il faut amplifier ce processus, il faut accélérer ce processus de prise de conscience révolutionnaire des masses, nous devons gagner la majorité de la classe ouvrière, afin que chaque fois plus d'usines, de fundos et "Poblaciones" hissent les drapeaux de la révolution ouvrière et paysanne, les drapeaux de la révolution prolétarienne.

La seule solution qui permet d'écraser l'offensive réactionnaire, de développer la lutte de la classe ouvrière et du peuple, c'est de commencer maintenant une contre-offensive révolutionnaire et populaire.

Sortons la discussion du Parlement, de la Moneda, des couloirs et des négociations diverses. Convertissons en axe de la lutte politique non les institutions de l'Etat et les pratiques de négociations de certains, mais le mouvement de masses et sa lutte qui est celle qui, en réalité, permet l'existence de ce gouvernement et qui est la seule qui peut résoudre le conflit en faveur des intérêts des travailleurs. Transformons le conflit institutionnel en une lutte ouverte des travailleurs contre les pa-

trons et menons la lutte dans les usines, les fundos, dans les campagnes et dans les villes du Chili. Etablissons une fois pour toutes que la crise économique actuelle ne trouvera pas de solution par des mécanismes purement économiques, tels que la "bataille de la production" ou "la planification" qui ne sont que des palliatifs à une économie capitaliste en crise, aggravée par l'agression patronale qui prend appui sur les positions décisives que conservent encore les réactionnaires. Disons en définitive que la seule issue, c'est de déloger les grands capitalistes de leurs positions, de remettre le contrôle de l'économie à la classe ouvrière et au peuple et, par conséquent, disons clairement que la solution n'est pas économique mais politique et révolutionnaire.

Toute solution qui suppose des alliances avec la hiérarchie militaire ou des fractions de partis bourgeois, si elle n'est pas subordonnée à une vigoureuse et décidée mobilisation révolutionnaire de masses, aura comme conséquence de subordonner le gouvernement à ces éventuels alliés et finira par livrer des garanties aux secteurs patronaux, freinera le mouvement de masses et divisera le peuple. Ce chemin, postérieurement, au-delà des intentions de certains, non seulement ne permettra pas d'éviter l'affrontement mais le déchaînera dans des conditions bien pires ou finira par entraîner le gouvernement à la capitulation.

Le MIR ne repousse pas par principe la négociation avec des forces contraires, mais exige que l'on ne risque pas les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière et du peuple et, par conséquent, il la repousse si elle se fait sur le dos des masses et si elle n'est pas subordonnée à une mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière et du peuple.

Le MIR ne repousse pas sur la base de principes puristes une alliance avec des hiérarchies militaires, mais exige que de telles alliances soient régies par la poussée des masses, poussée qui place ces alliances derrière un programme révolutionnaire et avec des forces armées en processus de démocratisation interne. Le MIR est aussi partisan de casser le polyclassisme du Parti Démocrate Chrétien, non par des concessions et des négociations conspiratives, mais par une mobilisation des masses en brandissant le drapeau du Programme Révolutionnaire du Peuple.

Ouvrons une contre-offensive révolutionnaire et populaire. Exigeons-la du gouvernement, imposons-la aux réformistes. Impulsons-la, dès maintenant, aux révolutionnaires de l'extérieur et de l'intérieur de l'Unité Populaire. Nous, de notre côté, nous ferons partie de toutes les mobilisations des travailleurs contre leurs patrons, que cela plaise ou non aux vacillants et aux réformistes.

Eveillons l'enthousiasme des masses. Gagnons la majorité de la classe ouvrière. Résolvons les problèmes immédiats des masses, les problèmes légitimes de revenus et de ravitaillement, sur le dos des patrons. Et ce n'est pas de l'économisme que d'assumer la défense du niveau de vie des masses si on le fait sur le dos des profits capitalistes que les réformistes hésitent à arracher.

Articulons les mobilisations du peuple dans les "Comandos Comunales", où nous pouvons unir organiquement la classe ouvrière et le peuple, où la classe ouvrière peut exercer effectivement son rôle d'avant-garde. Impulsons la mobilisation des masses, non en la centrant exclusivement sur la défense du gouvernement, mais en l'orientant à en finir avec le pouvoir économique de la classe dominante dans les usines, les fundos et les entreprises de construction; à en finir avec le pouvoir politique des grands patrons au Parlement, dans la Justice et la Contraloría.

Armons la classe ouvrière et le peuple d'un programme.

Opposons au programme réactionnaire de misère et de répression le programme révolutionnaire du peuple qui établisse la direction et le contrôle de la classe ouvrière et du peuple sur l'ensemble de l'économie :

- en nationalisant tous les investissements de l'impérialisme au Chili,
- en expropriant l'ensemble des grandes entreprises industrielles, commerciales, financières et constructrices,
- en confisquant la terre et en expropriant les entreprises de la grande bourgeoisie agraire,
- en établissant avec ces mesures un puissant secteur social hégémonique,
- opposons à l'agitation putschiste auprès des forces armées, faite par les Canales, les Labbé, les Tulio Marambio, les Cercles d'officiers en retraite, la lutte du peuple pour la démocratisation des forces armées qui résolve les problèmes de revenus, de travail, de formation professionnelle de leurs membres et qui en finisse avec les discriminations qui existent en elles,
- à la dualité institutionnelle des politicards Frei, Pareto, Hamilton et Moreno, opposons le développement du pouvoir populaire : en imposant le contrôle ouvrier dans le secteur privé, la direction ouvrière dans le secteur social, en développant et multipliant les "Comandos Comunales", en tant qu'organes d'un nouveau pouvoir; impulsons la lutte contre le parlement et le parlementarisme et pour établir l'Assemblée du Peuple: combattons la justice et le droit bourgeois et luttons pour une justice révolutionnaire et populaire.

Armés de ce programme, disons aux politicards et réactionnaires comme Frei, Hamilton, Moreno, que nous ne craignons pas un plébiscite; que nous ferons un plébiscite, mais pas sur des questions partielles et confuses.

- que le peuple décide : que personne au Chili ne pourra gagner plus de 20 "vitaux" et moins de trois,
- que le peuple décide du sort de la propriété privée, des grands fundos, des usines et décide si les patrons ont le droit d'exploiter les ouvriers,
- que le peuple décide si tout le peuple doit payer, par l'inflation et la pénurie, la dette externe contractée et gaspillée par Frei et sa bande,

– que le peuple décide s'il faut accepter que les entreprises de construction et les sociétés d'épargne et de prêts soient propriété privée de certains capitalistes qui ont fait que le problème du logement pour le peuple devienne un commerce des plus lucratifs, en construisant une ville pour les riches et une ville pour les pauvres,

– que le peuple décide s'il doit subsister la propriété privée des grandes maisons de distribution et du grand commerce qui, en impulsant le marché noir, imposent le rationnement aux pauvres, ou si l'on doit les exproprier en établissant une distribution égalitaire et équitable par l'extension de la "canasta popular".

– que le peuple décide si les capitalistes ont le droit de disposer librement des profits, de ne pas les investir, de spéculer avec; ou si les ouvriers, par le contrôle ouvrier, peuvent contrôler et diriger les entreprises,

– que le peuple décide s'il doit exister une éducation pour les riches et une autre pour les pauvres.

Posons ces problèmes comme des plate-formes de discussion de la classe ouvrière et du peuple et que ceux-ci leur donnent une forme définitive et convertissons-les ensuite en réformes constitutionnelles qui mènent à un plébiscite si c'est nécessaire. De cette manière nous donnerons un caractère de classe au conflit institutionnel, incorporerons les travailleurs dans ce type de conflit et ainsi se développera sur ces bases le plus grand des conflits, le conflit et la lutte de la classe ouvrière et du peuple contre le Parlement et l'ordre bourgeois.

Nous, nous impulserons la contre-offensive révolutionnaire et populaire du programme révolutionnaire du peuple, du pouvoir populaire et la démocratisation des forces armées.

Impulsons la contre-offensive ensemble, avec les secteurs les plus radicalisés et les plus conscients de la gauche. Ne reculons pas devant les montages publicitaires du réformisme sur la "division de l'UP", ou sur le "pôle alternatif à l'UP". Faisons en tant que parti ce que les ouvriers, les paysans, les pobladores et les étudiants des courants les plus radicaux dans la gauche font dans les usines, les fundos, les "poblaciones", les lycées et les universités. Impulsons la contre-offensive.

Appelons le réformisme à l'action commune. Si hier, lorsque le réformisme tentait de construire un projet de collaboration de classes, nous avons appelé à marcher séparément et frapper ensemble, aujourd'hui nous les appelons à l'action commune pour faire face à l'offensive réactionnaire.

Mobilisons-nous et faisons-ensorte que les travailleurs exigent du réformisme de mettre fin à son sectarisme et d'impulser l'action commune face à l'ennemi de classe. Le MIR ne sous-estime pas le rôle que peut jouer un gouvernement comme instrument dans la lutte des travailleurs, à condition que celui-ci assume le rôle que les conditions historiques de la lutte de classe exigent de lui : qu'il se constitue en un véritable gouvernement des travailleurs.

Les alternatives de gouvernement possibles, du point de vue des intérêts de la classe ouvrière et du peuple, ne sont pas celles qu'offrent les réformistes : le gouvernement UP ou le gouvernement UP-général. Il est aussi possible, à partir de la contre-offensive révolutionnaire et populaire, de créer les conditions pour imposer un véritable gouvernement des travailleurs, un gouvernement qui soit un véritable levier dans la lutte

des masses, qui impulse le programme révolutionnaire du peuple, qui s'appuie sur le pouvoir populaire et sur des forces armées démocratisées. Alors, seulement, nous pourrions compter sur un puissant instrument qui permette d'articuler l'action du gouvernement avec la mobilisation des masses en frappant et en coinçant les classes dominantes, et qui ouvre les conditions pour la conquête du pouvoir par les travailleurs.

Approfondissons la lutte des masses et ouvrons maintenant une grande contre-offensive révolutionnaire et populaire en proposant une plate-forme de 7 mesures immédiates.

Impulsons ces mesures, exigeons-les du gouvernement, imposons-les aux réformistes :

1. ouvrons la discussion dans des assemblées dans les usines, fundos, "poblaciones", lycées et universités; dans les "Comandos Comunales" et dans toute la gauche pour combattre l'offensive réactionnaire, pour empêcher des issues réformistes qui usurperaient la place des masses et afin d'impulser la contre-offensive révolutionnaire et populaire. Ce qui se décide aujourd'hui n'est pas le patrimoine de quelques dirigeants, c'est le destin historique de la classe ouvrière et du peuple chilien;

2. renforçons et multiplions les "Comandos Comunales" dans toutes les communes du pays, dans la perspective du développement du pouvoir populaire. Repoussons les confusions que le réformisme crée autour de ce point. Le pouvoir populaire sera indépendant du gouvernement comme le sont les syndicats et les fédérations et établissons, une fois pour toutes, que ce pouvoir populaire sera alternatif à l'ordre bourgeois puisqu'il se propose historiquement de le détruire,

3. ne nous laissons pas entraîner par la campagne que fait le réformisme, accusant d'économisme tout secteur ouvrier qui lutte pour défendre son niveau de revenu. Repoussons l'économisme utilisé par les réactionnaires. Luttons pour une échelle mobile des salaires et pour l'amélioration des revenus des travailleurs en tant que classe aux dépens des profits capitalistes, en commençant par les couches les plus pauvres et celles qui ont le moins de pouvoir de négociation,

4. ne continuons pas à attendre que le parlement approuve la loi contre le délit économique. Luttons pour imposer l'expropriation de CENADI et CONCI immédiatement; le stockage des produits agricoles sous le contrôle des Conseils paysans. Renforçons et multiplions les JAP, les Commandos de ravitaillement, les magasins populaires. Luttons pour étendre la "canasta popular" à tout le Chili. Luttons pour imposer et impulser ce au moyen de la lutte directe des masses. N'attendons pas l'autorisation du parlement

dépassons les limitations de l'appareil bureaucratique. Seules les masses peuvent résoudre leurs problèmes de ravitaillement,

5. repoussons les réformes constitutionnelles de Hamilton—Fuentelba et Rafael Moreno. Faisons passer dans le secteur social toutes les entreprises de plus de 14 millions d'écus de capital sans exception au moyen de la lutte des masses et exigeons leur légitimation par des décrets de réquisition, que cela plaise ou non au Contralor, au Parlement et à la SOFOFA. Par la lutte des paysans finissons-en avec la bourgeoisie agraire entre 40 et 80 h.RB et exigeons des décrets d'intervention, confisquant la terre et expropriant l'entreprise, même si cela fait crier la Société Nationale d'Agriculture et le Parlement,

6. exigeons la confiscation immédiate de ITT et la suspension du paiement de la dette externe aux Nords-Américains, entamons des conversations bilatérales avec les autres pays,

7. face à l'agitation putchiste dans les forces armées faite par les Canales, les Labbé, luttons pour imposer au parlement un salaire adéquat pour les forces armées et les carabiniers, qui tiennent compte de la journée de 8 heures et le paiement d'heures supplémentaires, financé aux dépens des bénéfices patronaux. Exigeons que l'on prenne des mesures contre les officiers réactionnaires publiquement compromis avec la sédition. Que l'on ne restreigne pas les droits civiques des membres des forces armées et carabiniers et qu'il leur soit permis de participer aux organisations populaires.

Camarades : ces tâches immédiates ne sont pas des tâches de secteurs fragmentaires du peuple; c'est la grande tâche que doivent impulser toutes les organisations de masses et surtout dans les "Comandos Comunales" et dans les Conseils Paysans.

Camarades : nous nous trouvons dans un des moments les plus importants et les plus difficiles de la lutte des travailleurs.

Camarades : **que la crise du capitalisme, l'échec du réformisme et l'offensive réactionnaire puissent être transformés en point de départ d'une contre-offensive révolutionnaire et populaire qui paralyse l'offensive réactionnaire et ouvre une nouvelle étape dans la lutte de classes, cela dépendra fondamentalement du remplacement de la politique réformiste par une politique révolutionnaire qui arrive à s'imposer dans la direction du mouvement de masses.**

Luttons donc avec plus de force que jamais pour créer les conditions qui permettent d'imposer un véritable gouvernement des travailleurs, appuyant la lutte de la classe ouvrière et des masses populaires, dans la conquête du pouvoir et pour la révolution prolétarienne!

CIRCULAIRE DU MIR DU 3.VII.73

1. La situation politique est toujours mal définie. Les discussions dans les forces armées se généralisent à tous les niveaux. Les secteurs putschistes et les secteurs qui cherchent la capitulation du gouvernement travaillent en étroite liaison et constituent l'écrasante majorité. Cependant il existe parmi les officiers supérieurs un petit groupe en faveur du gouvernement. Ces discussions ont également lieu parmi les sous-officiers et les soldats. Ici la situation est beaucoup plus favorable pour la gauche.

2. Notre activité doit s'orienter sur la base de cinq axes :

- a) maintenir l'occupation des usines, fundos, etc.,
- b) politique vis-à-vis des forces armées,
- c) tenter de retourner la situation en faveur des masses,
- d) offensive en ce qui concerne les relations et les alliances,
- e) les tâches internes.

a) Maintenir les occupations — il s'agit de maintenir le niveau atteint par l'activité des masses et d'élever ses capacités d'organisation. Formation de Comités de surveillance, de Défense et formation de Brigades.

b) Politique dans les forces armées — Ici il s'agit de surveiller, de combattre et d'exiger le châtement des putschistes. Il s'agit de dénoncer ceux qui cherchent à mettre en demeure le gouvernement et qui veulent obtenir sa capitulation. Il s'agit de proposer et de défendre un programme de démocratisation comme seule forme qui permet d'atteindre les objectifs signalés précédemment. Ce programme de démocratisation doit avoir le contenu concret mis en avant par le parti. Il s'agit dans la conjoncture actuelle d'organiser toujours plus de brigades du parti et des différents "fronts" qui distribuent encore plus de propagande dans les "poblaciones" de soldats et qui fraternisent avec eux. Développer encore plus les affichages, les inscriptions murales et toute forme de propagande auprès des soldats.

c) Tenter de retourner la situation en faveur des masses — il s'agit de rompre le schéma défensif qu'ont imposé le gouvernement et le réformisme. Il s'agit de chercher à transformer le mouvement ouvrier en facteur décisif de la situation. Nous proposons de concrétiser cela en impulsant ce qui suit :

— appeler à une grève nationale, avec un contenu différant des grèves traditionnelles en cherchant à accumuler des forces, en concentrant le mouvement de masse sur ses "fronts" pour discuter et concrétiser la construction du Pouvoir Populaire et développer les tâches de défense, tous ces objectifs étant fondamentaux. Ceci signifie une occupation de tous les lieux de travail, d'étude, de résidence et la constitution d'assemblées par "front".

— mettre en avant et défendre le nouveau programme et la plateforme de lutte dans la perspective du Programme du Peuple.

d) Offensive en ce qui concerne les relations et les alliances — il s'agit d'intensifier les relations avec les comités régionaux des partis de gauche et, en particulier, les relations au niveau des sections et de leur base.

ANNEXE III

DISCOURS DE F.LENIZ

(...) Aujourd'hui je vais décrire ce complément indispensable du régime de la liberté des prix qu'est la concurrence et dire ce que nous sommes en train de faire à ce sujet, en particulier en ce qui concerne le rôle que jouent les importations dans un régime de liberté des prix, dans le cadre du système économique que nous sommes en train de développer.

Pour que la liberté des prix et la concurrence fonctionnent, il est indispensable que nous jouions chacun le rôle qui nous incombe; l'Etat, en déterminant les choix politiques de fond, en établissant les instruments légaux fondamentaux, et les consommateurs, en jouant leur rôle en tant qu'acheteurs, et de même les commerçants, les industriels ou les producteurs. (...)

Maintenant il faut que vous compreniez bien une autre caractéristique, une condition fondamentale de la concurrence, c'est la question des articles importés. L'importation vous a semblé imparfaite au début, parce que naturellement nous sortons d'un régime où l'appareil bureaucratique, avec toutes les formalités qu'il fallait remplir pour importer, avaient précisément pour but d'empêcher les importations. (...) De même, le fait que nous soyons dans une période d'inflation implique que les prix des produits importés sont finalement un peu plus élevés que ceux dont vous aviez rêvé au début. C'est ce qui est arrivé, entre parenthèses, avec les téléviseurs, parmi lesquels les nombreux téléviseurs que vous devez sûrement être en train d'utiliser pour suivre ce programme. (...)

La situation qui existait précédemment était la suivante : Interdiction d'importer. (...) C'est-à-dire qu'on pouvait faire payer ce que l'on voulait pour l'article que l'on désirait fabriquer au Chili et qui devait concurrencer un article similaire importé.

(...) Cela faisait entre autres choses qu'au Chili on fabriquait une quantité de choses dont le pays n'avait finalement pas besoin, puisqu'on pouvait se permettre de fabriquer ce qu'on voulait, même en petite quantité, à n'importe quel prix, du fait de l'importante protection dont on bénéficiait. (...)

Qu'avons-nous fait tout d'abord ? Nous avons dit en réalité, Monsieur, s'il s'agit d'importer un article qui vaut 100, disons, la taxe maximale qui peut être fixée pour une importation sera en ce moment de 140. C'est-à-dire que nous avons abaissé les barrières qui, avant, étaient infinies puisqu'il était interdit d'importer. (...) Cela signifie que le prix que l'on pourra faire payer pour n'importe quel article, par comparaison à l'article similaire importé, sera de 100 plus 140. (...)

Mais qu'avons-nous dit d'autre ? Nous avons dit la chose suivante : cela, c'est la situation actuelle, mais nous allons vers un abaissement de la taxe douanière encore plus grand. Comment cela se passera-t-il dans le futur au Chili ? Si nous posons de nouveau 100 pour la valeur d'un certain article à l'étranger, nous dirons que la taxe maximale sera de 60 o/o; c'est-à-dire que ces barrières ne vaudront plus que 60 et que le prix maximum d'un article sera 60 o/o de plus, c'est-à-dire 160. Quelle sera la conséquence pour le consommateur chilien ? Auparavant un producteur pouvait faire payer un produit n'importe quel prix et aujourd'hui il peut faire payer au maximum 240 par comparaison avec un prix importé de 100 et, dans le futur, ce prix sur le marché intérieur sera 160. Quel est le résultat général ? Le niveau général des prix au Chili va aller en baissant et va être beaucoup plus bas. (...)

Naturellement vous pouvez vous demander et avec raison : bon, mais, dites-moi, est-ce qu'il n'y a pas un piège dans tout cela, parce que ce n'est pas possible que ce soit si simple, qu'avec une mesure aussi simple on obtienne une baisse substantielle des prix des articles que l'on consomme au Chili. Et bien, le "truc" du système est le suivant : pour pouvoir importer, il faut naturellement exporter d'autres articles avec lesquels on acquerra des dollars qui serviront à payer ces importations. C'est cela, le "truc" du système, et sa condition fondamentale. Et que faisons-nous pour que l'on puisse exporter ces articles ? Fondamentalement il faut créer un change, une valeur du dollar qui corresponde réellement aux coûts de production internes. C'est la raison pour laquelle le dollar doit être changé en rapport avec la variation intérieure des prix; c'est pour cela que vous lisez de temps en temps dans les journaux une information qui dit qu'il y a eu un réajustement de la valeur du dollar; c'est pour permettre de faire des exportations et ainsi obtenir des dollars avec lesquels nous paierons l'importation des articles pour que les biens tendent au Chili à être de moins en moins chers.

Maintenant voyons une des autres critiques ou un des doutes que ce système a inspirés à certains. On dit : et bien, plus nous importons d'articles et plus nous allons cesser de produire au Chili, et les gens qui travaillent dans les usines qui fabriquent

ces produits que l'on va maintenant importer, vont se retrouver au chômage. Mais ceux qui disent cela oublient que, pour pouvoir importer, nous devons obtenir des dollars par nos exportations, exportations qui, de toute évidence, ne se font pas aujourd'hui. Si nous allons effectivement vers la disparition d'emplois, vers une diminution des postes de travail, parce que nous commençons d'importer des produits que nous produisions au Chili, auparavant, en même temps, il y aura création de nouveaux postes pour produire les articles et produits que nous allons exporter et que nous n'exportions pas auparavant.

ANNEXE IV

ECHANGE DE LETTRES ENTRE PATRICIO AYLWIN (Président du Parti Démocrate-Chrétien) ET LE GENERAL OSCAR BONILLA (Ministre de l'Intérieur)

Du président du PDC :

Monsieur le Ministre ,

Depuis le 7 juin, les émissions de Radio Balmaceda sont soumises à une censure préalable par une disposition du Secrétariat Général du gouvernement. Parmi ces mesures, les censeurs ont éliminé des programmes de cette radio émettrice les commentaires sur l'actualité de Jaime Castillo et de Marta Caro, et ont interdit que l'on fasse connaître aux auditeurs la raison de ces suppressions.

Cette décision est injuste, discriminatoire, arbitraire, lésant un droit humain fondamental et manifestement contraire aux objectifs d'égalité et d'unité nationale exprimés par le gouvernement.

Elle est injuste parce que rien ne la justifie. La Radio Président Balmaceda a rempli sa mission d'information et d'orientation de l'opinion publique avec correction, véracité et mesure, en essayant de servir loyalement la grande tâche de pacification nationale. Les commentaires de Jaime Castillo et Marta Caro ne se sont pas écartés de ce propos et ont abordé de façon sérieuse, responsable et posée, des thèmes comme celui des droits de l'homme - qui préoccupent avec raison la grande majorité des Chiliens et dont l'éclaircissement est inévitable pour atteindre une véritable paix dans notre pays. Leurs concepts inspirés par les principes élémentaires de l'humanisme chrétien - que l'honorable Junte de Gouvernement a proclamés officiellement comme siens - ne peuvent mériter aucun reproche et se font sans doute l'interprète de la pensée profonde de larges et respectables secteurs de Chiliens, que les autorités ne peuvent ignorer.

La mesure est arbitraire parce qu'elle ne se fonde sur aucun principe constitutionnel, légal ou réglementaire. Elle n'a même pas été exprimée par une résolution écrite et notifiée régulièrement. C'est purement et simplement un fait imposé par la force sans procédure ou formalité juridique de quelque espèce et sans aucune possibilité de faire recours juridiquement, ce qui ne concorde aucunement avec les proclamations répétées de respect de l'état de droit de la part des autorités du Gouvernement.

La décision à laquelle nous nous référons porte atteinte à un des droits de l'homme fondamentaux parce que la liberté d'émettre des opinions sans censure préalable est un des droits consacrés dans la déclaration universelle des droits de l'homme. Il semble que certaines autorités croient que cette liberté ne permet pas le droit d'être en désaccord, droit qui est reconnu explicitement dans la déclaration de principes émise par la Junte de Gouvernement le 12 mars dernier. **Ces autorités devraient se souvenir du fait que les menaces et troubles faits à ce droit, et qui n'allèrent pas jusqu'à sa suppression, furent un des principaux vices totalitaires que la majorité des Chiliens ont répudié du régime passé.**

Finalement, la décision prise contre radio "Président Balmaceda" blesse un secteur important de Chiliens - ceux qui comme nous professent les principes démocrates-chrétiens - en interdisant l'expression des idées que nous considérons essentielles et en forçant au silence deux personnalités représentatives de notre pensée.

Lorsque le Gouvernement demande la coopération de tous les Chiliens, il ne peut pas supposer que celle-ci se traduise par un simple assentiment à tout ce qui est dit ou fait par les autorités. Chacun coopère en exposant loyalement ses propres points de vues. Afin que l'on prenne conscience et que l'on corrige **d'éventuelles erreurs**, des mesures, comme celle à laquelle nous nous référons, signifient **exclure du dialogue national** un secteur nombreux et représentatif de la communauté chilienne, ce qui est, de façon évidente, absolument incompatible avec les objectifs d'unité proclamés par la Junte.

C'est pour toutes ces raisons qu'en notre qualité de représentants du Parti Démocrate-Chrétien, propriétaire de la radio "Président Balmaceda", nous vous exprimons notre protestation pour la décision

adoptée contre cet émetteur et exprimons la nécessité que cette mesure soit reportée.

Saluent respectueusement Monsieur le Ministre,

Eduardo Cerda Garcia (Secrétaire national)
Patricio Aylwin Azocar (Président national du parti Démocrate-Chrétien ("en receso")
(12 juin 1974)

REPONSE :

Monsieur le Président ,

Je rejette énergiquement en tant qu'inacceptables aussi bien les termes que le fond de votre lettre du 12 de ce mois, dans laquelle vous supposez qu'un haut fonctionnaire du Gouvernement est coupable de discrimination et d'arbitraire ; c'est un rôle qui vous est expressément interdit dans les circonstances actuelles et en votre qualité de président d'un parti mis "en veilleuse".

En vertu de quoi il est indispensable que vous vous souveniez :

- 1) Qu'il existe un Gouvernement militaire dans le pays, un état de siège et de guerre intérieure.
- 2) Que le décret-loi No 78 ne vous autorise que la faculté d'administrer les biens de votre parti et vous interdit d'utiliser la radio Balmaceda à des fins de propagande de principes politiques ou de vous arroger la représentation de secteurs de citoyens.
- 3) Qu'en ce moment, ce qui est fondamental pour le Gouvernement, c'est la sécurité de la nation et qu'il ne peut permettre que l'on fasse le jeu de ceux qui attendent contre elle.
- 4) Que les droits des personnes sont soumis aux limites qu'exige le maintien de l'ordre public et l'intérêt de la société, ainsi que l'établit la déclaration des "droits de l'homme" elle-même.

Votre lettre a un style et un ton politique très différent de ceux que vous utilisez dans vos conversations avec le Ministre de l'Intérieur,

dualité qui me semble intolérable dans le cadre franc et ouvert dans lequel agit un Gouvernement qui n'entend pas d'autre langage.

Veillez ne plus m'écrire en d'autres termes que ceux qui correspondent à une autorité administrative d'un parti mis "en veilleuse", s'adressant respectueusement au Gouvernement de la nation.

"Lo saluda atentamente a Ud."

Oscar Bonilla Bradanovic
Général de Division
Ministre de l'Intérieur".
(21 juin 1974)

DEUXIEME LETTRE DE P. AYLWIN

Monsieur le Ministre ,

Suite à votre lettre du 21 juin. Veuillez excuser le fait que, malgré votre suggestion, je vous écrive une dernière fois. Après une réflexion sereine, ma conscience me dit que votre lettre exige quelques précisions au nom de la vérité et pour des raisons élémentaires de dignité.

1) En premier lieu, je ne peux vous cacher ma profonde surprise devant le contenu de votre note.

Vous savez que dans les trois uniques occasions où nous avons parlé ensemble, je l'ai fait en ma qualité de Président du Parti Démocrate-Chrétien et je vous ai exposé notre préoccupation pour les droits de l'homme, pour la situation des travailleurs, pour les persécutions idéologiques et les effets pernicieux du "receso politico". Au cours de ces trois conversations vous m'avez exhorté à parler sans ambages, avec franchise et clarté, et à dénoncer des cas concrets, ce qu'à diverses reprises nous avons fait, soit verbalement, soit par écrit.

(...) Maintenant vous vous formalisez de nos prises de position et niez la faculté de les formuler en invoquant la mise "en veilleuse" des partis et les circonstances du pays.

2) Les termes de votre lettre comportent un traitement offensant que je rejette, car ils blessent ma dignité personnelle et offensent la Démocratie-Chrétienne.

Les hommes d'armes sont très jaloux de leur honneur et de leur dignité. Les hommes politiques, même si l'on nous force "al receso", nous aussi nous avons notre honneur et notre dignité, qui sont des attributs inhérents à l'être humain et que toute autorité doit respecter pour être respectée.

Dans sa "Déclaration de Principes", le Gouvernement a affirmé que "l'homme a des droits naturels antérieurs et supérieurs à l'Etat". C'est la thèse en laquelle, nous les démocrates-chrétiens, nous croyons, et c'est pour cela que nous considérons comme l'objectif fondamental de nos luttes la tâche d'obtenir que ces droits soient pleinement reconnus et respectés pour tous les Chiliens. **L'autorité qui exerce son pouvoir en piétinant la dignité des personnes bafoue ce principe.**

3) Comprenant la gravité de la situation d'urgence nationale, notre parti a accepté les limites et les restrictions nécessaires pour que le pays récupère les conditions de sécurité, d'ordre et de stabilité indispensables pour que puisse exister une convivence normale. Nous avons fait confiance aux premières déclarations du Gouvernement de rétablir la normalité institutionnelle, la paix et l'unité parmi les Chiliens dans les délais les plus brefs possibles.

(...) Radio Presidente Balmaceda n'a jamais "fait le jeu de ceux qui portent atteinte à la Nation". Répondant à l'inquiétude de nombreux Chiliens sur des aspects importants de la réalité nationale, cette radio a exposé ses points de vue sérieux et raisonnés, comme un apport constructif et patriotique pour les gouvernants et pour l'opinion publique. Elle l'a toujours fait en des termes élevés et respectueux, en laissant de côté les attaques virulentes que d'autres émetteurs et moyens de publicité lancent contre notre parti et quelques-uns de nos militants.

Dans le fond, votre note signifie un refus anticipé de toute opinion qui ne soit pas un assentiment, et nous nie le droit de signifier au Gouvernement lui-même nos points de vue.

Ceci est douloureux pour le Chili, car l'histoire prouve qu'aucun ordre stable et juste ne peut se construire sur la base de l'imposition unilatérale de la volonté de ceux qui gouvernent. La tentative de faire cela a mené le régime antérieur à l'échec. Répéter la même erreur serait ignorer une fois encore le caractère historique du Chili, dont la tradition démocratique, la stabilité institutionnelle

et le progrès se fondent sur la recherche permanente du consensus de la majorité. Mais consensus qui s'obtient, Monsieur le Ministre, en respectant les personnes dont on requiert la libre coopération et non en imposant une soumission qui est contraire à la fierté des Chiliens et que personne ne peut attendre d'aucun véritable démocrate-chrétien.

Saluda atentamente al señor Ministro,
Patricio Aylwin Azocar
Presidente Nacional Partido Demócratacristiano."
(10 juillet 1974)

Le 18 juillet, le Gouvernement a remis à la presse une déclaration officielle au sujet de ces lettres.

Déclaration officielle :

"Le pays a pris connaissance d'un échange de lettres entre le Ministre Monsieur le Général Oscar Bonilla, et le président du Parti Démocrate-Chrétien, "en receso", Monsieur Patricio Aylwin. Face à ce fait, le Gouvernement déclare officiellement :

1) (...) Monsieur Aylwin répondit alors au Ministre Général Bonilla en des termes que l'opinion publique a pu connaître hier ; mais cette fois, simultanément avec l'envoi de la lettre, les textes correspondants furent remis à la presse étrangère. Puisque la diffusion à l'extérieur n'est évidemment pas le fait du gouvernement, il est clair que cette diffusion a été réalisée par la direction du Parti Démocrate-Chrétien ("en receso").

(...) Il est par conséquent clair que le Gouvernement a procédé dans cette affaire avec la plus grande correction, attitude qui contraste avec la conduite du Parti Démocrate-Chrétien, "en receso", qui en ce cas n'a pas hésité à porter préjudice au Chili et à rompre avec les normes élémentaires de courtoisie, sans autre bénéfice que celui éventuel de ses bas intérêts de parti et ses ambitions politiques qui aujourd'hui plus que jamais sont inopportunes.

2) Le contenu des lettres de Monsieur Aylwin révèle en outre que la direction du Parti Démocrate-Chrétien, "en receso", se refuse à respecter loyalement et intégralement cette "mise en veilleuse" dans les termes exigés par la loi et par l'intérêt national, et s'arrange pour continuer à intervenir comme parti dans la vie civile du pays.

Le Gouvernement tient à signaler à cette direction partisane qu'il est résolu à adopter toutes les mesures nécessaires, aussi lourdes soient-elles, pour faire en sorte que la mise en veilleuse politique soit intégralement respectée. (...)

3) (...) D'ailleurs le pays sait très bien qui sont ceux qui travaillent patriotiquement et de façon désintéressée au succès de la reconstruction nationale, et qui sont ceux qui la gênent et la compliquent ouvertement ou subrepticement, peut-être par peur de voir définitivement perdues des positions de pouvoir personnel.

La direction du PDC a utilisé des lettres privées pour permettre qu'à l'étranger on les utilise comme des instruments d'attaque contre le gouvernement, acte par lequel elle s'unit de fait, à la campagne internationale du marxisme contre le Chili, au moment même où il est du devoir de tout Chilien de s'unir pour repousser cette agression calomnieuse et à bout portant.

ANNEXE V

SALAIRES ET PRIX

En une année, la Junte a décrété à plusieurs reprises des adaptations générales et obligatoires de salaires pour compenser partiellement l'augmentation du coût de la vie. Il ne faut pas voir dans ces mesures quelque "faiblesse" du gouvernement. Il suffira d'indiquer que trois litres d'huile, en septembre 74, absorbent le montant d'un salaire minimum de base de septembre 1973, pour montrer que l'ampleur de l'inflation ne laissait pas d'autre solution à la Junte.

Cependant, il devient de plus en plus difficile d'établir des tableaux statistiques des salaires chiliens, étant donnée la politique appliquée en la matière : augmentations uniformes et proportionnelles, différenciation entre secteurs public et privé, etc.

Pour tenter d'éclaircir quelque peu la question, nous divisons - dans le tableau ci-dessous - les salariés chiliens (ouvriers et employés) en sept catégories de revenus.

	SALAIRE DE BASE AU 11.9.73. (escudos)	NOMBRE DE SALARIES (chiffres arrondis)	o/o
1.	jusqu'à 3.200 escudos	870.000	37,5
2.	de 3.200 à 6.400	800.000	34,5
3.	de 6.400 à 9.600	370.000	16,0
4.	de 9.600 à 12.800	110.000	4,7
5.	de 12.800 à 16.000	50.000	2,2
6.	de 16.000 à 36.000	110.000	4,7
7.	au-dessus de 36.000	10.000	0,4
		2.320.000	100,0

La première augmentation fut accordée en novembre 1973 (100 0/0) mais avec un minimum fixé à 12'000 esc.

En décembre 1973, en plus du montant de novembre, fut décrété le versement d'un troisième salaire (niveau de sept) jusqu'à concurrence de 10'000 esc.

En janvier 1974, les salaires furent calculés sur la base des salaires de janvier 1973 multipliés par 5, avec un minimum de 18'000 esc. pour les salariés du secteur privé, un barème spécial étant fixé pour les fonctionnaires publics avec un minimum de 16.000 esc. En mai, l'augmentation fut de 11'000 esc. pour les salaires les plus bas jusqu'au-dessous de 36'000 esc. De 36'000 et au-delà, augmentation de 30 o/o. Mais pour le secteur public, nouvelle détérioration : l'augmentation fut de 9'000 esc. pour les salaires les plus bas et jusqu'au-dessous de 29'000 esc. De 29'000 et au-delà : 30 o/o d'augmentation.

En juin, versement d'une "bonification" uniforme de 10'000 esc. En juillet, augmentation générale de 20 o/o absorbant la "bonification" de juin, c'est-à-dire calculée sur les salaires de mai.

En septembre, versement d'une "bonification" uniforme de 5'000 esc.

Prenons maintenant un exemple dans chacune des 7 catégories fixées antérieurement et suivons-en l'évolution au cours de cette dernière année.

	I.73	IX.73	XI.73	XII.73	I.74	V.74	VI.74	VII.74	IX.74
1.	2.000	3.200	12.000	12.000	18.000	29.000	39.000	39.000	44.000
2.	3.000	4.800	12.000	13.800	18.000	29.000	39.000	39.000	44.000
3.	5.000	8.000	16.000	24.000	25.000	36.000	46.000	46.000	51.000
4.	7.000	11.200	22.400	32.400	35.000	46.000	56.000	55.200	60.200
5.	9.000	14.400	28.800	38.800	45.000	58.500	68.500	70.200	75.200
6.	20.000	26.000	52.000	62.000	100.000	130.000	140.000	156.000	161.000
7.	50.000	56.000	112.000	122.000	250.000	325.000	335.000	390.000	395.000

Le tableau ci-dessus n'a qu'une valeur indicative pour différentes raisons :

- Lors de chaque adaptation, de nombreux travailleurs se plaignent de ne pas la recevoir ou de ne la recevoir que partiellement. Ces plaintes dans la plus grande partie des cas, ne peuvent se faire qu'à voix basse et n'ont donc aucune suite.
- Nous n'avons pas pu tenir compte, dès janvier, du barème spécial des fonctionnaires publics (nous ne disposons pas de la répartition de ceux-ci dans chacune des catégories). Les pourcentages de travailleurs par catégories ne correspondent donc plus exactement à ceux indiqués dans le tableau No 1.
- Il s'agit des salaires de base bruts. Ils ne comprennent donc pas les diverses allocations, et par ailleurs, les diverses retenues (prévoyance, impôts) ne sont pas déduites. Les salaires nets sont généralement légèrement inférieurs.

Dans les douze mois qui ont suivis le coup d'Etat, l'indice des prix à la consommation a augmenté, en chiffres ronds, de 730 o/o. Si l'on se reporte au tableau II des salaires, on constate que ceux-ci ont augmenté, durant ces douze mois, dans des proportions sensiblement plus fortes pour les salaires les plus bas, et plus faibles pour les salaires moyens et hauts, ces derniers cependant augmentant dans une proportion plus forte que les salaires moyens !

En effet, selon les exemples type de chaque catégorie, on observe ceci :

1.	augmentation de 1.275 o/o
2.	" 816 o/o
3.	" 537 o/o
4.	" 437 o/o
5.	" 533 o/o
6.	" 519 o/o
7.	" 605 o/o

Faut-il déduire de ces données que les salariés des catégories les plus basses, qui représentent plus de 70 o/o de tous les salariés, ont vu leur pouvoir d'achat augmenter durant cette année ? Evidem-

ment non, parce que les produits alimentaires essentiels ont augmenté dans des proportions infiniment supérieures, non seulement à l'indice des prix, mais aussi à l'augmentation proportionnellement la plus forte des salaires. En effet, l'augmentation du prix du pain a été de plus de 2.100 o/o, celle du sucre de plus de 2.700 o/o, de l'huile de plus de 3.000 o/o, etc. Selon le budget type, établi en décembre dernier par la Confédération des Employés du secteur privé (dirigée par des "suporters" de la Junte), les dépenses d'alimentation seulement d'une famille de 4 personnes, aux prix de début septembre 74, se monteraient à ... près de 75'000 escudos, c'est-à-dire plus que ne gagnent plus de 90 o/o des salariés, et pas loin du double de ce que gagnent aujourd'hui plus de 70 o/o de tous les salariés !

ANNEXE VI

APPEL DU MIR DU 16 AOUT 1974 (EXTRAITS)

"Si la dictature parvient à maintenir "l'ordre public", surexploitant impunément la classe ouvrière; si — malgré la profonde crise économique que traverse le pays, et son isolement international — la Junte parvient à assurer des profits énormes aux capitalistes et à attirer les capitaux étrangers, par les garanties serviles qu'elle leur offre; alors, d'ici deux ou trois ans, elle pourrait parvenir à une grande stabilité et même, peut-être, à une certaine reprise économique.

La tâche des révolutionnaires et des travailleurs est de développer une résistance, toujours plus ample et plus forte, qui sabote systématiquement "l'ordre public" et empêche la Junte de remporter un plein succès dans la surexploitation du travail.

Si le renforcement de "l'encerclement" international est très important, ce qui est fondamental, c'est ce que nous parviendrons à réaliser dans notre propre pays. La tâche la plus urgente de la lutte révolutionnaire au Chili est d'organiser les secteurs d'avant-garde de la classe ouvrière et du peuple en comités de résistance; à travers ces derniers, impulser la propagande et l'agitation massive; commencer la résistance active; commencer la "guerre de sabotage" contre la dictature et le grand capital : ne pas fermer à clé les portes des administrations et des fabriques, diminuer la production et la qualité du travail, ralentir les rythmes, interrompre les chaînes de production, ne pas surveiller les machines, fausser les pièces de haute précision, casser des vitres, des ampoules électriques, rendre inutilisable le maximum de matériel, etc., etc.

C'est-à-dire augmenter les coûts, mais sans paralyser complètement les machines, ce qui entraînerait une augmentation du chômage.

Les militants révolutionnaires doivent maintenant activer la préparation d'actions de propagande armée, qui renforcent la lutte de la résistance; petites actions, liées étroitement aux intérêts des travailleurs, de caractère simple et multiple, de telle sorte que, progressivement, nous puissions inciter les comités de résistance à les imiter, jetant ainsi les bases qui permettront de commencer la création d'une véritable armée révolutionnaire du peuple, qui harcèle la dictature en permanence. C'est ainsi que, petit à petit, la classe ouvrière et le peuple s'incorporeront, dans les faits, à la guerre populaire et prolongée, qui aboutira au renversement de la dictature gorille. C'est ainsi que tomberont les gorilles.

Si l'on se borne à attendre passivement son renversement, au Chili ou à l'extérieur, la dictature ne tombera pas par un miracle divin, ou par une alliance de la résistance avec des secteurs bourgeois, réactionnaires ...

L'année écoulée, l'année de la dictature gorille, a été une année de sang ouvrier répandu, une année de répression et de tortures massives, une année de chômage et d'emprisonnements, de surexploitation, de faim et de misère. En même temps, elle a été l'année de l'échec de la politique gorille, l'échec de sa politique économique, année d'instabilité, d'isolement, face à la majorité du peuple chilien et face à "l'encerclement" international. Elle a été également une année de grande expérience pour la classe ouvrière et les révolutionnaires dans la lutte clandestine...

Nous sommes convaincus que la deuxième année qui commence sera celle de la résistance et du combat actif dans tout le Chili, incluant la propagande armée et la lutte armée contre la dictature gorille. Le MIR appelle la classe ouvrière et le peuple, tous les secteurs qui sont contre la dictature, à convertir leur haine et leur indignation en organisation de la résistance; à organiser les militants des partis et les non militants en groupes de trois, cinq ou sept, se constituant en comités de résistance.

Le MIR appelle tous les membres de la Résistance Populaire à organiser et à impulser les tâches énumérées : propagande, sabotage, baisse de la production, etc..., à discuter et à gagner à la Résistance tous leurs amis, parents, camarades de travail, connaissances, et particulièrement s'ils sont membres des forces armées.

Enfin, le MIR appelle tous les ouvriers, paysans, "pobladores", étudiants, soldats, employés, tous les secteurs du peuple, pour que le 11 septembre, une consigne s'impose dans tout le pays, écrite avec des crayons, des stylos, ou n'importe quoi d'autre, dans les bains publics, les transports publics, dans les rues, sur les machines...

Que le 11 septembre, tout le Chili rententisse d'une seule consigne qui démontre la force de la Résistance :

La Résistance Populaire triomphera ! "

Editions CEDIPS
11, rue de la Borde
1004 Lausanne
Suisse

Imprimé sur nos presses
Septembre 1974